



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

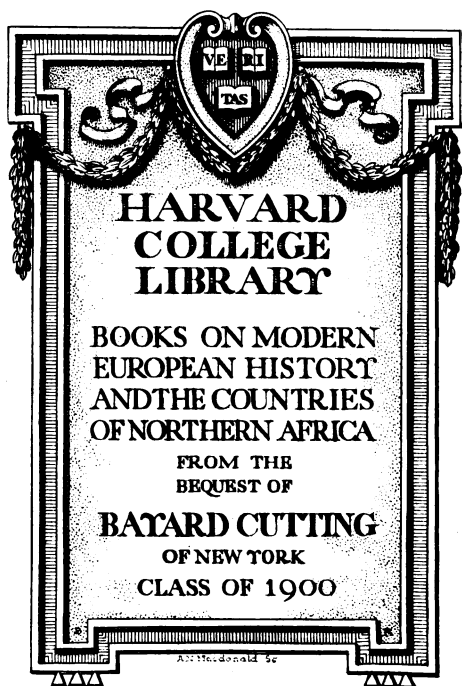
En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

WIDENER LIBRARY



HX H376 /

Fr 1325.833.50



LIBERTÉ, ÉGALITÉ

(N^o. 2.)

SAMEDI 12 Janvier 1793
l'an 2 de la République.

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE L'EUROPE,
dit DE GENÈVE,
PAR UNE SOCIÉTÉ
DE PATRIOTES.

*Le prix de l'abonnement est de 25 liv.
franc de port par tout le Royaume.*

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

JANVIER a 31 jours & la Lune 29. Du 1 au 31, les jours croissent, matin & soir, de 33'.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. de la LUNE.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai. H. M. S.
1 mardi	La Circoncision.	19		0 4 22
2 merc.	Basile, Evêque & Doct.	20		0 4 50
3 jeudi.	Ste Genevieve, Vierge.	21		0 5 18
4 vend.	Rigobert, Evêq. de Reims.	22	☾ D. Q.	0 5 45
5 sam.	Siméon stylite.	23	le 5. à 1	0 6 12
6	D. L'EPIPHANIE.	24	h. 8. m.	0 6 38
7 lundi.	Theau, Solitaire.	25	du soir.	0 7 4
8 mardi	Lucien, Evêque & Mart.	26		0 7 29
9 merc.	Pierre, Evêque	27		0 7 54
10 jeudi	Paul, premier Ermite.	28		0 8 18
11 vend.	Hygin, Pape.	29	☉ N. L.	0 8 42
12 sam.	Arcade, Martyr.	1	le 12. à 5	0 9 6
13	D. Le Baptême de Notre-Seig.	2	h. 8 m.	0 9 27
14 lundi.	Hilaire, Evêque.	3	du mat.	0 9 49
15 mardi	Maur, Abbé en Anjou.	4		0 10 10
16 merc.	Guillaume, Evêque.	5		0 10 30
17 jeudi.	Antoine, Abbé.	6	☾ P. Q.	0 10 49
18 vend.	Chaire S. Pierre à Rome.	7	le 19. à 2	0 11 8
19 sam.	Sulpice, Evêque.	8	h. 38 m.	0 11 26
20	D. Sébastien.	9	du mat.	0 11 44
21 lundi.	Ste Agnès, Vierge & Mart.	10		0 12 0
22 mardi	Vincent, Martyr en Esp.	11		0 12 16
23 merc.	Ildefonce, Evêque.	12		0 12 31
24 jeudi.	Babylas, Evêque.	13		0 12 45
25 vend.	La Conversion de S. Paul.	14		0 12 58
26	Ste Paule, Veuve.	15	☉ P. L.	0 13 10
27	D. S. prugésime.	16	le 27. à 1	0 13 22
28 lundi	Cyrille, Pape.	17	h. 43 m.	0 13 33
29 mardi	François de Sales.	18	du mat.	0 13 43
30 merc.	Ste Bathilde, Reine.	19		0 13 53
31 jeudi.	Ste Marcelle.	20		0 14 0

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE.

FRANCE.

L'an 2^e. de la République Française.

CONVENTION NATIONALE.

Du dimanche, 30 décembre.

UN membre du comité de sûreté générale a proposé d'anihiler la procédure commencée contre plusieurs citoyens du département de l'Aube pour des faits relatifs aux droits féodaux. Cette demande a fourni l'occasion à *Mailhe* de réclamer en faveur de tous ceux qui ne pouvant racheter les droits dont ils étoient grevés, sont en butte aux persécutions des ci-devant seigneurs. La Convention a reconnu la nécessité de prendre une mesure générale, & elle a décrété, après quelques débats, qu'il sera sursis à l'exécution

N^o. 2. 12 Janvier 1793. E

Harvard College Library.

AUG 12 1855

CAMBRIDGE

de tous les jugemens définitifs, rendus ou à rendre sur les délits des communes, relativement aux droits ci-devant seodaux ou catéraux, sous qu'il puisse néanmoins être apporté aucun retardement à l'instruction des procédures concernant les délits, les cas d'assaut, de meurtre, ou d'incendie sont exceptés de ce décret.

Des députés des trois bataillons du Lot, de Popincourt & de Seine inférieure, sont venus se disculper de l'accusation portée contre eux par le général *Lurort*. Quelques détails contenus dans leur justification, ont attiré l'attention de l'Assemblée sur la conduite du ministre de la guerre.

Barbaroux a parcouru les différentes plaintes portées depuis long-temps contre le ministre & celles qui s'élevoient dans ce moment. Il a examiné sa conduite relativement à l'organisation de ses bureaux, à son administration, à la sûreté de l'état; & il l'a trouvée par-tout représentative. *Barbaroux* a fini par déclarer que la Convention décréter que *Pache* a perdu la confiance de la nation.

Après quelques débats on a renvoyé toutes ces propositions à une commission de douze membres, à laquelle le comité de la guerre a été adjoint.

Des citoyens de Paris sont admis à la barre: ils se présentent comme députés de dix-huit sections. Au milieu d'eux, sont les citoyens belles à la journée du 10 août, des veuves, des enfants des estropiés, &c. Vous voyez devant vous, dit l'orateur, les victimes échappées à la tyrannie des *Leuins*. Nous venons vous demander la mort d'autres tyrans.

Le président répond aux pétitionnaires que

135/37

L'Assemblée prononcera suivant sa conscience & d'après sa conviction ; que c'est assez dire qu'aucune puissance , aucun événement , aucune prévention , aucune opinion particulière ne pourront influencer son jugement.

On fait lecture d'une lettre du citoyen de Seze un des défenseurs de Louis XVI. Il réclame contre une erreur de date qui s'est glissée dans la plaidoirie. Les faits relatifs aux gardes du corps ne sont pas du mois d'octobre 1791 , mais du 12 janvier 1792. De Seze fait observer que l'argument qu'il a tiré de la lettre de Louis relative à ces états , n'en a que plus de force.

Sur la fin de la séance un bruit se répandit autour de la salle & dans son intérieur. On dit que les barrières devoient être fermées , & que des vices domiciliaires auroient lieu cette nuit même. L'Assemblée a pensé à cet égard que si ce bruit avoit quelque fondement , les corps administratifs n'eussent pas manqué de l'enquête , & a levé la séance.

Du Lundi , 3^e décembre.

Cette séance s'est ouverte par une députation de la section des Champs-Élysées. L'orateur a dit : Les circonstances critiques où nous nous trouvons ont exigé impérieusement que nous manifestions nos opinions & nos principes. On a obéi , on a affiché dans Paris le nom de quelques sections , des arrêtés dictés par un esprit machinal de despotisme. On force le vœu des citoyens par des menaces de proscriptions. Nous venons imposer ces arrêtés & nous allons les dénoncer au conseil général. Le président a applaudi , au nom de la Con-

vention, aux principes de la section des *Champs-Élysées*, & il a invité la députation aux honneurs de la séance.

Un membre du comité des secours a instruit l'Assemblée qu'il n'étoit encore rien parvenu à la ville de *Lille*, des dons patriotiques offerts pour le soulagement des habitans incendiés de cette place. *Cambon* a découvert les causes de ce retard. Les sommes déposées pour les habitans de *Lille* & de *Thionville*, ont été versées provisoirement à la caisse de l'extraordinaire. Elles n'en sortiront que lorsque la Convention aura décrété le mode de leur transmission. D'après cet éclaircissement, il a été ordonné aux administrateurs de la caisse de l'extraordinaire, de faire passer ces fonds aux receveurs de district, qui les tiendront à la disposition des communes de *Lille* & de *Thionville*. La répartition en sera faite, sous la surveillance & l'autorisation des corps administratifs.

Sur le rapport de *Cambon*, au nom du comité des finances, la Convention a supprimé la caisse de l'extraordinaire & l'a réunie à la trésorerie nationale. Il en résultera & de l'économie & de la célérité dans les opérations.

L'ordre du jour appelloit la discussion sur le jugement de *Louis XVI*. *Marat* a demandé la parole pour exposer un fait, qui intéressoit, disoit-il, le salut public. L'Assemblée consultée la lui a accordée. « Depuis quinze jours, a repris *Marat*, les chefs de la faction *Roland* tiennent un conciliabule secret. Ils ont juré de ne point prendre de repos, qu'ils n'eussent fait sortir *Pache* du ministère. Leur secret m'a été découvert par un de leurs faux-frères, qui s'étoit rendu à un conciliabule pour sauver la chose publique.

Ils font venir *Dumourier*, qui apporte des mémoires fulminant contre *Pache*. Cette faction doit envoyer des couriers extraordinaires pour porter l'alarme dans les départemens, y publier que la Convention n'est pas en sûreté à Paris, & appeller dans cette ville une force armée. Elle doit aujourd'hui demander que la discussion soit fermée sur le procès du roi, afin de faire triompher l'appel au peuple. Je demande que la parole soit conservée à tous ceux qui veulent parler contre, & moi je suis du nombre. »

La Convention n'a fait aucune attention aux inculpations de *Marat*, & le président l'a assuré que la parole seroit maintenue à tous ceux qui l'avoient demandée.

La discussion s'est rouverte. *Vergniaux* a parlé le premier. Il a d'abord présenté quelques idées sur la souveraineté du peuple.

Qu'est-ce que la souveraineté du peuple ? c'est le pouvoir de faire des loix, & les réglemens nécessaires pour l'existence de la société. Le peuple exerce ce pouvoir ou par lui-même, ou par des représentans. Dans ce dernier cas, & c'est le nôtre, les décisions des représentans du peuple sont exécutées comme loix, parce qu'elles sont présumées être l'expression de la volonté générale. De cette présomption seule dérive leur force & le caractère qui les fait respecter.

D'où il résulte que le peuple conserve comme un droit inhérent à la souveraineté celui d'approuver ou d'improver; d'où il résulte que si la volonté présumée ne se trouve pas conforme à la volonté générale, le peuple a le droit de manifester son vœu; & qu'à l'instant où cette manifestation a lieu, doit disparaître la volonté pré-

sumée, c'est-à-dire, la déduction de la représentation nationale.

La conduite de la Convention nationale a été conforme à ces principes. Seulement elle a distingué entre l'acte constitutionnel & les actes purement législatifs ou réglementaires qui, étant nécessairement très-mutables ; qui, variant suivant les lieux, les temps, les circonstances, ne peuvent être soumis à la délibération du peuple ; & n'ont besoin, pour être exécutés, que d'une ratification tacite.

Margniaux a ensuite réduit ces diverses propositions à une seule. Tout acte émané des représentants du peuple, a-t-il dit, est un acte de tyrannie, une usurpation de la souveraineté, s'il n'est pas soumis ou à la ratification formelle, ou à la ratification tacite du peuple ; donc le juge-t-on que je vous rendrai sur Louis doit être soumis à l'une de ces deux ratifications.

Dirait-on que, même après son exécution, votre jugement ne sera soumis à la ratification tacite ? Mais le silence ne peut être regardé comme une approbation que lorsque celui qui se tait a la faculté de se faire entendre avec quelque bruit. Or, il est évident que si votre jugement étoit exécuté, le peuple n'auroit à présenter que des réclamations stériles & purses inutilités.

L'orateur a démontré qu'il pendant la durée de la session de la Convention nationale, il ne sauroit émaner d'elle, un seul acte qui, pour être légitime, eût un aussi grand besoin de la ratification du peuple. C'est comme représentants du peuple, leur a-t-il dit, que vous vous êtes déclarés juges de Louis ; c'est comme représentants du peuple que vous avez réuni sur votre tête les fonctions de jury d'accusation, de jury de juge-

ment, de législateurs, pour déterminer la forme de jugement & de juges pour appliquer la peine dans le jugement. Quelque étendus que soient vos pouvoirs, ils finissent là où commence le despotisme.

Ce ne fut pas seulement l'assemblée des représentans du peuple qui promit l'inviolabilité à Louis ; ce fut le peuple lui-même ; ce furent tous les citoyens individuellement, par le serment individuel qu'ils prêtèrent de maintenir la constitution. C'est donc au peuple seul à déclarer s'il veut tenir sa promesse.

Mais les discordes, les intrigues, les guerres civiles, dont on nous a présenté les tableaux les plus dévastateurs !... Ici nous voudrions rendre les mouvemens d'éloquencés, & la force des raisonnemens avec lesquels *Vergniaux* a refusé les paroles de *Rabespierre*. Il a dit où étoient les véritables germes d'une guerre civile, où en étoit le foyer. Il a montré à nud ces hommes hypocrites qui l'annoncent pour la faire naître, qui produisent l'incendie, alors qu'ils portent eux-mêmes la torche qui doit l'allumer.

Morreau a succédé à *Vergniaux* ; il a combattu son opinion & la raison sur laquelle il s'est principalement fondé, c'est qu'il est des circonstances où l'on doit rendre le peuple heureux malgré lui, & ne pas le consulter de peur qu'il ne se trompe.

Dubois de Crancé a parlé après *Morreau*. Voici en substance ses raisonnemens. Vous ne pouvez faire réviser votre jugement sur Louis Capet par le peuple, parce que le peuple a accusé Louis, & s'il le jugeoit il seroit accusateur & juge. Vous ne pouvez renvoyer au peuple la ratification de votre jugement ; vous feriez du peuple un dé-

ligné , & par-là vous attesterez à sa souveraineté.

Séance extraordinaire du lundi soir 31 décembre.

Cette séance a été remplie par la lecture des adresses des départemens. Anathème aux anarchistes , confiance dans les représentans du peuple , horreur pour les moastres qui prêchent le meurtre & l'assassinat , voilà l'esprit des départemens , & cet esprit est tellement le même dans toutes leurs pétitions , que *Marat* y a vu la preuve évidente qu'elles avoient été écrites sur des modèles circulaires envoyés par le ministre *Roland* dans les 84 départemens.

Du mardi , 1^{er}. janvier 1793.

Il étoit juste d'accorder une indemnité aux membres des conseils-généraux de départemens & de district qui ont été obligés de se déplacer pour se rendre à leur poste. Cette indemnité a été fixée à trois livres par jour , sans y comprendre les frais de voyage.

On se rappelle que la Convention nationale décréta , il y a quelques jours , qu'il seroit fourni à chaque soldat de la république , deux paires de chaufsons & une paire de mitons de laine. Le ministre de la guerre a présenté aujourd'hui l'aperçu de cette dépense , & il a demandé qu'il fût mis douze cents mille livres à sa disposition. Sa demande a été décrétée.

Deux bâtimens chargés de grains & destinés pour les ports de Bayonne & de Brest , ont été arrêtés sur la Tamise par ordre du gouvernement Anglois. La Convention après avoir exam-

miné la nature de cet événement , a pensé qu'il ne falloit prendre aucun parti avant que le ministre des affaires étrangères eût fait les réclamations d'usage.

Kersaint dans un discours sur nos relations politiques avec l'Angleterre , que le fait précédent avoit mis à l'ordre du jour , a prouvé que nous ne devons pas craindre la guerre maritime , & que le peuple Anglois ne devoit point la désirer. En recherchant les vues de ce gouvernement , il a distingué celle du roi qui peur , sans doute , prendre intérêt à *Lonis* , par l'intérêt des têtes couronnées ; celle du ministre qui ne doit songer qu'à affermir sa domination ; celle de *Fox* qui n'aspire qu'à remplacer *Pitt* ; les intentions & les embarras de celui-ci , qui , obligé de servir la cour , & cependant de conserver sa popularité , ne doit pas désirer la guerre , parce qu'il n'ignore pas qu'en Angleterre un ministre ne voit guère finir la guerre qu'il a commencée. *Kersaint* a montré ensuite quelles sont les ressources de la république française & ce qu'elle doit faire pour soutenir avec honneur & succès la guerre qu'on lui prépare. Il a fini par un projet de décret dont les principales dispositions tendent à mettre la république sur un pied de défense respectable. Ce projet a été renvoyé à une commission composée de trois membres de chacun des comités de la guerre , diplomatique , colonial & des finances.

La discussion a été reprise sur le jugement de *Louis XVI.*

Saint-André a combattu le renvoi du jugement de *Louis* au peuple. *Petit* a parlé pour le renvoi. Il n'y a point de loi , a-t-il dit , contre les crimes de *Louis* ; cependant *Louis* est coupable , & tout

coupable doit être puni. Remontez donc à la source des loix, à la souveraineté nationale, pour faire condamner le-ci devant soi.

Brissot a principalement envisagé la question sous les rapports politiques : Re-voyez le jugement aux assemblées primaires, a dit *Brissot*, & tout à coup vous dissipez les calomnies répandues en Europe contre vous; alors les reproches de précipitation, de pusillanimité, de barbarie, tombent & s'évanouissent. C'est une protestation contre les assassinats dont vos ennemis vous tendent complices; c'est un éclatant dévouement des frères massacrés du 21 septembre. Le ministère anglais nous peint comme des Cannibales; le parti de l'opposition lui même nous accuse de cruauté. Successeurs des juges de *Charles Stuart*, que direz-vous à cet acte de générosité dont nous frons les premiers un exemple à l'univers & à l'histoire?

Du mercredi, 2 janvier.

De toutes parts, on se plaint des dilapidations qui se commettent dans la vente du mobilier des émigrés. La Convention attendait de son comité de législation, un projet de loi sur cet objet. Il a été présenté aujourd'hui & adopté. Il défend aux commissaires choisis pour assister à ces ventes, de se rendre directement, ou indirectement adjudicataires d'aucuns objets, sous peine d'être poursuivis comme voleurs d'effets publics.

Le ministère de la guerre avoit demandé que la Convention autorisât à la fois l'achat pour l'équipement des troupes, des effets de campement, de draps, qui se trouvent en ce moment

épuisées. Le comité de la guerre étoit d'avis d'accéder à cette demande du ministre ; mais *Lequinre-Puyraveau* a cru voir dans cette opération, une spéculation le rrette de quelques agens des bureaux. Ce soupçon prenoit quelque consistance dans son esprit, par la certitude où il étoit que des marchés de draps proposés à bas prix par des négocians anglois avoient été rejettés & leurs soumissions refusées. La discussion s'est terminée par le renvoi au comité ; mais pour prévenir désormais tous les abus de ce genre, la Convention a statué qu'il sera tenu, dans la commission de la surveillance des achats & marchés, un registre où seront inscrites toutes les soumissions faites ou offertes dans les bureaux de la guerre.

La conduite du citoyen *Petit Jean*, commissaire-ordonnateur de l'armée du Nord, mis en état d'arrestation, en vertu d'un décret de la Convention nationale, a été reconnue irréprochable par le comité de la guerre qui avoit été chargé de l'examiner. Il y a plus : ce citoyen accusé si légèrement, a été enlevé à ses travaux dans un instant où il s'occupoit de passer des marchés avantageux à nos armées ; & telle a été l'opinion du comité sur la probité de cet administrateur, qu'il a regardé la suspension comme un malheur pour la chose publique.

La discussion s'est réouverte sur le procès de *Louis XVI*. Trois orateurs ont été entendus. *Guillemart* a parlé pour l'appel au peuple. Il a reproduit les raisons déjà données en faveur de cette mesure.

Carra a reproduit aussi les argumens qu'avoient déjà fait valoir les partisans de la peine de mort, sans renvoi au peuple. Mais il les a renforcés à

sa manière. Il a prétendu , par exemple , que la chute de la tête de *Louis* ébranleroit toutes les têtes des rois de l'Europe ; qu'en apprenant cette nouvelle , *Georges* & *Piut* tâteroient la leur pour savoir si elle est encore sur leurs épaules , & que chaque peuple diroit , en voyant la tête de son roi : cette tête-là n'est pas d'une nature plus divine que celle de *Louis* ; abattons-la donc , & vive la liberté , l'égalité !

Gensonné a prouvé que le peuple ne déléguant l'exercice de la souveraineté , que parce qu'il lui seroit impossible d'en user toujours lui-même , il doit en user du moins dans tous les cas où cet exercice est possible. C'est sur ce principe sacré , a-t-il dit , que le comité de Constitution fonde le plan qu'il va sous peu de jours vous soumettre. Si donc le peuple peut juger *Louis* , les représentants usurperont la souveraineté en s'emparant du droit de le condamner en dernier ressort.

Passant de là aux considérations prises des circonstances qui rendent cette mesure indispensable , il a démontré qu'elle étoit seule capable d'écarter du jugement de *Louis* , tout soupçon de haine , de passion , ou d'influence ; & les preuves , il les a tirées de l'existence d'une faction , qu'il a dénoncée , faction qui demande en effet la tête de *Louis* , sans renvoi au peuple , menace la Convention nationale , si elle prend une résolution contraire , & veut substituer sa volonté particulière à la volonté nationale.

Du jeudi , 3 janvier.

De nouvelles plaintes du général *Custine* sur l'état de dénuement de l'armée qu'il commande

ont donné lieu à de nouveaux reproches contre le ministre de la guerre. On demandoit contre lui un décret d'accusation. Mais une trop malheureuse expérience a prouvé à la Convention combien il importe de ne pas précipiter son jugement ; & pour ne prononcer qu'avec l'évidence des faits, elle a attendu le rapport que le comité de la guerre a été chargé de lui faire sur la conduite de *Pache*.

On alloit passer à la discussion sur le jugement de *Louis*, lorsqu'un incident est venu troubler la séance. *Gasparin* a accusé trois membres de la Convention, *Vergniaud*, *Genfonné* & *Guadet* ; il leur a reproché d'avoir changé de principes vers la fin du mois de juillet dernier, & d'être entrés à cette époque dans une coalition avec le château des tuilleries, coalition dont il a dit qu'il alloit fournir les preuves.

Il a donc raconté que logeant l'année dernière dans la maison de *Boze*, peintre du roi, il vit tout-à-coup ce citoyen changer aussi de principes & lui annoncer que tout pourroit encore s'arranger ; qu'il étoit occupé d'une négociation avec *Thierry*, valet-de-chambre du roi ; qu'il avoit remis à ce particulier un mémoire signé de *Genfonné*, de *Vergniaud* & de *Guadet*, & qu'il en espéroit un bon succès. *Gasparin* a ajouté que peu de jours après, *Boze* lui avoit montré la réponse de *Thierry*, de laquelle il résultoit que le mémoire avoit été présenté au roi, mais que le roi n'avoit voulu entendre à rien.

De tout cela *Gasparin* a conclu que *Vergniaud*, *Guadet* & *Genfonné*, négocioient avec la cour, & qu'ils trahissoient les droits du peuple « Je signe ma dénonciation, a dit en finissant *Gasparin* ; & je demande, pour en acquiescer la

preuve que *Boye* soit mandé à la barre & que les scellés soient apposés sur ses papiers.

L'assemblée a décrété ces deux propositions, mais ce n'étoit pas fini. Un second dénonciateur est survenu, c'étoit *Robespierre le jeune*. Il a dit qu'il étoit important de visiter les papiers de *Thierry* à Ville-d'Avray. Que *Roland* s'y étoit transporté pour les enlever, mais que la municipalité s'y étoit opposée; il a demandé que la Convention nommât des commissaires pour lever ces scellés.

Les dénonciations ainsi faites, il a été décrété que le ministre *Roland* se voit appelé pour répondre sur le fait qui le concerne.

Alors *Guadet* a eu la parole. Il m'a d'abord admiré comment, dépositaire depuis quatre mois, d'un secret qui intéresse, à l'entendre, le salut de la patrie, *Gaspardin* eût attendu, pour le révéler, que la forte & vigoureuse opinion de *Gensonné* lui eût annoncé qu'il falloit pour la combattre, sinon des moyens, du moins des calomnies.

Guadet a ensuite expliqué ce que c'étoit que ce même secret dont on faisoit tant de bruit. Il a dit que *Boye* l'avoit demandé à *Gensonné* comme un moyen d'éclairer le roi sur ce qu'il avoit à faire pour éviter les maux dont la France étoit menacée. Il a ajouté qu'après l'avoir érigé, *Gensonné* en avoit proposé, à *Vergniaux* & à lui, de le signer, ce qu'il avoient fait, parce qu'ils l'avoient trouvé conforme à leurs principes.

Le ministre *Roland* étoit déjà à la barre. Le président lui a fait donner lecture de la dénonciation de *Robespierre le jeune*. « Je n'ai point été à Ville-d'Avray, a répondu *Roland*; lorsqu'on m'a voulu enlever les papiers de *Thierry*, je me suis

opposé à ce que les scellés fussent levés, jusqu'à ce qu'il fût des la mort prétendue, ou de son émigration, fait authentiquement vérifié. Je me suis opposé à ce qu'ils fussent levés, & à ce que les effets fussent délivrés à la citoyenne *Thierry*, parce que je soupçonnois que *Thierry* n'étoit point mort, qu'il avoit émigré, & que ses biens devroient en conséquence être confisqués au profit de la nation. J'avois demandé au geôlier de la Conciergerie une liste des personnes massacrées ce 12 septembre. Il m'en avoit donné une de cent trente personnes, dans laquelle *Thierry* ne se trouvoit pas. J'ai appris depuis qu'il étoit passé en Angleterre.

Voilà donc une dénonciation détruite, & un dénonciateur confondu. L'autre dénonciation restoit à vérifier; & *Boze* étoit à la barre, accompagné du secrétaire du comité de sûreté générale, tenant entre ses mains plusieurs papiers & lectures trouvées chez ce citoyen.

Boze a répondu, qu'il étoit au mois de juillet du péril où étoit la patrie, pensant que le roi pourroit être trompé, & qu'il n'avoit besoin que d'être éclairé, il avoit imaginé d'engager les citoyens *Virniaux*, *Guadet* & *Gensonne* d'écrire un mémoire pour indiquer au roi ce que le salut de la nation exigeoit de lui; que ce mémoire, qu'il étoit question de proposer à Louis d'éloigner les autres ennemis des frontières, de faire donner plusieurs décrets, fut transmis par *Thierry*, qui fit la réponse que voici :

« Le roi m'a promis de répondre, 1°. qu'il n'avoit garde de négliger le soin des ministres; 2°. qu'on ne devoit la déclaration de guerre qu'aux ministres soi-disant patriotes; 3°. qu'il avoit mis tout en œuvre pour engager les armées ennemies

à se retirer, qu'il ne restoit actuellement à employer que les moyens généraux ; qu'enfin depuis son acceptation, il avoit soigneusement maintenu les loix de la constitution ; mais que beaucoup d'autres gens avoient soin de travailler aujourd'hui en sens contraire. »

Eh bien ! s'est écrié *Guadet* ; comment mon dénonciateur a-t-il osé me faire un crime d'un mémoire dicté si évidemment par des intentions pures, d'après la réponse qui vient d'être lue ? *Bourdon & Bazire* ont interrompu avec violence. Le président a invité *Guadet* à laisser terminer la lecture des papiers déposés sur le bureau par *Boze*.

On a commencé à lire une première lettre ; mais quel a été l'étonnement de l'Assemblée en voyant qu'elle ne contenoit que des détails absolument domestiques, & comment ces lettres se trouvoient elles entre les mains de la Convention, puisqu'elle avoit décrété que les scellés seroient mis sur les papiers de *Boze* ? l'étonnement va cesser. On apprend que des commissaires du comité de surveillance, plus actifs que l'Assemblée, avoient ordonné avant elle, de mettre *Boze* en état d'arrestation, & d'apposer le scellé sur ses papiers. Cet ordre étoit signé de *Tallien*, *Ingrand*, *Audouin*, *Chabot*, *Ruamps*.

« Vous tous, qui êtes témoins de cette violation du secret des familles, brûlez les papiers de vos amis, de vos femmes, de vos enfans. Craignez qu'un calomniateur vienne demain vous faire traîner à cette barre, & s'emparer de tous vos papiers pour les lire publiquement. » C'est ainsi que s'est exprimé *Kersaint*, pénétré d'horreur à la vue d'une tyrannie aussi odieuse ; & quand, s'adressant à la majorité de l'Assemblée, il lui a

demandé si elle sacrifieroit ainsi à une faction les droits les plus sacrés des citoyens. Non, non, s'est-elle écriée, en partageant l'indignation de *Kersaint*.

Cependant *Barbaroux* vouloit énoncer un fait relatif à ce même comité inquisitorial, & les clameurs d'un petit nombre de membres pour l'empêcher de parler étoient telles, qu'il a fallu un décret pour lui donner la parole.

Barbaroux a dit que dans la plupart des mandats d'arrêts décernés par le comité de surveillance, il n'y a jamais eu de délibérations régulières de prises; que ce comité ne tient aucuns registres; qu'on peut lui prouver que des citoyens ont été arrêtés 2 ou 3 mois, sans pouvoir être entendus; que plusieurs papiers en ont été soustraits & notamment des mandats d'amener & d'arrêts signés par *Marat*, l'ami du peuple.

Barbaroux a demandé le renouvellement entier de ce comité. Un murmure violent s'est soudain élevé dans une partie de la salle; voilà, disoit *Marat*, le complot que je vous dénonce depuis un mois!

Enfin la discussion s'est fermée, & la majorité de l'Assemblée n'ayant vu de la part de *Boze* que la démarche d'un bon citoyen qui redoute les maux qui vont tomber sur sa patrie, & de la part des trois députés qu'une facilité à correspondre à ses vœux, en disant au Roi la vérité, on a demandé que *Boze* fût admis aux honneurs de la séance.

Gudet & *Vergniaux* ont fait valoir ces considérations, & se plaignant des persécutions continuelles & des accusations dont on les accabloit, ils se sont crus fondés à rappeler les services que, dans ce temps-là même, eux & *Genfonné* avoient rendus à la patrie, quand ils avoient rédigé le fa-

meux décret de la suspension du roi & de l'appel à la nation pour la convocation d'une Convention.

Ainsi se sont évanouies les accusations portées dans cette séance, & encore une fois la calomnie s'est enveloppée dans ses propres pièges. *Boze* a été admis aux honneurs de la séance, & l'Assemblée a passé à l'ordre du jour sur la dénonciation de *Gaspardin*.

On a repris la discussion sur le jugement de *Louis*. *Pétion* a donné son opinion. Il a pensé que le roi étoit coupable & qu'il méritoit la mort ; mais il a conclu la révision du jugement par le peuple. L'orateur a refusé les objections tirées de la difficulté de consulter les assemblées primaires, que les opposans demandoient tant ci devant, que l'on consulta ; & il a prouvé que les exécutifs du jugement de *Louis*, c'étoit faire la guerre au gouvernement populaire, car il consiste dans les assemblées du peuple.

La séance s'est terminée par la lecture de diverses lettres de nos généraux. L'une de *Kellermann* annonce qu'une révolution complète s'est opérée à Genève. La seconde de *Eustine*, renferme des détails circonstanciés sur la prise de Francfort. Une troisième annonce une expédition glorieuse de *Lamarlière* dans la Guelde Prussienne.

Du vendredi, 4 janvier.

On a fait lecture d'une lettre de l'Assemblée représentative des François établis aux Indes Orientales. Ces colons protestent de leur attachement pour la mère patrie & de leur reconnaissance pour l'Assemblée nationale qui lui a donné la

liberté, & ils espèrent qu'elle étendra jusqu'à eux la protection qu'ils n'ont cessé de mériter.

Pelletier, au nom du comité de législation, a proposé d'annuler l'exception qui avait été faite en faveur des personnes mariées, & des veuves ayant enfans, à la loi sur l'abolition du droit d'aînesse. Le décret présenté par *Pelletier* a été adopté.

La discussion s'est soulevée sur le jugement de *Louis-Barbaroux* proposoit de décréter que cette discussion fût fermée le lendemain. Le *Comité-Puyravaux* s'y est opposé. Son motif étoit que personne n'avoit encore abordé corps à corps la défense de *Louis Capet*; si nous ne la réfutons pas, disoit-il, on nous accusera d'injustice. L'assemblée a passé à l'ordre du jour.

Barrère avoit la parole. Il a voté contre l'opinion de soumettre le jugement de *Louis* à la ratification des assemblées primaires. En parcourant les délits imputés à l'accusé, il a pensé qu'il devoit supprimer la peine des conspirateurs. En examinant la manière dont s'est traitée cette grande affaire, il a trouvé qu'il étoit des formes qui ont présidé à la procédure de *Louis Capet*, telles que la solennité & la publicité de son jugement, le conseil qu'il s'est choisi lui-même, & qui a été entendu dans toutes les défenses; tel encore que le scrutin à haute voix, quoique le scrutin silencieux & secret soit celui des jugemens criminels; mais *Barrère* a dit que le premier, retentissant jusqu'aux extrémités les plus reculées de la république, n'en sera que plus important & plus pur.

Quant à l'appel au peuple, *Barrère* a pensé qu'il n'étoit pas nécessaire, parce que la Convention avoit des pouvoirs pour juger définitivement. Les motifs de politique allégués en

favor de cette opinion ne l'ont pas arrêté davantage, & il a cru que la politique même ordonnoit de faire mourir *Louis* pour inspirer une grande terreur aux autres rois. Les raisons qu'il en a données, ne pouvant plus être que celles déjà présentées par les partisans de son opinion, nous ajouterons seulement que *Barrière* qui avoit annoncé au commencement de son discours qu'il ne vouloit des applaudissemens, ni de l'un ni de l'autre parti, la séance levée, en a reçu de très-vifs d'une tribune & d'un côté....

Du samedi 5 janvier.

La Convention a décrété l'impression & l'envoi aux armées, d'une lettre du ministre de la guerre, qui fait part des mauvais traitemens dont les ennemis usent envers nos prisonniers.

Les défenseurs de *Louis*, observent dans une lettre à la Convention, que depuis que la discussion s'est engagée sur les moyens de défense du ci-devant roi, on n'a élevé qu'une seule objection qu'ils n'eussent pas prévu, parce qu'elle n'étoit pas énoncée dans l'acte d'accusation.

« *Louis*, est accusé d'avoir envoyé l'officier *Heymann* en Prusse. Cette accusation est fondée: sur ce que, parmi les papiers trouvés chez le trésorier de la liste civile, on a trouvé un compte rendu de *Bouillé* où l'on trouve ces mots: « à M. *Heyman*, envoyé en Prusse pour le service du roi, 3400 liv. pour son voyage. »

Les défenseurs expliquent ce fait de la manière suivante: A l'époque du voyage de *Montmédy*, *Louis* avoit confié à *Bouillé* une somme

de 990,000 livres. *Bouillé* emporta cette somme à Luxembourg, où il se réfugia. Sur cette somme, il donna 3400 liv. à l'officier *Heyman*, qu'il envoya en Prusse.

Il dit dans son compte rendu, que cet officier fut envoyé en Prusse pour le service du roi. Les défenseurs de *Louis* assurent que cette phrase ne doit pas être reprochée à *Louis*, parce que les princes émigrés n'ont cessé de couvrir tout ce qu'ils faisoient du nom de leur frère, malgré lui. Telles sont les observations qu'ils présentent à l'Assemblée. L'Assemblée en décrète l'impression.

Un décret avoit ordonné au maire de Paris de rendre compte de l'état de cette ville. Ce compte a été rendu aujourd'hui, non par le maire seulement, mais par la municipalité entière. Après avoir assuré que Paris sera tranquille pourvu que *Louis* soit condamné, ils ont fini par demander le renvoi du ministre de l'intérieur. *V. l'art.* Paris.

Ce rapport a causé de grands mouvemens. *Billaud de Varennes* a demandé qu'il fût imprimé & envoyé aux départemens & aux armées. Cette demande, appuyée avec chaleur, a été repoussée avec une chaleur égale. *Chabot* soutenoit que cet envoi étoit indispensable pour servir de réponse aux écarts calomnieux dont le ministre *Roland* inonde, disoit-il, les départemens pour leur inspirer des craintes au sujet de Paris. Il citoit un arrêté du département de Haute-Loire, portant invitation aux administrés de former un corps de volontaires destiné à se rendre à Paris, pour y maintenir l'indépendance & la sûreté de la Convention contre les entreprises des factieux.

On a réclamé la lecture de cet arrêté, dénoncé par la section de Bonne-Nouvelle, au comité de sûreté générale.

Les mêmes membres qui demandoient l'envoi aux départemens du rapport de la municipalité de Paris, demande qui a été écartée par l'ordre du jour, se sont réunis alors pour obtenir la cassation de l'arrêté du département de Haute-Loire ; mais leurs efforts ont été vains, l'ordre du jour a été encore une fois décrété à une très-grande majorité.

De Paris, le 10 Janvier. 1793.

Le dernier numéro, quoique porté à quatre feuilles, a été rempli presque en entier par la défense du ci-devant roi. Nous avons cru, en la rapportant, faire à un devoir de justice envers l'accusé, & servir la curiosité impatiente de nos lecteurs ; car tous les François sont devenus juges dans cette grande affaire, depuis surtout qu'il est infiniment probable que le sort de Louis sera définitivement réglé par les assemblées primaires. On ne sauroit donc trop multiplier des lumières & éclairer la conscience des juges. Quand il s'est agi de renverser la tyrannie, tous les amis de la liberté ont dû être enflammés de courage & d'indignation. Aujourd'hui qu'il est question de se servir du caractère impôtant de juges, il faut faire taire les passions & combiner froidement la justice & les intérêts politiques. Les motifs qui peuvent engager un peuple à une sainte

insurrection, ne sont plus les mêmes qui doivent se diriger dans l'affermissement de la liberté; ce sont d'autres principes & d'autres vues. Une nation libre ne doit plus être que généreuse & magnanime. La vengeance ne convient qu'à la foiblesse & la féroce qu'à l'ignorance. Pour compléter les divers rapports, sous lesquels on peut envisager le grand procès de Louis, nous croyons devoir rapporter les pièces suivantes.

Première lettre au rédacteur du Mercure François, sur le jugement de Louis XVI.

Je ne me pique pas d'être jurisconsulte, mais j'ai toujours eu un avis du bon sens & des intentions droites; on pourra donner son avis sur les questions les plus difficiles. Si j'ai jamais l'honneur d'être membre de la Convention, il me semble que la première chose que je ferais dans le jugement de Louis XVI, ce serait d'examiner la nature des fonctions qui ont été déléguées. Mais on charge nominativement de juger le roi public & on veut qu'il le fasse juger, de plus, d'être son juge soi-même. Si Louis jugé, au lieu d'être au même temps son loix & une constitution, c'est une réunion de pouvoirs qui a toujours effrayé les hommes qui ont le plus médité sur la nature des constitutions libres & celle de tout tribunal, ne laisseroit pas que de m'effrayer aussi; si quand même j'aurois reçu un mandat bien clair sur ce point, il est douteux que je l'eusse reçu de ma conscience.

« Je me demanderois ensuite d'après quelles règles je dois me diriger dans l'instruction et le jugement ; car si elles n'existent pas , il est bien clair que je ne puis pas les créer tout exprès pour la cause ; je serois juge & législateur tout ensemble. Or , si je consulte les formes établies pour toute instruction criminelle , même pour celle des crimes de haute-trahison , je vois un juré d'accusation , un juré de jugement & des grands juges pour appliquer la loi ; mais je ne vois nulle part ces trois fonctions , bien distinctes , concentrées dans des mêmes personnes ; j'y vois également que l'accusé a le droit de récuser un certain nombre de jurés , & je ne me serois pas en droit de lui refuser ce que la loi lui accorde. »

« Si , toutes ces difficultés résolues , j'entrois dans l'examen du délit en lui-même , j'écarterois d'abord tous ces faits indirects & insignifiants , toutes les pièces trouvées dans les appartemens de l'accusé , & qui seroient émanées d'un tiers ; car , au milieu du choc d'intérêts & d'opinions qui se manifestent dans une révolution , un Roi n'est pas coupable parce qu'on aura adressé à lui , ou aux personnes qui l'entourent , des vœux , des plans ou des systèmes plus ou moins reprouvables. Il le seroit , s'il les avoit adoptés & mis à exécution. »

« Pour prononcer avec impartialité , je serois abstraction de l'état actuel des choses & des opinions , pour me transporter à l'époque où le Roi , créé par la constitution , a dû agir d'après la constitution. Or , s'il existoit dans l'état un parti très-nombreux & très-puissant qui se fût occupé constamment de renverser la constitution monarchique , & y substituer la république , je pourrois , comme citoyen , applaudir au résultat de ses efforts ;

efforts, dans, comme juge, je ne pouvois punir le Roi des piéges qu'on lui a tendus, & condamner celui qui la constitution avoit chargé de la maintenir, d'avoir employé pour cela tous les moyens qu'elle lui avoit confiés. »

« Après avoir acquis la conviction morale sur tous les délits imputés, je ne croiois pas ma conscience tranquille, si je n'y joignois encore la conviction légale. Mon opinion fixée, je chercherois la loi qui détermine la peine. La constitution ne prononce que la déchéance pour les cas qu'elle a prévus. On parle du code pénal; mais, de bonne foi, les articles relatifs aux crimes de haute trahison qui y sont énoncés, ont-ils été faits pour celui que la constitution avoit rangé dans une classe à part. »

« On dit encore que la déchéance a été encourue, *ipso facto*, du moment où le roi a commencé à conspirer contre la constitution, & qu'il n'a plus agi que comme citoyen, dans la conspiration de ces actes; d'où l'on conclut que la peine du code pénal lui est applicable. Je n'entends rien à toutes ces subtilités. Jusqu'à l'époque du 20 août, je ne suis pas assez clairvoyant pour trouver deux individus dans la même personne, & je pense que le ci-devant roi doit être jugé comme roi, jusqu'au moment où il a cessé de l'être. Avec tout ce tortillage de la métaphysique, il n'est point de constitution que l'on pût interpréter au gré de ses passions. »

« Me voici donc réduit à l'embarras de ne point trouver de loi applicable au délit, ou d'en trouver une moi-même : le puis-je ? Voilà le dernier terme de la question. J'entends parler de la loi naturelle & des principes éternels de la justice : je

(122)

ne connoître point de peuple stultifié qui ait un droit positif, & si je vais qu'un peu plus, je suis dans l'arbitraire. Je dis plus, hors des lois positives, je m'aperçois que des passions & des vengeances. Je ne fais point si la peine de mort est même dans la loi naturelle. Je ne conçois pas qu'il faille faire retour à l'état de nature, pour juger d'un cas arrivé au milieu d'un état social bien invétéré, & si l'on eût proposé une pareille mesure pour tout accusé d'une classe ordinaire, je ne fais trop si la Convention n'eût pas été véritablement appelée à l'ordre le plus simple qui l'auroit proposée. »

« Il y auroit un autre rapport à considérer, c'est celui de l'intérêt politique, lié à celui de la justice ; mais je ne m'arrêtera pas au dernier, l'autre ne parait, comme juge, d'un intérêt bien subordonné, & je cherche ici à ne pas m'écarter des fonctions de juge : voilà ce que j'aurois pensé, si j'ouïs été membre de la Convention. Si mes réflexions vous paroissent de quelques utilité, veuillez bien les insérer dans votre journal. »

(Un de vos abonnés.)

*Seconde lettre au rédacteur sur le procès de
Louis XVI.*

En accordant une place dans votre journal à mes premières réflexions sur le procès de Louis XVI, que j'appelle bien volontiers Louis le dernier, vous m'avez autorisé à vous en adresser de nouvelles. Je n'abuserais point de la parole ; je fais que le secret de ne dire que ce qu'il faut, n'est pas toujours celui de tout dire.

Je me suis bien attendu que les défenseurs de

Louis ne sauroient pas ma méthode. L'irréité qu'inspire un accusé qui fut roi, sur la tête duquel est suspendu le glaive de la justice nationale, a dû entraîner leur conscience à vouloir tout justifier, tout prouver, même son être innocent. Eh bien, moi, je serai plus franc, je dirai qu'il n'a pas fait tout ce qu'il auroit dû faire; mais je crois qu'il n'a pas fait tout ce qu'on lui impute: je crois de plus que dans les écarts qu'on peut lui reprocher, l'erreur la plus grave vient de ce que l'on prend pour une attaque contre la liberté, ce qui ne paroît être qu'une défense de ses droits constitutionnels; je m'explique.

Je me garderai bien de m'appesantir sur la Convocation des états-généraux: tout le monde sait que ce fut l'affaire de la nécessité. Les horribles dilapidations de Calonne & de ses prédécesseurs ont plus fait pour cette mesure que le sentiment réel du droit du peuple. Ceux qui ont un peu observé les causes de cet événement savent très-bien qu'on parloit depuis long-temps d'Etats-Généraux à la cour, & qu'il étoit fort douloureux qu'on eût l'intention de les convoquer. L'opinion publique, Necker, & sur-tout le besoin, décidèrent de tout.

Mais je dirai: Louis a eu le malheur d'être élevé comme l'héritier d'un trône; c'est-à-dire, qu'on ne lui a appris que ce qu'il falloit pour être gouverné par les courtisans; telle a toujours été l'affreuse politique de l'éducation des rois. Ce qu'il fait, Louis se l'est donné lui-même. Malgré les vices de son éducation, dès son avènement, & ce qu'on appelloit alors la couronne, il a montré le désir de réparer les désordres du règne antérieur & le prodige de son prédécesseur. Il a

cherché à s'entourer de bons ministres, & il a été souvent trompé par les intrigues de cour. Econome, sévère pour lui-même, il versoit à pleines mains la subsistance du peuple par foible, par importunité, par ignorance, par cette insouciance apathie dans laquelle on s'est fait une étude de le tenir plongé. Il a fait des loix utiles; mais il lui manquoit de cette force d'ame, de ce caractère supérieur, de cette étendue de lumières, sans lesquels un roi n'est plus que le premier sujet de ses ministres. Il eût voulu bien gouverner; mais il ne le savoit pas, il ne le pouvoit pas. C'est un grand malheur pour une nation, c'en est un aussi pour un roi; mais ce n'est pas un crime. Voilà ce qu'étoit *Louis* à l'ouverture des états-généraux.

Alors s'éleva cette lutte terrible entre les droits du peuple & les privilèges de deux castes insolentes, entre les lumières dont on ne se doutoit pas à la cour, & les préjugés de l'orgueil & de l'ignorance qui y régnoient. Le plus grand des malheurs de *Louis*, c'est qu'il ne se trouva pas à ses côtés, je ne dis pas un ami, les rois sont condamnés à n'en pas avoir, mais un homme ferme & éclairé, qui sut calculer les événemens, mesurer l'opinion, détourner les orages, & oublier une poignée de privilégiés pour ne voir que l'intérêt & les droits d'une grande nation. La cour ne fit plus que des sottises, parce que la noblesse & le clergé qui la dirigeaient, n'avoient cessé d'en faire. Les passions s'algrirent; les deux ordres conservèrent des espérances & les communiquèrent à la cour. On s'obstina à ne voir le nouvel ordre de choses qu'avec les yeux de l'ancien, & à juger de l'opinion publique que par celle des personnes qui environnoient le trône. On persuada *Louis* que la constitution ne marcheroit jam

& qu'elle n'avoit pas le vœu du peuple. Louis le crut & il partit pour Varennes.

De ce moment, le roi tua la royauté. En vain l'Assemblée constituante voulut la relever; la fonction resta avilie, parce qu'on la confondit avec le fonctionnaire. En vain le roi accepta la constitution, la nation n'accepta Louis qu'avec défiance. L'Assemblée eut beau dire au peuple : Respectez le pouvoir exécutif, si qu'il ait de l'énergie. Le peuple ne vit plus que la personne. C'est de cette inhabilité de l'Assemblée à prévoir cette discordance, que sont nés tous les malheurs de Louis.

Il eût fallu des efforts extraordinaires & des talents plus qu'humains pour se relever de la confusion. On n'en laissa pas même le tems à Louis. Dès-lors, il faut le dire, on médita une seconde révolution. Les premiers pas du corps législatif furent marqués par des actes d'avilissement envers la puissance exécutive, & ce plan d'avilissement fut suivi avec une infatigable persévérance. Dénonciations perpétuelles contre les ministres, défiances toujours renaissantes & souvent exagérées, contradictions, obstacles, dégoûts de tous les genres. Ce fut la marche de l'Assemblée législative. Quel en étoit le résultat dans le public ? Des écrits incendiaires, des placards injurieux, des motions séditieuses dans les groupes, des chansons & des propos outrageans proférés tous les jours sous les fenêtres du château, un système soutenu d'avilir le pouvoir exécutif que l'on ne désignoit plus que des noms les plus flétrissans.

Louis sans doute a commis de grandes fautes; il n'a pas aimé la constitution, il ne s'est pas em brassée avec franchise, & défendue avec fermeté. Mais le parti républicain qui dominoit dès-lors

dans l'Assemblée & dans le public, la vouloit-à l'avantage ? Soyons tous de bonne foi dans ce jour destiné aux grandes vérités ; la France étoit en proie à la diversité de partis. Les uns vouloient les deux chambres, les autres seignoiént de se couvrir de la constitution, & marchoiént en secret à la république ; les mécontents regrettoient l'ancien régime ; personne ne songeoit sérieusement à suivre la constitution, si ce n'est un petit nombre d'adeptes. La cour diroit qu'elle ne pouvoit à les, & citoit en preuves les frottemens & les désordres. Le corps législatif disoit la même chose, & en accusoit le pouvoir exécutif. Dans cet état de guerre, au milieu de ce choc le pouvoir exécutif a été vaincu. Eh bien ! soyons républicains, puisqu'il nous voulions l'être ; mais il y auroit trop d'injustice & de barbarie de punir deux fois l'instrument que nous avons brisé.

Voilà ce que les défenseurs de Louis ne pouvoient pas dire, & que l'on ne dira probablement pas dans la Convention, & tel est pourtant le rapport exact sous lequel il faut considérer cette grande affaire. On ne peut la juger que par la constitution, puisqu'on étoit alors dans la constitution. Or, la constitution condamne également ceux qui vouloient la renverser, le roi par la déchéance, la nation... mais la souveraineté est inaliénable, nul contrat n'est obligatoire envers elle-même. C'est précisément cette différence énorme qui existoit entre les parties contractantes, qui doit la déterminer à traiter avec indulgence & générosité celle à laquelle elle pouvoit demander compte de sa conduite, sans jamais être tenue de lui en rendre aucun du changement de sa volonté.

Si je voulois m'arrêter aux conséquences de

la peine de mort contre *Louis*, je dirais qu'il existe dans la République un parti qui a effiché d'une manière ouverte l'esprit d'anarchie & de désorganisation, & qui s'est fait un système d'avilir & de perdre la Convention; qu'il n'est pas douteux que les puissances étrangères ne répandent parmi nous un air corrompue pour entretenir nos divisions & nous en susciter de nouvelles, & que la dernière que nous réservent ceux qui demandent si hautement & si promptement la tête de *Louis*, c'est de mettre la Convention aux prises avec une partie du peuple, qu'on ne manqueroit pas d'apitoyer après le dernier acte de cette sanglante tragédie. On susciteroit de nouveaux désordres dont on attribuerait les effets à la mort de *Louis*, & la cause de la Convention. On verroit sortir du milieu du chaos de nouvelles chances pour les intrigans & les ambitieux, peut-être un nouveau maître sous un nom déguité, & à coup sûr des secousses qui serviroient mieux nos ennemis que la perte de plusieurs batailles. Ces considérations méritent de trouver place à côté des droits de la justice, & la Convention les pèsera toutes avant que de prendre une détermination qui peut avoir une si grande influence sur le sort de la République.

Lettre du chargé d'affaires d'Espagne en France, à M. LEBRUN, ministre des affaires étrangères.

MONSIEUR,

C'est avec une grande satisfaction que j'ai reçu les lettres que vous m'avez fait l'honneur de

renvoyer, renfermant les pièces relatives à la neutralité de l'Espagne & à la convention, pour retirer les troupes des frontières respectives; j'espère que le conseil exécutif & la nation française toute entière, ainsi que les représentans, y verront de nouvelles & bien authentiques preuves de la franchise & des intentions amicales de sa majesté catholique, & combien elle a à cœur de ne rien épargner pour entretenir l'ancienne harmonie & la fraternelle amitié qui règnent entre les deux nations. Je pense que non-seulement le sens littéral des expressions employées par sa majesté, mais encore le ton & la manière dont toute cette négociation a été traitée, ne peut, auprès de tout esprit bien fait, qu'augmenter encore l'idée que l'Europe a depuis long-temps de la loyauté espagnole, & j-me félicite, comme d'un bonheur particulier, d'être chargé aujourd'hui d'ordres dont l'effet doit être de resserrer les liens de deux peuples, qu'une estime mutuelle, autant que l'intérêt commun, ont rendu amis, & qui ne peuvent cesser de l'être sans de grands désavantages pour l'un & pour l'autre ».

« Les dépêches qui renferment ces ordres & tout ce qui est relatif à leur exécution, m'ont été apportées par un courrier extraordinaire français; circonstance que je prends la liberté de vous faire observer comme une marque de l'entière confiance de sa majesté, qui ne veut pas même pouvoir être soupçonné d'user d'aucune réserve, ni de m'adresser aucune instruction secrète.

« La déclaration de neutralité mandée par le ministre de France à la cour d'Espagne, pouvoit être regardée comme un acte absolument inutile, puisque cette neutralité existoit de fait, & que nulle démarche hostile, de la part de l'Espagne,

n'ayant donné lieu de présumer que cette puissance vouloit y porter aucune atteinte, il sembleroit superflu de la déclarer de nouveau ; mais le roi a considéré que les changemens survenus en France, joints aux circonstances de la guerre où la nation françoise se trouve engagée, pourroit, si non justifier, au moins occasionner des défiances qu'il valoit mieux prévenir : & que d'ailleurs cette nouvelle déclaration, nécessaire ou superflue, devoit sur-tout, dans le moment présent, donner un caractère de plus d'authenticité, & même de solennité à ses résolutions pacifiques & amicales, & soit par conséquent un moyen de plus d'assurer la confiance & l'intimité réciproque ».

« Je ne dois pas omettre de vous faire remarquer, Monsieur, comme une preuve sans réplique de la bonne foi de l'Espagne & de sa pleine croyance à la loyauté françoise, le consentement du roi à faire retirer les troupes extraordinaires envoyées à ses frontières voisines de France, à condition que la France retireroit pareillement les troupes extraordinaires envoyées aux frontières voisines d'Espagne ; car quoique les termes de cette convention, à échanger entre les deux puissances, aient, au premier abord, une grande apparence d'égalité, il n'en faut de beaucoup qu'elle y soit réellement. En effet, par la différence même des deux gouvernemens & de la situation présente des deux empires, il est de toute évidence que les troupes françoises peuvent être rassemblées sur les frontières de France en beaucoup plus grand nombre & avec beaucoup plus de promptitude que les troupes espagnoles ne peuvent l'être sur les frontières d'Espagne, & qu'ainsi la bonne foi, la franchise & l'amitié mu-

tuelles, peuvent seules mettre quelque parité dans ce marché ».

« Mais ce qui pourra le mieux consolider cette union, à laquelle les deux états & l'Europe entière ont un si grand intérêt, ce sera l'issue de l'affaire mémorable qui occupe maintenant la France, & qui attire les regards de toutes les nations. C'est à la manière dont la nation française en usera envers l'infortuné roi Louis XVI, & envers sa famille, que les nations étrangères pourront juger avec certitude de sa générosité & de sa modération ».

« Ce grand procès, qui va décider le sort du chef de la famille des Bourbons, ne sauroit être étranger au roi d'Espagne; & sa majesté ne craint point qu'on l'accuse de vouloir se mêler du gouvernement d'un pays qui n'est point soumis à son empire, lorsqu'elle vient faire entendre, en faveur de son parent & de son ancien allié, une voix qui ne peut déplaire qu'à ceux dont l'âme est fermée à tout sentiment de morale & de civilité ».

« C'est donc au nom du roi d'Espagne, Monsieur, que, sans me livrer à aucune de ces discussions de principes que l'on trouveroit peut-être misérables dans une bouche étrangère, je me bornerai à vous présenter quelques réflexions uniquement fondées sur la justice, sur le droit des gens, & sur l'intérêt de l'humanité entière. S'il est des hommes pour qui de tels intérêts ne soient rien, ces hommes-là seuls peuvent désapprouver la chaleur & l'importance que l'on met au procès de Louis XVI, & on peut leur répondre qu'ils y mettent eux-mêmes encore plus d'importance, quoique d'un autre genre, puisqu'ils y ont accumulé des irrégularités qu'ils auroient blâmées,

eux-mêmes, dans quelque autre procès que ce fût être. Ces irrégularités observées avec force par plusieurs françois & par plusieurs membres de la Convention nationale, qui ont publié leurs plaintes à ce sujet, ne peuvent manquer de frapper les yeux plus calmes & moins prévenus des autres nations ».

« L'exemple d'un accusé, jugé par des juges qui se sont constitués eux-mêmes, & dont plusieurs n'ont pas balancé depuis à mettre au jour leur opinion, revêtue de toutes les expressions de la partialité; d'un accusé condamné sans aucune loi préexistante, & condamné sur des délits dont je n'examine point les preuves, mais qui, fussent-ils prouvés, ne peuvent porter atteinte à l'inviolabilité que lui assureoit une loi universellement consentie, est un exemple trop éloigné de toutes les idées ordinaires de justice, pour qu'une nation qui se respecte, ne doive pas craindre de l'offrir aux regards des nations dont elle veut être respectée. Il est impossible que le monde entier ne voye point avec horreur des violences exercées contre un prince connu, au moins par la douceur & l'innocence de son caractère, & que cette même douceur & cette même facilité ont fait tomber dans un précipice où le crime & la scélératesse n'ont jamais plongé les plus cruels tyrans. Si en effet Louis XVI a commis des fautes, qui pourra ne pas les juger abondamment expiées par une chute aussi inattendue, par les chagrins d'une longue & dure captivité, par les inquiétudes pour sa sœur, pour sa femme, pour ses enfans, & ce qui est, j'ose le dire, vraiment honteux, par les outrages mêmes & les insultes de quelques hommes qui croyoient s'agrandir en foulant aux pieds des grandeurs qui ne sont plus, & qui ont trop oublié que, si des

changemens dans les institutions politiques affranchissent un pays de l'antique respect qu'il eut devoir à ses rois , nulle révolution ne peut jamais affranchir les âmes honnêtes du respect qu'elles doivent à la douleur & à l'infortune ».

« Je m'arête sur les nombreuses réflexions que fournit cette matière , pour me recueillir dans ce qui a un rapport direct aux fonctions du ministère dont je suis chargé, quoique ceux des citoyens françois, dont l'opinion est favorable à Louis XVI, aient cru jusqu'ici avoir moins d'liberté de parler & d'écrire, que ceux qui soutiennent l'opinion contraire, & quoique par conséquent le plus grand nombre des premiers ait gardé le silence, on ne peut se dissimuler pourtant que les avis ne soient déjà très-partagés. Si donc le petit nombre des ennemis de ce malheureux prince parvenoit à faire exercer contre lui les extrêmes violences, il seroit impossible de persuader aux étrangers que c'est à la nation & au gouvernement françois qu'ils devroient imputer cette conduite, & ils croiroient se refuser à l'évidence, s'ils en concluoient pas qu'il existe donc en France des particuliers plus puissans que le gouvernement & que la nation elle-même. Les nations étrangères ne pourroient alors raisonnablement faire aucun fond sur les protestations de la nation françoise, sur leurs traités de paix, d'alliance, de commerce avec elle ; & l'Europe croiroit voir sans cesse de nouvelles inquiétudes & de nouvelles agitations menacer tous ses intérêts & troubler éternellement sa tranquillité ».

« Au lieu qu'une conduite équitable à la fois & magnanime envers le royal accusé, produiroit nécessairement des effets tout contraires. La présence même de Louis XVI & de sa famille, dans les pays qu'il se seroit choisis pour asile, seroient un

témoignage vivant de la générosité & de la puissance des françois, & apprendroit à tous les hommes que votre nation fait voir la modération & la victoire, qu'elle n'a que des passions nobles & bien-faisantes, & que les triomphes de ses armes ne l'empêchent pas de couler volontairement sa tête devant l'image de la justice ».

« Les sentimens d'estime & d'admiration qu'elle inspireroit à tous les peuples ne manqueroient pas d'amener bientôt une paix que tous les peuples doivent désirer, & doit, malgré le succès, elle-même doit avoir besoin. Puis-je réaliser une espérance si belle ! C'est le vœu du roi ; tout ce que je viens de vous exprimer, monsieur, c'est le vœu de la nation espagnole, de cette nation qui, dans son antique caractère, en respectant la justice, fait apprécier non moins les passions que les hautes vertus, & qui espère que la nation françoise offrira encore à la postérité, dans cette occasion, un exemple de la grandeur & de la générosité qui l'ont caractérisée jusqu'ici. Réunis par les mêmes sentimens, qui sont d'autant plus honorables pour le peuple françois qu'ils contraignent davantage avec les passions & les suggestions dont il a à se défendre, combien les liens d'amitié entre les deux nations seroient durables ! Qu'ils seroient beaux ces titres à se produire entre elles pour resserrer de plus en plus ces liens ! Combien l'estime réciproque, fondée sur l'humanité, seroit digne de toutes les deux ! »

« C'est dans ces vues, monsieur, c'est par ces motifs, que sa majesté catholique a jugé honorable pour elle de faire parvenir au gouvernement françois ses pressantes, ses ardeentes intercessions dans l'importante affaire qui fixe aujourd'hui l'attention des hommes. Je vous prie, monsieur, de

(134.)

faire parvenir ces réflexions à la Convention nationale ; & si je pouvois , par ma réponse , annoncer au roi que les desirs de son cœur ont été remplis , heureux d'avoir été l'agent d'une négociation aussi humaine , aussi glorieuse , heureux d'avoir bien servi ma patrie & la vôtre , ce jour seroit le plus beau , le plus consolant de ma vie ».

« J'ai l'honneur d'être , avec les sentimens de considération les plus distingués , &c. »

Signé , le chevalier D'OCARIZ.

Paris , le 26 décembre 1792.

Commune de Paris.

La Convention avoit demandé à la municipalité un compte de la situation de Paris. Voici celui qu'a donné le maire par l'organe du citoyen *Réal*, substitut du procureur de la commune.

Compte rendu le 5 janvier de la situation Paris.

Législateurs , la municipalité de Paris vient conformer au décret qui lui ordonne de vous rendre compte de l'état actuel de Paris. Nous vous faisons part des dispositions que nous remarquons le fruit de quelques citoyens , des bruits de haine à répandre , des haines qu'on cherche à exciter contre les amis du bien public. Nous tenons à ces considérations le tableau moral de cette grande cité. Une des causes principales de la fermentation actuelle , est le procès de Capet ; beaucoup de personnes en attendent

patiemment la fin. On dit hautement que Louis Capet doit périr ; cependant un grand nombre de citoyens affirment qu'ils se soumettront à la loi qui aura prononcé sur les crimes ; il n'est pas aisé de dire quelle sera l'issue de ces fermentations. Les billets de la maison de Secours font aussi une source de désordres toujours renaissans ; ils sont répartis dans la classe la plus indigente ; c'est la portion la plus respectable qui les possède, les ouvriers ; ils ne peuvent les faire passer qu'avec grande difficulté, & la perte d'un temps qui est précieux. Les contrariétés qu'ils éprouvent pour se procurer, avec ce papier, leur subsistance même, sont un objet de discorde interminable. Paris en est accablé par les départemens, & il paie encore lui seul, des débris de son ancienne fortune, le montant onéreux de la banqueroute scandaleuse de la maison de Secours. Des réclamations s'élèvent sans cesse contre le ministre de l'intérieur, & appellent sa démission. Les subsistances sont toujours un objet d'alarmes, quoique l'approvisionnement de Paris soit concentré d'une manière capable de tranquilliser les habitans ; mais les craintes se répandent avec activité sur un objet de nécessité première, & les malveillans profitent de ces dispositions pour égayer ceux qui ne réfléchissent point. On bâte généralement les primes accordées aux boulangers ; mais cet objet, qui fait maintenant le sujet d'une délibération mûre, cesseroit bientôt d'être un sujet de discorde, si la conduite que les corps administratifs ont tenue avec les boulangers, étoit aussi généralement connue qu'elle doit l'être. Les ouvriers manquent d'occupation, & la cessation du travail est un double malheur pour la république. Elle appauvrit, elle rend misérable la classe qui ne subsiste que du produit de ses sueurs. Les

hommes inquiets sur les besoins de la vie , oublient quelquefois ce qu'ils doivent à la tranquillité publique ; & cependant cette classe malheureuse souffre avec patience l'adversité qui la poursuit sans cesse. On se plaint gravement de l'infidélité des agens de la police , & les plaintes qu'on porte sur leur conduite , méritent un exemple sévère. Le défaut d'armes à feu irrite tous les citoyens , & rend leur service dangereux , parce que les ennemis du bien public ont toujours des ressources pour s'en procurer , & opposer une résistance difficile à vaincre.

Les secours accordés aux femmes & aux enfans de nos frères d'armes qui ont volé aux frontières , se distribuent lentement , & sont encore un sujet de mécontentement. Les maisons de jeu , celles des femmes publiques recèlent nos ennemis ; nos ennemis ! les traitres qui ont porté les armes contre leur patrie. Cependant ces repaires dangereux ne sont point inaccessibles à notre surveillance ; nous parviendrons à les chasser sous peu de temps. Des maisons particulières leur servent d'asile ; mais nos concitoyens connoissent bientôt les dangers auxquels ils s'exposent , en accordant l'hospitalité à nos ennemis. Le département de police , formé récemment , travaille avec une activité infatigable ; le nombre des malfaiteurs qu'il soumet au glaive de la loi reste impuni ; un tribunal composé d'un petit nombre de magistrats , ne suffit pas à la tranquillité de cette ville immense.

Cette considération , appuyée des événemens passés , avertit assez les législateurs , de donner un prompt accroissement à son activité. On y parviendra en établissant un tribunal criminel , composé de plusieurs sections. Le peuple se plaint de ce qu'on ne punit pas les coupables ;

à invoquer
soudain
apparaître
la force
pouvoir
D'après
la guerre
lutte
La g
mes. l
à au
sont
sont ;
I et
sont
mes
pou
de la
4

il invoque l'exercice de la loi, & la justice est sourde à sa voix. C'est à vous, législateurs, qu'il appartient de saluer sa sollicitude.

La force armée est accablée d'un service perpétuel.

D'après les états donnés par le ministre de la guerre & le général *Santerre*, voici le résultat de la force armée à Paris.

La garde nationale consiste en 110,542 hommes. La gendarmerie attachée à la Convention & aux tribunaux, les vainqueurs de la Baille, sont au nombre de 2433 hommes. Les fédérés sont au nombre de 5601 hommes. La cavalerie, y compris celle de l'école militaire, est de 2603 hommes. Total général, 120,979 hommes. Les états certifiés par le ministre de la guerre seront remis sur le bureau.

Les citoyens qui possèdent de grandes fortunes, ne s'assujettissent point aux fonctions de monter la garde. Par cette conduite reprochable & par l'abandon du salut public, les vols sont fréquents. Les assassins sans doute auroient été punis si le tribunal criminel avoit été organisé comme nous le demandons. Les nouvelles dispositions prévoient des malheurs que les circonstances ne permettoient pas de prévoir.

En général, la fermentation sourde qui règne parmi nous, mérite de notre part la plus grande surveillance. Nous serons secondés par le zèle & l'ardeur des véritables Parisiens. Malgré les moyens que les malfaiteurs emploient pour corrompre les habitants de Paris, l'esprit républicain est celui de la majorité, de la presque totalité des habitants, & les assurances que nous avons de leur respect pour les

Ils ne nous laissent aucun doute sur leurs excellentes intentions.

Après avoir fait connoître la cause des divisions, nous ajouterons quelques considérations.

Les Parisiens, toujours agités par les secousses inséparables des revolutions, ont constamment opposé leur activité & leur courage aux efforts des malveillans. Presque toujours trompés par ceux à qui ils avoient accordé leur confiance, sans doute ils ont pu devenir inquiets, soupçonner eux & prêts à s'alarmer.

Le parisien n'a pas, dans les pertes qui causent sa ruine, trouvé un défenseur de ses droits. Surchargé d'impôts, épuisé par la continuité de ses sacrifices, personne n'a pris ses intérêts; ni dans l'Assemblée constituante, ni même dans l'Assemblée législative. Aujourd'hui même, à la Convention nationale, nous ne lui connoissons point encore de soutien; cependant l'esprit de justice qui l'anime, n'a jamais dégénéré; car la réflexion & le sens l'ont toujours ramené aux principes & à l'observation exacte de ses devoirs. Si nous remontons à l'origine de toutes les causes qui troublent la tranquillité publique, nous n'y appercevons qu'une aggrégation de quelques hommes corrompus ou séduits, qui veulent que les autres partagent leurs crimes ou leurs crimes.

Pour vous donner la preuve de cette assertion, il vous suffira de vous exposer sommairement le récit de quelques événemens arrivés ces jours derniers. Le conseil général de la commune, craignant que les églises ouvertes pour la messe de minuit ne servissent de retraite aux malveillans, & pour prévenir les désordres que cette réunion pouvoit entraîner dans des circonstances où le procès d'un

grand trouble divisoit les esprits, ordonna de tenir les portes exactement fermées.

Cette mesure, sage & politique, a servi de prétexte à quelques agitateurs, pour porter l'alarme dans les différens quartiers de la Cité, en la regardant comme un despotisme exercé sur les opinions. On a peut-être égaré quelques esprits inquiets; mais ceux qui réclamoient le plus vivement la liberté du culte, étoient des agitateurs ou des hommes punis par la justice pour leur conduite passée. Vous connoissez les causes de la mort d'un de ces agitateurs; il a perdu la vie dans le faubourg Saint-Antoine, où il avoit excité plusieurs séditions. Dans le même jour, des bonlangers, excités par les clameurs de quelques-uns d'eux, ont donné de l'inquiétude au conseil général sur les mesures que le corps municipal avoit concertées pour assurer les subsistances de Paris.

Le peuple de Paris, loin de se porter sans cesse à l'insurrection, & de fomenter les désordres constamment renouvelés, devoit être secouru d'indulgence sur ses vrais intérêts. Ce que nous disons aujourd'hui; nous l'avons répété dans les assemblées publiques. En effet, une classe nombreuse, celle des hommes qui jouissent de quelque fortune, restent inébranlables dans leurs foyers, comme s'ils devoient être l'objet de la seule sollicitude des patriotes; qui, toujours accablés de missions & de fonctions publiques, succombent à leurs fatigues, tandis que les autres se reposent sur eux du soin de leur conservation. Une classe toujours plus fidèle à ses devoirs, toujours plus pure & plus républicaine; est celle des pères de famille qui ne vivent que du travail de leurs mains; elle est encore, encore celle qui remplit le plus digne-

ment les fonctions qui nous sont confiées. Les hommes riches, au contraire, toujours jaloux de la domination ou des prérogatives dont le régime est passé, en se refusant à toutes les fonctions civiles & militaires, en font retomber le poids sur ceux qui ont un besoin constant du fruit de leurs travaux. Ils semblent s'attacher opiniâtement à les fatiguer chaque jour, & affaiblir l'amour qu'ils ont voué à la patrie.

Les prêtres nous travaillent sourdement; ils intimident les uns, égarent les autres, éveillent dans le cœur de ceux-ci des inimitiés perfides; arment ceux-là d'une fureur qu'on croit sainte. Il faut dire la vérité, législateurs, placés devant ceux qui ont d'abord annoncé le plus de patriotisme, nous voulons que des places lucratives; & puisque dans un récit où la franchise & la loyauté doivent se montrer toutes entières, il n'est pas permis de taire aucune pensée utile à la République, nous ajouterons, sans balancer, que nous avons moins craint les prêtres refractaires que les menées de ces pontifes, qui, dans les assemblées publiques, proféroient des sermens démentis par leur conduite.

Des émigrés se travestissent sous toutes les formes, circulent dans les assemblées, & fomentent l'esprit de sédition; ils égarent les bons citoyens, en leur proposant des moyens barbares, sous prétexte de détourner les dangers qui nous environnent; ils séduisent ceux chez lesquels ils demandent les secours de l'hospitalité. C'est dans ces demeures, que la probité rend respectables, qu'ils méditent en secret leurs complots séditieux.

Tel est, citoyens, l'état de cette cité illustre,

mais malheureuse, qui est l'objet de la calomnie & de la haine dans les départemens. Citoyens, nous avons pu craindre un moment l'audace des malveillans : mais ce moment est passé. Que les bons citoyens se rassent, vous verrez les conspirateurs replongés dans ses ténèbres, comme au 10 août. Mais il faut des lois. Il semble à quelques hommes que le mot République soit la rupture de tous les liens qui attachent les citoyens à l'état social. Législateurs, c'est à vous qu'il appartient de faire cesser la lutte dangereuse qui existe entre les corps constitués. Il est temps que les Républicains, célèbres par leurs trophées militaires, le deviennent encore par leur amour des lois.

Charles Villette avoit inséré dans la *Chronique*, une adresse à ses frères les Parisiens, pour les rappeler aux principes d'ordre, & au respect des lois, sans lesquelles il ne peut exister de liberté & de gouvernement durable. Il avoit peint avec un courageux patriotisme les effets désastreux des haines, des vengeances & de l'esprit d'anarchie & de faction. Sur les plaintes de deux sections, & sur le réquisitoire du procureur de la commune, le conseil général avoit chargé celui-ci de le poursuivre devant les tribunaux. Le procureur de la commune, sans égard pour la qualité de représentant, & surtout pour la liberté de la presse, quand on ne l'a fait servir qu'à des instructions utiles, s'est permis d'entrer au tribunal de police, comme s'étant servi d'impressions & de tours de phrases anti-civiques & tendant à diminuer la confiance due à la municipalité. L'abondance des matières provenant du refus de nous à nous la délicate

du ci-devant roi, ne nous permet pas de rapporter en ce moment les pièces qui ont servi de corps de délit à la municipalité, ni la justification de *Charles Villeue*. Nous y suppléerons dans le prochain numéro.

Conseil exécutif.

Le ministre de la marine prévient les aspirans au grade d'enseignes non-entretenus & à la qualité de maîtres au petit cabotage, pilotes, lamaneurs, locmaux, que les examens prescrits par la loi du 10 août 1791, auront lieu dans les ports & aux époques ci-après :

Tournée du Midi.

A Antibes, le 20 janvier. — A Saint-Tropez, le 28. — A Toulon, le 1^{er} février. — A la Ciotat, le 7. — A Marseille, le 11. — Au Mariniguc, le 14. — A Caste, le 21. — A Agde, le 26. — A Narbonne, le 28. — A Collioure, le 3 mars. — A Bayonne, le 14. — A Bordeaux, le 17. — A Libourne, le 23. — A Rochefort, le 29. — A la Rochelle, le 3 avril. — A Nantes, le 6. — A Paimbeuf, le 11. — Aux Sables d'Olonne, le 17.

Tournée du Nord.

A Croix, le 1^{er} février. — A Vannes, le 4. — A l'Orléans, le 6 ou 7. — A Audierne, le 8 ou 9. — A Brest, le 11 ou 12. — A Saint-Pol-de-Léon, le 14 ou 15. — A Saint-Brieux, le 18. — A Saint-Malo, le 21. — A Granville, le 24. — A Cherbourg, le 28. — A Harfleur.

le 4 mars. --- A Rouen , le 7. --- Au Havre ,
 le 11. --- A Fecamp , le 14. --- A Dieppe , le 18.
 --- A Saint-Vallery-sur-Somme , le 21. --- A
 Boulogne , le 25. --- A Calais , le 27. --- A
 Dunkerque , le 30.

Si quel que événement imprévu empêchoit l'exa-
 minateur Hydrographe de se rendre aux époques
 fixes , dans les villes ci dessus énoncées , il en pre-
 viendrait les municipalités.

*Rapport du ministre des affaires étrangères ,
 fait à la Convention nationale , le 31 dé-
 cembre.*

Je profite de cette séance extraordinaire pour
 attirer l'attention de la Convention nationale , sur
 un objet d'une haute importance , nos rapports po-
 litiques & commerciaux avec l'Angleterre.

Ce n'est pas que je puisse aujourd'hui vous
 apprendre le résultat des dernières démarches que
 le conseil exécutif a tentées auprès du gouverne-
 ment Britannique ; des vents contraires , de gros
 tems , n'ont point permis cette célérité. Un cour-
 rier , parti de Londres le 27 , vient de m'informer
 que le ministre de la république française avoit
 écrit à M. Pitt pour lui demander une entrevue ;
 que déjà il avoit fait passer à lord Grenville une
 note conçue dans l'esprit des instructions du con-
 seil. Sans doute les réponses me parviendront d'ici
 au 6 janvier , jour fixé pour le rapport général de
 notre situation intérieure & extérieure , & je pourrai
 alors lui faire connoître la résolution définitive du
 cabinet de Saint-James. Je réserve pour cette
 époque à entrer dans tous les détails des prépa-
 ratifs hostiles ordonnés par le ministère britannique ,
 & consentis par le parlement ; préparatifs dont

l'accroissement a été plus rapide à mesure que le ministre étoit à l'égard ou à intimider l'opinion & les sentimens du peuple anglois ; préparatifs qui, toutefois, ne sont pas encore trop effrayans, si vous considérons que les ordres pour l'armement de treize vaisseaux de ligne n'ont été donnés que depuis quinze jours ; si nous songeons à la grande difficulté de compléter l'équipage de ces gros vaisseaux, par le manque de matelots, dont le déficit est estimé de 8,000 ; si sur-tout nous savons de notre côté prendre des mesures promptes & vigoureuses. Je réserve enfin, pour la même époque, à vous entretenir des autres mesures de la malveillance du ministère britannique ; des indécentes diatribes proférées dans les deux chambres du parlement contre la nation française & son gouvernement ; de l'arrestation des navires chargés de subsistances, & destinés pour la France, qui n'étoient plus sujets à l'embargo ; des manœuvres employées pour altérer notre crédit ; enfin, d'un bill proposé à la chambre des communes, tendant à empêcher la circulation de tout billet à ordre, notes, réscriptions ou obligations promissaires, faits sous l'autorité d'un pouvoir quelconque en France.

Mais je ne puis différer plus long-tems à vous informer que, le 26 de ce mois, les deux chambres ont passé une nouvelle loi ou bill concernant les étrangers en Angleterre ; qu'entr'autres dispositions vexatoires que renferme ce bill, il y est dit :

VIII. « Toutes les fois que le roi ordonnera à un étranger de quitter le royaume, il pourra être arrêté pour désobéissance sur le warrant d'un juge de paix ou d'un secrétaire d'état, & mis

mis dans la prison du comté sans être admis à caution.

XI. Dans le cas où l'on pourroit prévoir qu'un étranger ne voudroit pas obéir sur le champ à un pareil ordre, un des premiers secrétaires d'état pourra expédier un *warrant*, pour mettre un tel étranger dans les mains d'un messager d'état, qui le conduira hors du royaume d'une manière convenable à son (*his or her*) rang & à sa position; & si l'étranger alléguoit quelque excuse pour ne point se soumettre à un pareil ordre, les lords du conseil privé jugeront de la validité.

XI. « Le roi pourra envoyer à tous les étrangers, arrivés depuis le premier janvier 1792, (excepté négocians & domestiques) un ordre de résider dans tel district qu'il plaira à la majesté d'assigner. Ceux qui désobéiront, pourront être arrêtés & condamnés à un mois de prison.... »

XII. « Tous les étrangers compris dans l'article, & tous ceux qui arriveront, déclareront au principal magistrat, ou au juge de paix de l'endroit, leur nom, rang, profession, état, leur demeure, le temps de leur séjour dans le pays, le lieu de leur résidence principale. En cas de refus, ils pourront être arrêtés sans être admis à bail. De fausses déclarations seront punies; la première fois, d'un mois de prison; la seconde, du bannissement. Trouvés en Angleterre après un temps déterminé, ils seront transportés pour la vie. »

XIII. « Toutes les maisons où résident des étrangers, excepté des négocians, & ceux qui ont continuellement résidé en Angleterre deux ans avant le jour de.... 1790, pourront être

N°. 2. 12 Janvier 1793. G

visitées sur un ordre d'un secrétaire d'état, pour voir s'il n'y a point d'armes cachées. »

Ces mesures ne sont pas seulement rigoureuses, injustes, iouffites, contraires à tous les usages reçus entre nations; elles sont encore, par rapport à nous, en contradiction manifeste avec les égards & la protection des loix, que les François, voyageant en Angleterre, sont en droit d'exiger, en vertu du traité de commerce & de navigation conclu en 1786, entre la France & l'Angleterre. Ce traité porte article. IV :

« Il sera libre aux sujets & habitans des états respectifs des deux souverains, d'entrer & d'aller librement & sûrement, sans permission ni sauf-conduit général & spécial, soit par terre ou par mer, & enfin par quelque chemin que ce soit, dans les royaumes, états, provinces, terres, îles, villes, bourgs, places murées ou non-fortifiées, ports & domaines de l'un & l'autre souverain, situés en Europe, & quels qu'ils puissent être, & d'en revenir, d'y séjourner, ou d'y passer & d'y acheter aussi, & acquérir à leur choix toutes les choses nécessaires pour leur subsistance & pour leur usage; & ils seront traités réciproquement avec toute sorte de bienveillance & de faveur; bien entendu, &c. . . . »

Il suffit, sans doute, d'avoir rapproché ces clauses du b. l. renouvellement adopté par le parlement britannique, pour vous convaincre que leur exécution, à l'égard des François, seroit une infraction évidente au traité de commerce.

Ce traité a été cependant religieusement observé par les François, malgré qu'il s'en fût de beaucoup que les avantages en soient réciproques, malgré les plaintes universelles du commerce fran-

rais, dont les intérêts y sont liés; même dans ces momens d'orage & de crises violentes; qui auroient pu justifier des précautions extraordinaires, nous avons usé, envers les anglois résidens en France, de ménagemens extrêmes, que quelques-uns d'entr'eux n'ont pas toujours mérités. Ainsi, ce ne sera point à la nation françoise que les anglois devront s'en prendre, s'il arrive que nous soyons forcés à regarder comme non-venu un traité, qui n'a pas peu servi à accroître la prospérité de leur commerce.

Le conseil exécutif a cru devoir user encore d'une dernière précaution pour mettre mieux en évidence la conduite du cabinet de Saint-James à notre égard, & donner aux anglois une nouvelle preuve des regrets que nous éprouvons, en voyant s'affoiblir les liaisons d'amitié qui ont subsisté jusqu'à présent entre les deux peuples; il s'est borné, en conséquence, à arrêter :

1°. Que le ministre de la république françoise à Londres seroit chargé de présenter une note au ministère britannique, par laquelle il demanderoit à ce ministère, au nom de la république françoise, une réponse claire, prompte & catégorique, pour savoir si, sous la détermination générique d'*et alger*, que porte le nouveau bill, le parlement & le gouvernement de la Grande-Bretagne entendoient aussi comprendre les françois.

2°. Que dans le cas d'une réponse affirmative, ou si dans le terme de trois jours, il n'en étoit aucune, il se soit autorisé à déclarer que la république françoise ne peut considérer cette conduite que comme une infraction matérielle au traité de commerce conc. u en 1786; qu'en conséquence, elle cesse de se croire elle-même obligée par le

travé, & qu'elle le regarde dès-lors comme rompu & annulé.

Nouvelles de nos Armées.

Armée de la Belgique. Malgré la rigueur de la saison & le dénuement des troupes qui manquent de bas, de souliers, de culottes, elles n'en soutiennent pas moins la campagne avec le courage & la patience la plus opiniâtre. Elles poursuivent l'ennemi, & font les excursions les plus heureuses. Voici les pièces officielles qui constatent leurs succès.

Extrait d'une lettre du général Lamarlière au général Miranda, écrite de Ruremonde, le 20 décembre 1792.

« Je rentre, mon général, dans les murs de Ruremonde, ma campagne terminée le cinquième jour que j'en suis parti. Vos ordres ont été exécutés au-delà même de vos espérances; & je vous remercie de m'avoir chargé d'une expédition hardie qui exigeoit beaucoup d'activité & de prudence. »

« J'ai été de Straclest, le 16; mes cantonnemens étoient rapprochés pour pouvoir ménager mes forces; mais apprenant que l'ennemi n'étoit qu'à Wesel, je me suis déployé dans les trois pays de Gueldre prussienne, principauté de Meurs, & duché de Clèves. Partout on voyoit des armées françaises, & j'ai eu des députations de toutes les villes, même de plusieurs au-delà du Rhin. »

« Je n'ai pas hésité de former le projet d'aller à Clèves; j'ai envoyé le 17, 150 hommes à Genep & à Gooch; ce détachement s'étoit en-

paré de tous les bateaux, & ne voulant point violer le territoire Hollandois, je devois passer à Wefel pour revenir à Ruremonde, de l'autre côté de la Meuse, mais le débordement de la rivière a mis obstacle à ce plan. »

« J'ai eu un détachement de 40 chasseurs à cheval du 5^e. régiment, commandé par le citoyen *Despinay*, officier très-intelligent, qui a été placé trois jours à une petite lieue de Wefel, & qui a poussé des patrouilles plusieurs fois à la portée du fusil des sentinelles; ce poste a été la sûreté de mes opérations. »

« Vous m'avez borné à huit jours pour mon expédition; je vous en ai demandé deux de plus, & je rentre le cinquième jour. »

« Vous m'avez aussi, mon général, ordonné d'imposer des contributions légères; elles vous paroîtront peut-être exorbitantes; mais, d'après la connoissance que j'ai des lieux, je les crois très-modérées; & l'on s'attendoit, à ce que je présume, de payer davantage. »

« J'ai demandé à la Gueldre prussienne 200,000 florins; à la principauté de Meurs, 100,000; à la ville de Crevelt, 225,000; à Clostercamp, 80,000 liv.; total, 605,000 florins; en outre, la principauté de Meurs doit fournir une certaine quantité de pièces de drap & de toile. »

« J'ai eu treize drages au total, dont trois & quatre par chacune des villes ci-dessus: ils se louent beaucoup de mes procédés, & je vous réponds, mon cher général, qu'ils ne resteront pas au milieu de nous. »

« J'ai eu un peu d'argent comptant; la ville de Crevelt m'a donné une partie de sa contribution, en bonnes lettres de change sur la Hof-

lande. La somme totale de ce qu'elle a apporté en numéraire, montera à 60,000 florins.»

« Les administrateurs & les principaux habitants ont signé, dans chaque ville imposée, une soumission de payer la somme demandée. Je vais en joindre une à ma lettre : cela vous fera connoître la forme des autres obligations. Je vous prie d'observer, général, que j'ai reçu des lettres de félicitation de tous les côtés, & que l'esprit des habitants, habitués à plier sous le joug du despotisme, sembloit se dilater à la vue des défenseurs de la liberté & de l'égalité, d'autant plus que ma troupe s'est conduite avec la plus exacte discipline, & que j'ai fait un grand exemple au milieu de la place de Gueldre, en présence de toute la ville, sur un seul homme qui s'étoit écarté de nos principes de loyauté & de la confiance que la troupe que je commande, m'a toujours témoignée ».

« J'ai les plus grands éloges à vous faire de mes deux adjoints aux adjudans-généraux, les citoyens Pinon & Levasseur : le premier ayant été sept ans dans le pays, m'a été de grande utilité ; le second ne cesse jamais de l'être ».

« Les lieutenans-colonels Richardot & Cailhava m'ont donné des preuves d'une grande intelligence ; & en général, je n'ai qu'à me louer de mon armée, composée de bons patriotes, avec lesquels j'aurois tout entrepris : mais le mauvais temps & les marches forcées les ont extrêmement fatigués ».

« J'ai l'honneur de vous prévenir que je vais remettre tout ce que j'ai reçu, tant en numéraire qu'en lettres de change & effets, aux commissaires des guerres, pour qu'ils l'envoient à Maflick ».

(151)

» Je ne saurois , mon général , vous rendre un trop bon témoignage des preuves d'attachement à la république françoise , que le citoyen *Doroth* m'a données , depuis que les troupes sont sur les bords de la Meuse. Il m'a donné les meilleurs renseignemens , & m'a suivi par-tout dans mon expédition , où il m'a été très-utile. Je vous prie de demander au ministre qu'il soit employé d'une manière distinguée ».

*Lettre du général Valence , datée de Liège
le 2 janvier.*

Citoyen ministre ,

¶ Je vous prévien qu'un détachement de mon avant-garde a pénétré dans le pays de Luxembourg , s'est emparé de 200 mille livres dans les caisses de l'Empereur ; je les ferai verser dans la caisse de l'armée aussitôt qu'ils me seront parvenus.

Signé VALENCE.

*Extrait d'une lettre du général Dumourier à
la Convention nationale , datée de Paris ,
le 5 janvier.*

» Toute l'Europe s'arme contre nous , cependant vos armées brûlent de combattre pour la cause de la liberté. Il faut dire la vérité : elles ont besoin moins d'encouragement que de vêtemens. Quant aux généraux , c'est la confiance qui fait leur force ; & si le soupçon plant sans cesse sur leur tête , leur démission devient nécessaire. Ces armées si nombreuses & si fières ; que des tyrans

conduisoient sur notre territoire, se sont évanouies devant la valeur républicaine de nos soldats. Je n'ai eu que des éloges à leur donner ; mais je le répète , ils manquent de tout. Vous n'avez pas de tems à perdre. Les despotes se rassemblent. Nommez un comité pour examiner le plan de la campagne prochaine ; ou , si vous en chargez le pouvoir exécutif, dégagez les bureaux de la guerre de cette foule d'hommes ineptes qui les encombreent. J'ai acquis le droit de dire la vérité par mes longs services. Je ne crains pas qu'on me soupçonne d'aspirer à la dictature ; & ceux qui ne craindroient pas de l'insinuer, seroient moins mes ennemis que ceux de la république. Si la Convention me refuse la confiance dont elle doit m'investir , je prouverai à ma patrie que je n'eus jamais l'ambition de commander ; cette preuve sera ma démission ».

Armée du Rhin.

Lettre du général Custine.

Au quartier-général à Mayence, le 29 décembre 1792, l'an premier de la république.

« Pour suppléer à l'insuffisance de l'extrait de l'exposé présenté par le ministre de la guerre à la Convention nationale , de la relation que j'ai envoyée à ce ministre, le 4 décembre, des évènements arrivés dans la journée du 2, dans Francfort & à Bockenheim ».

« Je vous envoie copie entière de cette relation, désirant que les comptes que je rends ne soient jamais tronqués ».

« Après avoir donné les détails de la marche

des Prussiens, des dispositions pour les repousser, de l'attaque & de la prise de Francfort, il dit : « je me décidai alors à prendre poste (sous les murs de Francfort) pour recevoir une partie de mon avant-garde, aux ordres du colonel Scheglinski, où j'entendois le feu se soutenir. Déjà le troisième bataillon des Volges avoit reçu ordre de se retirer du village de Bockenheim, qu'occupoit cette avant-garde ; mais voulant juger de la force des ennemis, je lui ordonnai de reprendre ce poste ; j'envoyai demander quatre bataillons de grenadiers qui étoient à portée ; je fis venir six pièces d'artillerie à cheval : je plaçai celle du trente-deuxième régiment, de manière à prendre à revers l'attaque des ennemis, si elle se portoit sur notre gauche. En effet, cette colonne m'avoit paru vouloir prendre cette direction ; déboucha, & bientôt servie vivement par l'artillerie, renonça à cette entreprise : alors cette colonne, marchant par sa gauche, vint se présenter à la droite de Bockenheim, pour passer dans la trouée qui se trouve entre ce village & une flaque qui borde le Langwert ; mais l'ayant prise à revers des deux côtés, & par son front, l'artillerie tiroit avec tant de justesse, que chaque boulet se filloient une route ; & comme la colonne étoit prise à revers par les deux flancs, elle renonça à se développer, & se retira ».

« Alors les troupes de la république développées, gardèrent leur poste, jusqu'au moment où j'entendis le feu qui se faisoit à ma gauche, se rapprocher de ma position : c'étoit le colonel Houehard, qui faisoit sa retraite lentement avec son avant-garde ».

« Le général Newinger, à qui une fois l'affaire entamée, j'avois envoyé ordre de se porter sous la

teur, qui est sur la route de Francfort à Mayence, avoit aussi forcé par son artillerie les troupes prussiennes à disparaître de la plaine ».

« Après être resté environ une heure dans cette position sans voir d'ennemi, comme le jour déclinait, que j'étois certain que les Prussiens ne pouvoient plus m'attaquer, je commençai ma retraite, & je la fis de concert avec les troupes que commandoit le général Newinger. Mais comme un paguer qui se trouvoit en avant du village de Rodelheim, sur la rive gauche de la Nidda, présentait des plis de terrain qui formoient des barrières naturelles, je fis placer derrière huit pièces d'artillerie, le bataillon de campagne du troisième régiment d'infanterie, & le deuxième bataillon des Vosges, puis je fis retirer tous les chasseurs à cheval & le flancqueurs qui couvroient cette plaine. Alors parut une colonne d'infanterie formée par demi bataillon. Personne ne paroissant plus, elle avançoit avec confiance : mais prise de front & par le flanc droit & à revers par les batteries qui se démasquèrent, elle ne put tenir long-tems à ce feu fait à 250 toises, & dont tous les coups portoient. Elle s'arrêta, ne montra pas beaucoup de volonté de se former, & bientôt entra dans les jardins du village, & disparut ».

« Les troupes de la république se mirent en bataille en sortant du village de Rodelheim, & restèrent dans cette position jusqu'au soir ; ce n'est qu'à la nuit qu'elles ont rentré dans leur camp, sans que, depuis cette époque, elles aient vu aucune troupe ennemie ».

« Les prussiens, qui devoient attaquer l'armée française immédiatement après la reddition de Francfort, s'arrêtèrent dans leur marche, & retrougraderent même sous les murs de Francfort ».

ou ils passèrent la nuit. J'en ai fait autant sur le terrain qu'ils avoient quitté le matin pour aller au-devant d'eux. A trois heures je me suis mis en marche vers Mayence. J'ai pris une position au village d'Hochheim, d'où je vous écris, sans que depuis cette époque, j'aie vu aucun ennemi. C'est le premier instant que j'ai pu trouver pour vous écrire, ayant été occupé à donner des ordres, faire des reconnoissances, & n'ayant pas dormi deux heures dans vingt-quatre ».

« Je rentre aujourd'hui à Mayence, prenant une position à Cassel, fauxbourg qui couvre le pont du Rhin : entre les ouvrages dont j'entoure ce fauxbourg est un vieux fort qui borde le Rhin : & encore entre les ouvrages de ce fauxbourg, est un cimetière protégé par des redoutes & des batteries que j'ai fait faire dans l'île du Rhin ».

« Cette position couvre parfaitement le pont de Mayence ; j'espère le voir respecter aux prussiens : elle est défendue par une nombreuse artillerie, des abatis, & d'autres petits moyens qui ne leur paroîtront pas divertissans. »

« J'ai infiniment à me louer du courage, de la gaieté & de la tranquillité des troupes : dix-huit mille hommes se sont vus entourés de trente-huit mille avec une sérénité profonde. Les retraites se sont faites comme sur une esplanade en temps de paix ».

« Des troupes nues ont enduré l'intempérie des saisons avec une grande patience ; mais je ne vous dissimulerai pas, citoyen ministre, qu'elles commencent à se plaindre avec force d'être exposées à une gelée rude, sans habits, sans couvertures, sans souliers & sans culottes. Ils m'appellent leur père, & j'en ai les entrailles. Au nom de l'humanité, je vous conjure de les tirer de l'état de cour-

France où ils sont : il gèle très-fort, & ils sont depuis sept nuits au bivouac, sans habits ni aucun vêtement. »

« *Custine* fait ensuite les plus grands éloges de la conduite du général *Biron*, de celle du maréchal - de - camp *Beauharnois* & du colonel *Houchard*, qui, avec deux mille hommes, en a arrêté douze mille pendant une journée entière, & leur a fait des prisonniers, sans avoir eu un seul homme pris. »

« La perte des ennemis a été considérable, & le roi de Prusse s'en plaignoit fortement. Nous avons perdu quelques hommes & quelques chevaux. Je n'ose pas dire combien peu, car on me croit un conteur, & cependant je dis la vérité. »

« Le canonnade des prussiens étoit affreuse; tous les coups portoient à terre, puis ricochoient, & alloient couper les branches au-dessus de nos têtes, tandis que chacun de nos boulets alloit à leur adresse. J'ai vu quelques canonnades dans ma vie, mais pas une où l'on ait tiré avec tant de justesse. Le troisième bataillon des Vosges a renvoyé par sa mousqueterie la cavalerie prussienne. »

« Le duc de *Brunswick*, le roi de *Prusse*, le prince-royal *Kalkreuth*, le landgrave de *Hesse-Cassel*, m'ont fait l'honneur de se réunir devant moi. Ils ont bien voulu rémoigner leur admiration de la conduite des troupes. »

Beurnonville qui s'étoit porté du côté de *Trèves* par les chemins les plus effroyables, a trouvé les autrichiens dans la position la plus avantageuse. Il n'a pas cru devoir commettre au hasard le sang français en attaquant leurs retranchemens. Il a replié son armée du côté de *Metz*.

(157)

Armée des Alpes.

Extrait d'une lettre du général Kellermann au ministre de la guerre, datée du quartier général le 30 décembre, l'an premier de la république.

« Je m'empresse, citoyen ministre, de vous informer que le maréchal de-camp *Pourcin*, commandant à Carouge, vient de me mander que la révolution étoit faite à Genève depuis avant-hier. Il me mande que des mouvemens tumultueux, qui existent dans cette ville, lui font desirer un renfort ».

« Une autre lettre à laquelle je puis croire, dit : la révolution de Genève est finie ; les citoyens de cette république ont chassé le grand & petit conseil, & ils attendent avec impatience le moment où ils nous recevront dans leur ville. Ils ont formé des comités, ils s'organisent & se reposent entièrement sur nous ».

Armée navale.

Lettre du ministre de la marine, au président de la convention nationale.

« Je viens de recevoir un paquet de Naples, du contre-amiral *Latouche*; je n'ai point encore eu le tems de l'ouvrir. Le courier qui l'apporte, est le grenadier *Belleville* ; il fait parfaitement tous les détails : je demande qu'il paroisse à la barre ».

Le citoyen *Belleville* a été admis. « Nous sommes arrivés le 18 devant Naples, a-t-il dit ; on étoit déjà prévenu de notre arrivée, & l'on

(178)

avait fait de grands préparatifs. Le contre-amiral *Latouche* a été mouillé sous fenêtres du roi de Naples, & il m'a envoyé seul avec la lettre suivante :

Lettre du contre-amiral Latouche, au roi de Naples.

« Roi de Naples, je viens au nom de la république française demander réparation de l'insulte faite à ma nation, dans une note signée *Aïon*, par laquelle *Sémorville*, ambassadeur près la porte Ottomane, est outragé de la manière la plus atroce. Je demande à votre majesté si elle avoue ou défavoue cette note. Si, comme je n'en doute pas, elle défavoue un pareil acte de perfidie, je lui demande de le manifester en envoyant un ambassadeur auprès de ma république, & rappelant de Constantinople celui qui a servi d'instrument pour l'outrager. Si votre majesté se refuse à cet acte de justice, je suis chargé de lui déclarer la guerre, qui peut répandre les plus grands maux sur la ville de Naples, avoir de grands dangers pour la personne de votre majesté, & entraîner enfin la ruine de votre majesté ».

Lorsque j'arrivai à Naples, a repris *Belleville*, toute la ville étoit dans les rues : je n'y ai trouvé que des amis. On me crioit : courage, brave François, continuez ; il y a ici 30,000 hommes qui vont appuieront. J'allai chercher le ministre de France à la cour de Naples ; & je dois dire ici qu'aucun citoyen n'a donné plus de preuves de zèle, de courage & de fierté républicaine. Nous arrivâmes chez le ministre *Aïon* ; je lui ai remis, suivant

(1793)

l'usage, la lettre dont j'étois chargé pour le roi : il prit les ordres de son maître, & bientôt je fus moi-même lui remettre la lettre : il me dit qu'on alloit répondre. J'observai que mon général ne m'avoit donné qu'une heure ; au bout d'une demi-heure de conférence entre le roi & la reine, le ministre *Aïon* m'apporta une réponse, dans laquelle on terminoit par proposer une médiation. J'observai alors que je ne pouvois l'accepter que comme projet ; je la portai cependant à mon général, qui rejeta cette médiation, en disant que la nation ne pouvoit attendre la paix que de son courage & de ses forces.

On me remit alors cette autre lettre écrite en italien, & signée *Aïon* :

« Le roi des Deux-Siciles me charge de répondre à votre lettre, M. le commandant, que sa majesté désavoue formellement les démarches faites à la Porte par son ministre : elle déclare n'avoir donné aucun ordre à ce sujet. Elle avoit déjà improuvé cette conduite lorsqu'elle l'a reconnue par les papiers publics, en ordonnant que le sieur *Guillaume*, son ministre à la Porte, fût dispensé de s'occuper de ses affaires royales. »

« Comme sa majesté avoit déjà décidé d'envoyer un autre ministre à la Porte, elle accepte volontiers votre proposition, & elle va donner ordre à son ministre à Londres d'aller remplacer M. *Guillaume*. Sa majesté desire que la république françoise trouve, dans cette conduite de sa part, une preuve de la bonne intelligence & de l'harmonie qu'elle veut toujours entretenir avec elle. »

Le roi, a repris *Balleville*, m'avoit chargé d'engager les officiers à descendre à terre, & de leur dire qu'il desiroit les voir ; mais en vain ré-

publicains , personne n'est descendu , quoique nos marins manquaient de beaucoup de choses.

Un vent défavorable s'opposoit à notre entrée dans le port de Naples ; mais la bonne manœuvre de nos marins a vaincu tous les obstacles , & n'a pas peu contribué à intimider nos ennemis.

A L L E M A G N E.

De Francfort-sur-le-Mein , le 28 décembre.

Le jeune empereur paroïssoit, il y a peu de tems, de s'efforcer qu'il lui fût possible de se retirer sans honte de la guerre dans laquelle il s'étoit imprudemment engagé contre la France. Cependant les préparatifs pour une nouvelle campagne , ou les supplémens pour celle-ci continuoient à se faire ; mais à cette époque il n'étoit pas aussi sûr de l'Angleterre qu'il l'est aujourd'hui. L'accession presque certaine de cette puissance à la coalition , les efforts que va redoubler son principal allié le roi de Prusse , l'espèce de mouvement qu'il est parvenu à imprimer au corps germanique , les promesses du Landgrave de Hesse-Cassel , généralissime des troupes de l'Empire , la confiance assez fondée qu'il a dans ses talens militaires , le chagrin d'avoir perdu les Pays-Bas , l'espoir de les recouvrer , les dispositions du roi de Sardaigne prêt à se mettre à la tête de ses troupes , tout concourt à ranimer ses espérances , & le détermine par conséquent à ne rien négliger de ce qui peut les réaliser.

Il est donc certain que la république françoise se verra forcée de déployer au printemps prochain des moyens de résistance proportionnés à ceux d'attaque ; mais pourquoi la France ne pourroit-elle

pas aujourd'hui , ce qu'elle put sous Louis XIV. ; & des hommes naturellement belliqueux ne se battent-ils pas encore mieux pour eux-mêmes que pour un maître ? D'ailleurs de nouvelles chances paraissent aussi s'ouvrir en faveur de la France. Elle est à peu-près sûre aujourd'hui de la neutralité de l'Espagne , & quelque paradoxal que l'on puisse juger ce que nous allons avancer , elle ne raideroit peut-être pas à l'être même de son assistance , si l'on souscrivoit à la demande , disons mieux , aux intercessions qu'un parent de Louis a le droit de faire , comme nous avons le droit de les rejeter.

En effet le véritable intérêt de l'Espagne est d'éviter le sort du Portugal , asservi à la domination anglaise , dont il est une province , tyrannisée au point que l'Angleterre en tire tous les profits , sans être grevée des frais d'administration. En outre , supposé même qu'elle n'eût pas à craindre cette injustice , il est certain que les rapports commerciaux existans entre la France & l'Espagne , sont bien plus naturels , & par conséquent plus réciproquement utiles , que ceux qu'elle pourroit essayer de former avec la grande Bretagne , ainsi de quelque manière que l'on prononce sur le roi déchus vraisemblablement l'Espagne ne rompra pas avec la république , qui , tranquille de ce côté , pourra porter ailleurs les forces qu'il eût exigées pour sa défense.

La Savoie a sans doute fait un excellent marché lorsqu'elle s'est incorporée avec la France : mais quoique ce pays soit pauvre , la France loin d'y perdre agagné beaucoup en acquérant des concitoyens vertueux & braves qui sauront repousser avec de faibles secours le roi dont l'injuste prédilection pour les piémontois , en avoit fait leurs ilôts : en core une clef de sûreté pour la France.

Si l'Angleterre fait le mal qu'elle peut lui faire, elle n'ignore pas sans doute les coups terribles qu'elle peut en recevoir ; & ceci s'applique également à la Hollande. La marine françoise est encore redoutable, ou peut le devenir promptement.

Restent les bords du Rhin & c'est là que jusques à présent les armes françoises ont fait des progrès & des prodiges, qui même en supposant qu'il fallût en rabâtrer par la fuite, promettent au moins de ne pas se laisser entamer facilement.

Les aperçus généraux, plus étendus que le peu d'espace dont nous pouvons disposer ne le comporte & pas autant qu'ils devroient l'être, ne nous laissent que très-peu de place pour les détails. Nous ne pouvons qu'ajouter en passant que la Porte ottomane va probablement occuper les armes de la Russie, & qu'il ne seroit pas impossible que l'empereur se trouvât engagé lui-même dans cette guerre.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 3 Janvier 1793.

Les bills contre les étrangers & la circulation des assignats, dirigés particulièrement contre les François, ont passé dans le parlement où le ministère gagne de jour en jour des prosélytes.

— La liberté de la presse n'est plus qu'un mot vuide de sens, car son content d'empêcher la publication des libelles séditieux ou de les poursuivre devant les tribunaux, on sévit également contre tout ce qui porte l'empreinte de l'amour de la liberté. En un mot, le gouvernement a

pris un des caractères de la tyrannie, il est devenu sombre & soupçonneux.

Lord Grenville, dit-on, fait une réponse désobligeante relativement aux vaisseaux chargés de grains pour la France, & l'on assure que l'ambassadeur de cette République n'ayant pas obtenu de réponse, ou du moins telle qu'il la souhaitoit à la note suivante, repart pour la France.

Copie de la note envoyée par le citoyen Chauvelin à lord Grenville, le 27 décembre 1792, l'an premier de la république.

Le soussigné ministre plénipotentiaire de France à l'honneur de faire part à lord Grenville des instructions qu'il a reçues du conseil exécutif de la République française, avec ordre de les mettre sous les yeux du secrétaire d'état au département des affaires étrangères de sa majesté britannique, dans le cas où il croiroit ne pouvoir pas obtenir assez promptement une entrevue avec ce ministre.

Le gouvernement français, en continuant depuis l'époque du rappel de lord Gower de Paris, de laisser son ministre plénipotentiaire, à cru donner à sa majesté britannique une preuve non équivoque du désir qu'il avoit de continuer à vivre en bonne intelligence avec elle, & de voir se dissiper tous les nuages que des événemens nécessaires & inhérens au régime intérieur de la France, paroissent alors avoir fait naître. Les intentions du conseil exécutif de France, à l'égard de l'Angleterre, n'ont cessé d'être les mêmes; mais il n'a pu voir, avec indifférence, la conduite publique que le ministère britannique tient actuelle-

ment envers la France. C'est à regret qu'il a reconnu dans cette conduite le caractère d'une malveillance à laquelle il s'efforce encore de ne pas croire. Il a senti cependant qu'il devoit à la nation française, de ne la pas laisser plus long-tems dans l'état d'incertitude où la jettent plusieurs mesures adoptées récemment par le gouvernement britannique, incertitude qui doit être partagée par la nation anglaise, & également indigne de toutes deux.

En conséquence, le conseil exécutif de la république française a autorisé le ministre de France à Londres, à demander, avec franchise, aux ministres de sa majesté britannique, si la France doit regarder l'Angleterre comme une puissance neutre ou ennemie, & l'a chargé spécialement d'obtenir, à cet égard, une réponse définitive.

Mais, en demandant aux ministres de sa majesté Britannique une explication franche & loyale sur ses intentions à l'égard de la France; le conseil exécutif n'a pas voulu qu'il leur restât le moindre doute sur les dispositions de la France à l'égard de l'Angleterre, & sur son desir de rester en paix avec elle. Il a voulu même répondre d'avance à tous les reproches qu'on pourroit être tenté de lui faire, pour justifier l'Angleterre. En réfléchissant aux raisons qui pourroient déterminer sa majesté Britannique à rompre avec la république française, le conseil exécutif n'a pu les voir que dans une fausse interprétation, donnée peut-être au décret de la convention nationale du 19 novembre. Si l'on s'alarme de bonne foi sur ce décret, ce ne peut être que faute d'en comprendre le véritable sens. Jamais la convention nationale n'a entendu que la république française favoriseroit des émeutes, épouseroit la querelle

de quelques séditieux ; en un mot , qu'elle cher-
 cherait à exciter le trouble dans quelque pays
 neutre ou ami que ce puisse être. Cette idée
 serait repoussée par tous les français. On ne peut
 la supposer à la convention nationale sans lui
 faire injure. Ce décret n'est donc applicable qu'aux
 peuples qui , après avoir conquis leur liberté ,
 appelleraient la fraternité , l'assistance de la
 république française , par l'expression solennelle
 & non équivoque de la volonté générale.

Non-seulement la France doit & veut respecter
 l'indépendance de l'Angleterre , mais encore celle
 de ses alliés , avec lesquels elle n'est point en guerre.
 Le soussigné a donc été chargé de déclarer formel-
 lement , qu'elle n'attaquera pas la Hollande ,
 tant que cette puissance se renfermera de son côté
 envers elle dans les bornes d'une exacte neutralité.
 Le gouvernement Britannique , ainsi rassuré sur
 ces deux points , il ne resteroit donc plus de pré-
 texte à la moindre difficulté , que sur la ques-
 tion de l'ouverture de l'Escaut , question déci-
 dée irrévocablement par la raison & la justice ,
 de peu d'importance en elle-même , & sur laquelle
 l'opinion de l'Angleterre , & peut-être même de la
 Hollande , sont assez connues , pour qu'il soit
 difficile d'en faire sérieusement l'unique sujet d'une
 guerre. Si pourtant le ministère britannique saisit
 soit ce dernier motif pour faire déclarer la guerre
 à la France , ne seroit-il pas probable alors que
 son intention secrète auroit été d'amener une rup-
 ture à tout prix , & qu'il profiteroit aujourd'hui
 du plus vain de tous les prétextes pour colorer une
 agression injuste & méditée depuis long-tems.

Dans cette funeste supposition , que rejette le
 conseil exécutif , le soussigné seroit autorisé à sou-
 tenir énergiquement la dignité du peuple français.

& à déclarer, avec fermeté, que ce peuple libre & puissant, accepteroit la guerre & repousserait avec indignation une agression aussi manifestement injuste & aussi peu provoquée de sa part. Lorsque toutes les explications, propres à démontrer la pureté des intentions de la France ; lorsque tous les moyens paisibles & conciliatoires auroient été épuisés par elle, il est évident que tout le poids, toute la responsabilité de la guerre retomberoient tôt ou tard sur ceux qui l'auroient provoquée. Ce ne seroit réellement qu'une guerre du seul ministère contre la république française, & si cette vérité pouvoit paroître un moment douteuse, il ne seroit peut-être pas impossible à la France d'en convaincre bien-tôt une nation qui, en donnant sa confiance, n'a jamais renoncé à l'exercice de sa raison, à son respect pour la vérité & pour la justice. Telles sont les instructions que le Soussigné a reçu ordre de communiquer officiellement à lord Grenville, en l'invitant, ainsi que tout le conseil de sa majesté britannique, à peser avec la plus sérieuse attention les délibérations, les demandes qu'elles renferment. Il est évident que la nation française desire de conserver la paix avec l'Angleterre ; elle le prouve en se prêtant avec franchise & loyauté à dissiper tous les soupçons que tant de passions & de préjugés divers travail'ent sans cesse à élever contre elle ; mais plus elle aura fait pour convaincre l'Europe entière de la pureté de ses vues, de la droiture de ses intentions, plus elle aura droit de prétendre à n'être pas plus long-temps mécon-

Le Soussigné a ordre de demander une réponse par écrit à la note présente : il espère que les ministres de sa majesté britannique seront ramenéés par des explications qu'elle renferme, à des idées

(167)

favorables au rapprochement des deux pays , & n'auront pas besoin pour y revenir , d'envisager la responsabilité terrible d'une déclaration de guerre qui seroit incontestablement leur ouvrage , dont les suites ne seroient que funestes aux deux pays & à l'humanité toute entière , & dans laquelle un peuple généreux & libre ne pourroit consentir longtemps à trahir ses propres intérêts , en servant d'auxiliaire & de renfort à une coalition tyrannique.

Portsmouth, le 28 décembre.

Le *Phaéton* de 38 , une des plus grandes frégates de la marine angloise , a été mis en commission.

Les ordres sont arrivés aussi , dans ce port , d'équiper avec toute la diligence possible les vaisseaux suivans :

Le *Queen Charlotte* de 110 , le *Britannia* de 110 (le commodore Hotham doit hisser son pavillon à bord de la *Britannia*) , Le *Courageux* de 74 , & le *Sceptre* de 64.

La frégate la *Circé* , a mis à la voile pour une croisière ; le sloop , le *Prince-of-Walles* , pour le Havre de Grace , & le *César* pour Londres.

Le *Prince-of-Walles* , qu'on construit dans ce port , pourra être lancé dans un mois. On s'attend que le duc de *Clarence* , par égard pour son frère , y arborera son pavillon.

Le 24 , sir *Hyde Parker* a hissé sa corvette à bord du *Duke* de 98. — Les ouvriers travaillent souvent toute la journée , ce qui n'a pas eu d'exemple dans les plus forts armemens. Ils travaillent , soit à flot , soit dans les bassins même , pendant le tems de leur dîner.

Les vaisseaux envoyés *ad hoc*, apportent sans cesse des volontaires.

On arme à Chatam en toute diligence le *Suffren* & le *Léviathan* de 74 canons, & les frégates de 3, l'*Aigle*, la *Cléopâtre*, l'*Aimable*, le *Tartare* & le *Succès*..... L'ardeur des ouvriers est infatigable.

Dans tous les ports on radoubé, on arme, on construit.

La guerre est regardée ici comme inévitable.

La frégate du roi, l'*Andromeda*, capitaine *Saunders*, est rentrée à Plymouth de sa croisière devant Brest. Elle rapporte que les françois ont, dans la rade de cette ville, une flotte de 9 vaisseaux de ligne tout prêts, sans compter les frégates & les cutters.

Le *Drutt* & le *Rangu*, sont sortis du même port pour aller prendre leur croisière devant Brest.

La *Syren*, de 32, est sorti du port, pour se rendre aux Dunes dès que le temps le permettra.

Le *Culloden*, de 74, a été mis en commission.

On a mis dans le bassin, à Plymouth, le *Childers*, pour le radoubé.

On y prépare avec beaucoup de célérité, les vaisseaux destinés à entrer en armement, tels que le *Boyne* et le *Windsor-Castle*, de 98, l'*Egmont* & le *Culloden*, de 74.

On y a reçu des ordres pour armer à la hâte le *Nautilus*, de 16 canons, & tenir prête à l'armement l'*Allarme*, de 32, qui soit d'un radoub complet.

Un quartier-maître a été chassé, pour avoir donné connoissance aux ouvriers des ouvrages de *Thomas Payne*.

COURS DES EFFETS PUBLICS. Janvier. 1793.

Effets Nat.	Lundi 31.	Mardi 1.	Merc. 2.	Jeu. 3.	Vend. 4.	Sam. 5.	CHANGES du 2.
ACTIONS.....	1890 85.	.....	1855.50.	1825.35.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
De 17 ^{es}	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
Emprunt Oct.	412.	.....	412.	410.	Hann. 330.33.
14. Decembre 82	P.	.....	3 $\frac{1}{2}$ P.	.....	Mad. 26. 15.
Lot. d'Avril.	Liv. 175.
Lot. d'Octobre	Jen. 166.
Emprunt 12,5 m ^l	4.4 $\frac{1}{2}$ P.	.....	5.5 $\frac{1}{2}$ 6.	7.7 $\frac{1}{2}$ 8.8.	Lyon. P.
1. 20 millions.	8.	11.10P.	CHANGES du 5.
ans Bulletin.	8.	.....	64.	.....	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
Bulletin.....	64.	.....	.....	.....	Lond. 16.
Emprunt 110 m ^l	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 16.
1000000.	Hann. 338.
1000000.	Mad. 27. 0.
1000000.	Cadix 26. 15.
1000000.	Liv. 178.
1000000.	Gén. 168.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 2.
1000000.	Amst. 31 $\frac{1}{2}$ $\frac{1}{2}$.
1000000.	Lond. 168 $\frac{1}{4}$.
1000000.	Hann. 330.33.
1000000.	Mad. 26. 15.
1000000.	Liv. 175.
1000000.	Jen. 166.
1000000.	Lyon. P.
1000000.	CHANGES du 5.
1000000.	Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
1000000.				

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

ON observe que les Réducteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. DEUX, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets ; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. DEUX des effets sur Paris, pour acquit de leur abonnement, voudront bien les faire timbrer, faute de quoi ils ne seront pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de vingt-cinq liv. franc de port. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On l'ouvrira à l'hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur DEUX, Directeur de ce Journal. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N^o 7.)

*S A M E D I 16 Février 1793 ,
l'an 2 de la République.*

M E R C U R E
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE L'EUROPE,
dit DE GENÈVE,
PAR UNE SOCIÉTÉ
DE PATRIOTES.

*Le prix de l'Abonnement est de 25 livres
franc de port par tout le Royaume.*

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

FÉVRIER a 28 jours & la Lune 30. Du 1 au 28, les jours croissent, matin & soir, de 45'.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. de LUNE.	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au Midi vrai.		
				H.	M.	S.
1 vend.	Ignace, Evêque & Mart.	22		0	14	8
2 sam.	PURIFICATION.	23		0	14	14
3 D.	Sexagésime.	24		0	14	20
4 lundi.	Philas.	25	C. D. Q.	0	14	25
5 mardi.	Ste. Agathe, Vierge & M.	26	le 4, à 3	0	14	30
6 merc.	Vas, Evêque.	27	h. 47 m.	0	14	33
7 jeudi.	Romuald.	28	du mat.	0	14	36
8 vend.	Jean de Martha.	29		0	14	38
9 sam.	Ste Appolline, Vierge.	30		0	14	39
10 D.	Quinquagésime.	31		0	14	39
11 lundi.	Severin, Abbé.	1	N. L.	0	14	39
12 mardi.	Melece, Evêque.	2	le 10, à 7	0	14	38
13 merc.	Les Cendres.	3	h. 57 m.	0	14	36
14 jeudi.	Valentin.	4	du soir.	0	14	33
15 vend.	Les cinq Plaies de N. S.	5		0	14	30
16 sam.	Ste Julienne, Vierge.	6		0	14	28
17 D.	Quaragésime.	7	P. Q.	0	14	21
18 lundi.	Siméon, Evêque.	8	le 17, à 6	0	14	15
19 mardi.	Moyse, Prêtre.	9	h. 9 m.	0	14	9
20 merc.	Quatre-Temps.	10	du soir.	0	14	2
21 jeudi.	Elavien.	11		0	13	55
22 vend.	Chaire S. Pierre.	12		0	13	46
23 sam.	Damien.	13		0	13	37
24 D.	Reminiscence.	14	P. L.	0	13	28
25 lundi.	Mathias, Apôtre.	15	le 1, à 10	0	13	18
26 mardi.	Porphyre.	16	h. 4 m.	0	13	7
27 merc.	Ste. Honofine.	17	du soir.	0	12	56
28 jeudi.	Romain, Abbé.	18		0	12	44

EFACTE X V 2-1.

JOURNAL HISTORIQUE ET POLITIQUE

L'an 2^e. de la République Française.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein, le 3 Février.

LES cours coalisées de Vienne & de Berlin se sont encore fortifiées depuis peu de l'accession de celle de Londres. On sait positivement aujourd'hui, quel le 6 du mois dernier, la Grande-Bretagne a conclu avec l'Autriche une alliance offensive & défensive, assez semblable à celle qu'on connoît sous le nom de traité de Pilnitz. Ainsi la liberté va compter pour ennemis toutes les puissances prépondérantes de l'Europe, sous les étendards desquelles s'empresseront de combattre contre cette même liberté les états du second, du

N^o. 7. 16 Février 1793. G

troisième & du quatrième ordre, qui la redoutent autant que ceux du premier. La République françoise va donc être seule contre tous, si pourtant c'est être seul que d'avoir les vœux secrets des peuples dont les plus voisins d'elle se sont empressés de s'y réunir. D'ailleurs, & nous avons l'histoire pour garant de ce que nous allons avancer, la France soutint vers la fin du siècle dernier, les efforts réunis de la majeure partie de l'Europe : il est probable que sa population & ses ressources s'étant augmentées, elle pourra encore aujourd'hui ce qu'elle put alors. Au reste, c'est ce qui sera décidé dans le cours de cette année, car il est plus que douteux que les puissances liguées, dont les ressources sont inférieures, puissent pousser plus loin cette guerre. Il leur faut des succès marqués dès les premiers pas. La France, comme toutes les Républiques, qui ne sont jamais plus grandes, plus redoutables, que dans les dangers pressans, où se développe toute l'énergie de caractère propre à des hommes libres, peut se relever de ses défaites, au cas qu'elle ait le malheur d'en essuyer, tandis que le découragement, produit par les revers, ne manqueroit pas d'atterrer des soldats qui ont à rougir de la cause qu'ils soutiennent, & ne la défendent qu'avec répugnance.

Le duc *Ernest de Brunswick*, celui-là même qui s'avança l'année dernière imprudemment dans la Champagne, est dangereusement malade, dans cette ville, d'une fièvre bilieuse. Il s'est au point qu'un courrier est allé chercher, en diligence, M. *Sommes*, son médecin. Il n'est pas sûr qu'il reprenne le commandement des armées Prussiennes. Quelques personnes prétendent que ce sera son frère *Frédéric*.

Au reste, les préparatifs se poussent avec une extrême activité pour cette guerre, qui recommence a dans les premiers jours de Mars au plus tard. Le prince *Henri* n'en augure pas bien pour la Prusse; il n'y voit rien à gagner & beaucoup à perdre. C'est ce que l'expérience a déjà prouvé, car on a passé des marches très-ruineux.

On mande de *Hann* que des régimens Prussiens se rendent successivement dans ses environs; dans le nombre est celui des Gardes, qui ne marchent guères que dans les dangers extrêmes, & paraissent fort mécontents d'être employés. Il n'en est pas de même des hussards de *Golz*, qui furent de l'expédition de *Hollande*, & que l'espérance de piller, comme ils le firent alors, excite puissamment.

La garnison Prussienne de *Coblenz*, que l'on a cru devoir porter à 6700 hommes, vu l'importance de cette place, en emploie journellement 1200 aux travaux des fortifications. Aussi compte-t-on que la forteresse sera dans le meilleur état de défense sous six semaines au plus tard.

Voici la position de différents corps d'armées Autrichiens & Prussiens qui, depuis *Clèves* jusqu'à *Deux-Ponts*, forment une espèce de cordon que l'armée combinée de Prusse & d'Autriche ap-

par de là. Il est dirigé de manière à couper ou du moins à rendre assez difficile la communication entre les armées Françaises de *Custines*, du Nord-Est & de la Belgique. On dit que le général *Clairfayt* occupé Cologne, le général *Beaulieu* se tiendra dans le Luxembourg, & le prince *Hohenlohe* couvrira Trèves. Ce développement de troupes s'évalue à 100 mille hommes. On porte à 60 mille, les Impériales, Prussiennes, Autrichiennes & Hessoises qui rinceront Mayence. Le total sera, dit-on, de 200 mille, en y comprenant tous les contingens, toutes les colonnes en marche.

Après le nombre connu des ennemis de la république en Allemagne, ce qui intéresse le plus à savoir, c'est leur plan d'opérations. Voici celui qui paroît concerté :

L'armée du Bas-Rhin, & non celle du général *Clairfayt*, comme on l'avoit dit d'abord, passera la Meuse sur le territoire Hollandois. L'armée de *Clairfayt* renforcée se portera contre les Français pour les repousser au-delà de ce fleuve ; on se flatte d'y réussir par la crainte qu'ils auront que l'armée du Bas-Rhin ne les coupe, on n'espère pas moins que le prince de *Brunswick*, s'étendant par la Hollande, pourra contribuer à les tenir en échec. Une autre partie du plan est, à ce qu'on assure avec assez de vraisemblance, d'occuper toutes les frontières de la Hollande jusqu'à Anvers, en même temps que le général *Beaulieu* s'avancera jusqu'à Mâons par les Ardennes, appuiera l'attaque des Français par le flanc & les forçera, & essaiera même de les envelopper, tandis que le prince *Hohenlohe* débouchera une partie de leurs forces, en se portant sur Metz ou sur Thionville, si bien défendue l'année dernière par

le brave & habile *Wimpfen*, que *Custins* a choisi pour faire dans Mayence ce qu'il fera dans toute place où il commandera, c'est-à-dire, de la garder.

ESPAGNE.

De Madrid, le 24 Janvier.

L'Espagne, avec qui le pacte de famille ne pouvoit plus subsister, il est vrai, mais que l'alliance de la République Française, ayant toujours lieu sous un autre nom, auroit continué de faire respecter de ses ennemis; l'Espagne qui fut trop heureuse de trouver le secours de la France lors que l'Angleterre, sous le prétexte frivole de l'affaire de *Nootka Sound*, vouloit réellement lui enlever le Mexique, perte que lui sauva seul l'armement de quarante-cinq vaisseaux décrété dans le tems par l'Assemblée constituante, à qui elle dut, à cet égard, plus de reconnaissance qu'au roi, parce que l'Assemblée représentante du peuple pouvoit plus que le roi, & fit tout ce qu'elle pouvoit; l'Espagne, ou pour mieux dire le cabinet de ce royaume, se montre aujourd'hui d'une ingratitude extrême envers une nation dont il éprouva la générosité.

Cette conduite apprend à la France qu'elle ne doit désormais compter que sur les traités qu'elle fera directement avec les peuples;

rar, enfin, les rapports qui existoient entre les deux cours anéantis, par l'anéantissement d'une de ces cours, n'empêchent pas que ceux qui existoient entre les deux nations, ne subsistent encore. Les besoins réciproques sont toujours les mêmes ; les secours pourroient l'être ; ils ne tenoient, & ne tiennent pas plus, au château de Versailles qu'à celui d'Aranjuez. Les deux rois étoient parens, à la bonne heure : mais les individus des deux nations ne le sont-ils pas, & des frères ne doivent-ils pas devenir amis, tant il est vrai que dans cette affaire, comme dans toutes les autres, les rois rapportent tout à eux, quoiqu'ils dussent rapporter tout au peuple, à qui tout appartient, & pour qui tout doit se faire.

Voilà pourtant des hommes faits pour s'aimer, parce qu'ils sont hommes ; pour s'estimer parce qu'ils ont toutes les qualités estimables que comporte leur climat, pour s'entraider parce qu'ils sont voisins, que le sentiment particulier du premier honnête homme public, d'un des deux peuples, aura brouillé, & les maîtres s'entrégorgeront parce qu'un des hommes d'affaires a perdu son parent.

Assurément nous ne prétendons pas affaiblir le respect que chaque individu d'une nation doit au roi dans une constitution monarchique, respect aussi sacré que celui que le roi doit lui-même à la nation ; re-

peut garantir de la part du prince & des peuples de l'observation des loix, respect dont il est aussi juste qu'important dans cette forme de gouvernement d'entourer le premier fonctionnaire public, puisque tous les individus lui en doivent, tandis qu'il n'en doit, lui, qu'à la collection d'individus qui, rassemblés, sont bien le souverain, mais, pris séparément, n'en sont qu'une fraction si petite, qu'elle est insensible. Nous nous garderons aussi d'insulter à la douleur de Charles IV : la mort de Louis XVI a dû l'affliger, le sang a dû parler ; & puisque les rois sont des hommes, il est naturel qu'un Bourbon pleure un Bourbon, plus encore s'il le croit coupable que s'il le juge innocent. Mais ce devoir rempli, & peut-être même avant qu'il le soit, il en existe un autre, le plus pressant de tous pour le prince, c'est de veiller aux intérêts du peuple, soit qu'il en ait été chargé par le peuple lui-même, & qu'il lui ait promis directement ; soit qu'arrivé au trône par le consentement tacite de la nation, par l'ordre de succession qui n'est pas, à beaucoup près, la même chose qu'un droit d'héritage, il n'ait promis qu'à Dieu de s'acquitter de ce devoir : or, dans tous les cas, l'être suprême est trop juste ; une nation n'est pas assez ennemie d'elle-même pour permettre qu'un seul homme sacrifie le bon-

152
heur de tous à son mécontentement particulier.

Si Louis fût mort de maladie, d'accident à la guerre, ou de vieillesse, en seroit-il donc moins mort pour Charles IV & les espagnols devroient-ils en souffrir? Eh bien! la chose est précisément la même pour la nation; à la tête de laquelle il se trouve placé. La douleur l'affecte-t-elle trop pour lui laisser la liberté de tête nécessaire à ses fonctions? Il n'a qu'à les quitter: car la providence ne l'a pas créé & mis au monde, l'Espagne ne l'a pas porté ou laissé arriver au trône, pour être d'abord le parent de Louis XVI, & ensuite le pouvoir exécutif d'une grande nation; mais bien pour être avant tout, à toutes les heures du jour, en particulier comme en public, ce pouvoir exécutif, & pour être ensuite dans les courts momens de repos que lui laissent ses importantes & nombreuses fonctions, dans le silence de la vie privée, le parent de Louis XVI: ainsi la volonté de la providence bien indiquée, celle de l'Espagne bien consultée, seroit sûrement que les deux nations continuassent à vivre en bonne intelligence.

Les théologiens de Salamanque, & les membres du conseil de Castille, combattront peut-être des vérités & cet avis. Mais les vaines arguties d'une école n'ont assurément pas le privilège de chan-

leffra
démor
la chr
tendr
gène
ne de
p

l'essence des choses au point qu'une vérité, démontrée devienne une erreur, & toute la diplomatie du cabinet de Madrid n'en fera pas la guerre prochaine de l'Espagne contre la France, plus juste en elle-même, si on la considère comme faite de nation à nation, & non de roi à peuple : elle ne la rendra pas sur-tout moins désastreuse pour l'Espagne.

L'irrésolution de la cour est toujours la même, & malgré ses protestations de neutralité, elle continue ; elle presse même ses armemens. Tour porce même à croire qu'elle attend, pour se déterminer, la décision de la Convention sur le sort de Louis. Le roi n'a pas dissimulé son mécontentement de ce que l'Assemblée avoit paru dédaigner la lettre du chevalier d'Osariz. Il a nommé les commandans des cinq vaisseaux qui sont à Cadix ; & l'on a vu passer le 21, par Madrid, deux cens ingénieurs de Séville, ainsi qu'un régiment d'infanterie. Le jeune duc d'Alcalá montre un peu trop la prétention ordinaire & si déplacée de son âge. Il ne seroit pas fâché que l'on crût qu'il fait tout avec le roi sans conseil, en un mot qu'ils gouvernent à eux deux la monarchie Espagnole. Cependant il auroit bien besoin des sages avis du comte d'Aranda, le seul du conseil qui ait suivi la cour dans le voyage d'Aranjuez. Ce sera là, qu'il faudra pourtant prendre un parti ; car le citoyen Bourgoing ne veut plus être amusé. Cet envoyé de la République presse vivement le nouveau ministre, & demande une réponse ; il l'aura sous huit jours au plus tard, du moins à ce que l'on dit généralement.

(154)

ralement ici, & l'on est presque sûr qu'elle sera pour la guerre.

Il paroît que tout le monde ne l'approuve pas ici, car quand on veut la fin, on veut les moyens; & le conseil de Castille vient de protester contre un emprunt de 6,000,000 de florins, fait en Hollande, pour la couronne, par M. Gardoqui, ministre des finances. L'usage constant vouloit que les emprunts fussent enregistrés à ce conseil, qui ne s'y étoit jamais opposé depuis le règne des Bourbons. Un conseiller Catalan a ouvert l'avis de rejeter cet emprunt, qu'il est bien étonnant que le professeur du Mexique & du Pérou soit obligé de faire. Il l'a soutenu avec la chaleur & la liberté propres à sa province, & a fini par entraîner les voix de tous ses collègues.

On dit le roi très-mécontent de cette audace inouïe, qui pourroit en effet en amener d'autres.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 8 Février 1793.

Le 28 janvier il a été lu, dans les deux chambres, un message du Roi pour l'augmentation des forces de terre & de mer, afin de se mettre en état de s'opposer aux *vues ambitieuses de la France*. Ce sont les propres expressions du ministère Britannique. On a fixé le 31 janvier pour le prendre en considération. Dans les deux chambres, la France a été vive ment attaquée. Lord Stormont & M. Pitt ont déclamé contre elle; mais à cette stance & dans les suivantes, les lords Lauderdale, Derby, & plusieurs autres, ainsi que MM.

Wycombe & Fox ont défendu la philosophie & la liberté avec tout le courage de la véritable éloquence.

Le 30 on a célébré, suivant l'usage, la commémoration du martyre de *Charles I*, par deux sermons prêchés devant les deux chambres, dans leurs chapelles respectives, qui se sont trouvées pleines, tous les chefs du parti ministériel n'ayant pas manqué de s'y rendre avec leurs cliens. Les orateurs sacrés ont fait, comme les profanes, beaucoup d'allusions aux évènements de France.

Hier 31, il fut question dans les deux chambres de discuter le message royal, & la communication des papiers officiels sur les affaires de France. *M. Pitt* annonça qu'il feroit lundi la motion de porter le nombre extraordinaire des matelots à 20 milles, au-delà des 25 milles déjà votés, ce qui donneroit une augmentation de 45 mille & au-dessus de l'état de paix.

Il ne sera pas aisé de compléter ce nombre, s'il faut en croire une lettre du 5 février, qui se plaint en général de la folie & des vexations du ministère, après avoir dit qu'il chasse arbitrairement, en vertu du bill de police sur les étrangers, dont on trouvera ici la fin, tous ceux qui lui déplaisent, François voyageurs, François anciennement établis & autres; elle ajoute qu'il est faux que les matelots s'enrôlent en foule, comme on le publie; qu'il n'y a d'armés que 24 vaisseaux de ligne, lesquels encore n'ont pas tout-à-fait leur complément d'hommes; que l'on compte sur ceux que pourront fournir un grand nombre de bâtimens des îles, des Indes & de la Méditerranée, qu'il est possible aux François d'intercepter en se hâtant; & que la presse, à laquelle il faudra bien en venir, ne réussira pas. On donne actuellement

dir la même lettre , 11 liv. sterling (près de 500 liv. de France , au cours actuel du change) de gratification à chaque matelot pour qu'il s'enrôle , tant s'en faut qu'on n'en donnoit ci-devant que 3 , & cela ne suffit pas pour les attirer. Le fait est , qu'il est impossible d'armer une flotte considérable sans prendre beaucoup de *Land smen* , ou hommes de terre , que la presse seule peut forcer.

Nous apprenons en ce moment que l'adresse au roi vient d'être votée dans la chambre des communes qui a aussi voté le 4 les vingt mille matelots & soldats d'augmentation. Cette séance , du premier février , a été une des plus mémorables & des plus importantes qu'il y ait encore eu peut-être depuis la révolution de 1688.

A la nouvelle de l'embargo , mis en France , sur les vaisseaux anglois , le ministre a expédié des courriers dans tous les ports pour mettre aussi un embargo sur tous les vaisseaux françois. La guerre est donc certaine.

Suivant un état de la marine Anglaise , comprenant la liste de tous les vaisseaux actuellement en commission dans tous les ports , il y a deux vaisseaux de 100 canons , six de 98 , vingt & un de 74 , trois de 64 , trois de 50 , deux frégates de 40 canons , cinq de 38 , dix de 36 , quinze de 32 , six de 28 , & cinq de 24. Total , 32 vaisseaux de ligne , trois vaisseaux de 50 canons , quarante-trois frégates & sloops de guerre.

Suite & fin du Bill relatif aux Etrangers :

Tout juge de paix , maire ou principal magistrat , pourra sommer tout maître de maison , située dans l'étendue de sa juridiction , par un écrit signé de sa main , & laissé chez ledit maître

de maison, de lui rendre compte, par un écrit signé, dans un temps fixé par la susdite sommation, du nom, qualité & occupation, de tout étranger qu'il a chez lui, autant qu'il a pu le savoir, ainsi que depuis combien de temps il y loge, & s'il n'en a point, il le certifiera aussi; & dans le cas où il négligeroit ou refuseroit de faire ledit rapport, ou en donneroit un faux, il sera condamné, après conviction, à 50 liv. sterl. d'amende, par chaque locataire ou pensionnaire, s'il en a, lors de la signification de ladite sommation; & s'il n'en a pas, l'amende sera de 5 liv. sterl., lesquelles amendes seront partagées, moitié aux dénonciateurs & moitié aux pauvres de la paroisse où est située ladite maison.

Tout officier de la douane, magistrat ou juge de paix, fera parvenir le plutôt possible, à un des principaux secrétaires d'état de S. M., copies de toutes les déclarations qui leur auront été faites, ainsi que des passeports & certificats qu'ils auront délivrés, en vertu du susdit acte, en ayant l'attention de les tenir aussi secrets que faire se pourra.

Cependant dans tous les cas où un magistrat fera mettre en prison un étranger, sans en accepter gage ou caution, comme il est dit ci-dessus, il sera permis à tout juge des différens tribunaux compétens, qui croira que ledit étranger n'est pas dans un des cas mentionnés dans ledit acte, d'élargir ledit étranger sous gage & caution; qu'il se présentera pour répondre aux différentes charges portées contre lui.

Lesdits magistrats pourront aussi accepter la caution d'un étranger, sur un ordre exprès d'un

des principaux secrétaires d'Etat de S. M. dans lequel sera spécifiée l'espèce de caution.

Tous les étrangers qui seront arrivés dans ce royaume depuis le premier janvier 1792, rendront un compte exact & vrai au magistrat le plus voisin, s'ils se trouvent dans la juridiction de Londres & de Westminster, ou des paroisses de Mary-la-Bonne, de Paddington, St. Pancras & St. Luc à Chelsea, le 10 janvier 1793; ou s'ils sont hors desdites cités & paroisses, dans les 10 jours après ledit 10 janvier 1793, & tout étranger qui arrivera après ledit 10 janvier 1793, dix jours après son arrivée; de toute arme blanche, arme à feu, poudre & munition, qu'ils auront en leur possession ou en dépôt chez un autre, & qui seront à son usage & disposition. Et trois jours après ledit compte rendu, ils livreront audit magistrat lesdites armes, poudre & munition, à moins qu'ils aient obtenu la permission expresse de les garder, scellée & signée d'un des principaux secrétaires d'Etat de Sa Majesté, & il est défendu à tout étranger d'acheter, après avoir rendu le compte ci-dessus, & de garder en sa possession, ou en dépôt chez un autre, étant à son usage & disposition, aucune arme à feu, poudre & munition quelconque, à moins d'être nanti de la permission ci-dessus mentionnée; & tout étranger qui négligera volontairement de rendre ce compte, ou qui en rendra un faux, ou qui négligera & refusera volontairement de remettre lesdites armes, poudre & munition, ou qui changera ou contrefera, fera changer ou contrefaire, ou présentera une permission qui aura changée, contrefaite ou fautive, ou qui achètera, fera acheter ou gardera en sa possession armes, poudre & munitions quelconques, se

après cette conviction, renvoyé hors du royaume ; & si, sans cause légitime, il s'y trouve après le temps fixé par le jugement, il sera transporté pour la vie.

Et tous les susdits magistrats pourront de temps en temps exiger que les étrangers, qui seront arrivés dans ce royaume, depuis le premier janvier 1792, ou qui arriveront pendant tout le temps que cet acte sera en vigueur, qui se trouveront ou passeront dans l'étendue de leur juridiction, leur livrent toutes leurs armes & munitions quelconques, qui sont en leur possession, ou en celle des autres, à leur usage & disposition, & s'ils refusent sans y être autorisés par une permission, ou s'ils cachent lesdites armes & munitions ci-dessus mentionnées, ils seront condamnés, après conviction, à sortir du royaume, & s'ils s'y trouvent après le temps fixé par ladite sentence, ils seront transportés pour la vie.

Les secrétaires d'état de S. M., & tous les susdits magistrats, pourront ordonner par un écrit scellé & signé de leur main, la visite, pendant le jour, sous l'inspection d'un juge de paix, de toute maison louée ou occupée par un étranger, s'il n'est pas marchand étranger, ou s'il a demeuré dans ce royaume pendant deux ans consécutifs, avant le premier janvier 1790, & de toute maison où il y a des locataires & pensionnaires étrangers, pour y faire la recherche de toute espèce d'armes ou munitions, & de s'en emparer, à moins qu'ils ne soient munis de la permission sus-mentionnée.

Les susdits secrétaires d'état de S. M., & magistrats, pourront sommer, par un avertissement par écrit, scellé & signé de leur main, laissé chez lui, tout maître de maison, de lui rendre compte, par écrit, dans un temps fixé par ledit avertissement ;

de toute espèce d'armes & munitions qui peuvent être dans sa maison à l'usage & disposition d'un étranger, ou de lui certifier de la même manière, qu'aucun de ces articles ne s'y trouve, selon le cas. Tout maître de maison qui négligera ou refusera de rendre ledit compte, ou qui, volontairement, en donnera un faux, ou qui semblera fausement n'avoir aucun des articles ci-dessus, paiera 100 liv. sterl., & s'il néglige ou refuse de donner le ledit certificat, quand même il n'aurait aucun des articles ci-dessus, paiera 3 liv. sterl., dont moitié pour les dénonciateurs, & moitié pour les pauvres de la paroisse, où est située ladite maison.

Suite & fin de l'adresse au peuple Belge.

1°. La joyeuse entrée primitive & les chartres, parce qu'elle renferme ce droit inhérent, aussi antique & connu que le monde; le droit de l'homme, soit l'égalité entre tous devant la loi. Ailleurs, il n'existe aussi d'autres distinctions que celles que donnent les vertus, les talents, & la nation souveraine; c'est-à-dire, bon peuple Belge, que le cocher du général Dumourier n'est pas son égal dans la société; car, pour l'être, il faudroit que celui-là eût toutes les qualités de celui-ci & les acquière-t-il? il devient alors son pair dans le cercle social, comme il l'est dès sa naissance devant les lois.

2°. Parce qu'il renferme aussi le principe d'une parfaite égalité dans les subsides & impôts, entre le clergé, le noble, le tiers, & le peuple.

3°. Parce que conformément à l'article premier ci-dessus, tous peuvent prétendre, & par tous emplois, charges, postes, aspirer &

venir de droit à tous les honneurs & dignités de l'état.

4°. Parce qu'elle renferme également le droit de nommer un prince, comme pouvoir exécutif héréditaire, avec responsabilité, auquel la nation souveraine peut donner le nom de titre qu'elle jugera convenable: ce prince aura une existence en pension annuelle, conforme à la dignité d'une nation souveraine, généreuse, pour exécuter la partie qui lui sera assignée dans la constitution: la nation souveraine s'est réservée, & se réservera encore plus expressement à elle seule le pouvoir législatif, la nomination aux ambassades, & missions aux cours étrangères, les droits d'imposer & lever les taxes, de battre monnaie, de paix, de guerre, de faire grâce, de conférer les dignités & honneurs, le maniement des deniers de l'état avec responsabilité, comptabilité annuelle & ostensible au public. Quant à la part que la nation souveraine donnera au prince pour voir exécutif, à la nomination aux autres emplois civils & militaires, ce sont autant d'objets à considérer mûrement, lorsqu'on en viendra à la discussion de tous ceux qui font partie du gouvernement.

5°. La joyeuse entrée n'admet point qu'on touche au culte, au clergé, ni à ses biens, attendu qu'il paie en proportion de ses fonds, c'est-à-dire, comme l'habitant de la chaumière, que celui-là n'a aucun privilège sur celui-ci; qu'enfin les Belges n'ont aucune dette nationale à rembourser, qu'au contraire ils ont des capitaux placés dans différentes banques de l'Europe.

6°. Le prince pouvoir exécutif n'épousera de princeps que du consentement du souverain de la nation: il renoncera à tous autres gouverne-

(164)

observer que je ne fais que vous communiquer mes idées, & que je ne les crois pas infallibles; que ma voix ne compte que pour une, & que loin de me permettre de décider, je me voye mettre à tout ce que la nation souveraine Belgique, non influencée, légalement assemblée, décidera librement pour son bonheur. Toutes mes sollicitudes, toutes mes vus se bornant uniquement à voir ma patrie vraiment heureuse & libre à son goût. Le jour qu'elle obtiendra ce double but, sera aussi le plus beau de ma vie.

Ce 20 novembre 1792.

H. C. N. VANDER NOOT.

FRANCE

CONVENTION NATIONALE.

Du Dimanche 3 février.

Après avoir rendu un décret par lequel la Convention met à la disposition du ministre de l'intérieur une somme de 4 millions destinés à secourir les hôpitaux, qui éprouvent de pressans besoins, soit par des suppressions de revenus, soit par une augmentation de malades, elle a entendu un rapport non moins intéressant sur les secours à accorder aux ouvriers employés dans les manufactures de la ville de Lyon. On lui a fait observer que les commissaires envoyés dans cette ville ont reconnu combien il étoit pressant de s'occuper de ces citoyens. La révolution qui appelle les François à tous les genres de prospérités,

(165)

a été fatale à la ville de Lyon, par les coups, violens qu'elle a portés à ses arts & à son commerce; 30,000 ouvriers y sont sans travail & sans ressources. L'excessive cherté des denrées ajoutée à leur cruelle situation; & quoique menacés de la misère, ces citoyens sont les amis les plus vrais, les plus courageux de la liberté; ce sont eux qui, par leur patriotisme, ont plus d'une fois écarté à Lyon la contre-révolution qu'on y méditoit.

Le comité de commerce a senti la nécessité de préserver les manufactures de Lyon, d'une chute dont la commotion frapperoit, ruineroit, une infinité de familles de la République; en conséquence il a proposé à la Convention de faire à la commune de Lyon, une avance de 1,100,000 l. pour fournir du travail à ses ouvriers. Cette somme seroit remboursée au trésor national par un surplus d'impositions sur les citoyens dont les revenus excéderaient mille livres. L'Assemblée a ordonné l'impression & l'ajournement de ce projet.

Le ministre de l'intérieur, par *interim*, est venu présenter une observation essentielle sur le décret rendu le premier février, concernant l'achat des bleds; il a appelé à l'Assemblée qu'il existe dans la République trois ports réputés francs; les vaisseaux qui y arrivent & qui en partent ne sont soumis à aucune des formalités des douanes. Il y a maintenant dans ces ports des grains étrangers. Le ministre a proposé d'étendre les dispositions du décret, portant que les bleds seront achetés chez l'étranger, aux cargaisons qui, dans cet instant, & à l'avenir, pourroient se trouver dans ces ports francs. Par ce moyen, a-t-il ajouté, la République pourra de suite se procurer une grande quantité de bleds, & déjouera les spéculations

avides des négocians étrangers qui, ayant appris que nous sommes obligés de faire des achats, ont accaparé entre eux les grains pour nous les vendre au prix qu'il leur plâtra de nous imposer.

Cette proposition, convertie en motion, a été décrétée, & la Convention a renvoyé à son comité de commerce l'examen des questions suivantes: Si tous les ports de la république ne doivent pas être francs, s'il ne doit pas être libre d'y amener d'autres denrées que celles qui sont aujourd'hui permises dans les ports francs; enfin, si l'on a pris des mesures pour empêcher que les bleds de l'intérieur ne soient portés, comme bleds étrangers, dans nos ports.

L'Assemblée avoit décrété, dans sa dernière séance, que les commissaires seroient envoyés dans les places frontières du Nord & de l'Est. Le président a présenté aujourd'hui les noms des membres que le comité de défense générale proposoit pour cette mission. Ce choix a excité quelques réclamations contre les membres nommés & contre le comité, qui s'en étoit attribué la nomination. *Marat* a remarqué qu'il s'en trouvoit un qui avoit voté pour l'appel au peuple; il a dit que par cela même, ce membre ne pouvoit avoir la confiance ni de la Convention, ni de la nation. On s'est irrité contre *Marat*; il alloit être censuré, lorsque *Boyer-Fonfrède* s'y est opposé en demandant que la Convention traitât les insolences de *Marat* comme l'Assemblée constituante traita celles de *Dépresménil*, c'est-à-dire, qu'elle passât à l'ordre du jour, motivé sur le profond mépris qu'elle a pour l'individu. Cette proposition a été mise aux voix & adoptée. On a décrété, de plus, qu'il seroit fait une autre liste de commissaires.

& qu'ils seroient nommés au scrutin dans la Convention.

L'admission des pétitionnaires étoit à l'ordre du jour. Parmi les pétitions présentées, on a remarqué celle de quelques citoyens qui venoient assurer la Convention que *Pache* étoit un vrai républicain, animé des sentimens les plus purs pour la liberté & l'égalité... Ils demandoient que la Convention décrêtât que *Pache* conserve toujours l'estime de la nation. Cette proposition, tout au moins prématurée, après avoir excité beaucoup de tumulte, a été écartée par l'ordre du jour motivé sur ce que l'Assemblée ne doit rien préjuger sur la conduite de ce ministre, avant le rapport que son comité doit lui faire à ce sujet.

Du lundi, 4 février.

Un membre du comité colonial a fait un rapport sur les déportés de St. Domingue. Il a proposé de décréter d'accusation d'*Esparbès*, gouverneur de cette île, pour avoir suspendu l'exécution d'un ordre des commissaires civils, qui avoit pour objet l'embarquement de *Chambsfort*. d'*Esparbès* a trouvé des défenseurs dans l'Assemblée. Ils ont rappelé le grand âge de cet officier, parvenu à sa 73^e. année, & l'exactitude avec laquelle il a toujours obéi aux lois. L'ordre donné à *Chambsfort*, ont-ils dit, par les commissaires civils, fut communiqué au citoyen d'*Esparbès* à midi. Mais on craignoit pour *Chambsfort* le sort déplorable du colonel *Mauduit*, & d'*Esparbès* le retint auprès de lui. Cependant, à quatre heures du soir, *Chambsfort* obtempéra à l'ordre des commissaires & il s'embarqua. Cette prétendue résistance du ci-

royen d'Esparbès au pouvoir civil n'étoit donc qu'une mesure de prudence.

Enfin ceux qui ont parlé en faveur de cet officier, ont fait sur-tout sentir le danger de multiplier sans nécessité des décrets d'accusation qui compromettront la dignité de l'Assemblée devant les tribunaux. Ils ont cité l'exemple de l'ex-ministre *Lacoste*, renvoyé absous par le tribunal criminel du département de Paris, & ils ont conclu l'ajournement du projet de décret présenté au nom du comité colonial. Mais l'Assemblée qui a cru voir des preuves de la trahison du gouverneur de St. Domingue dans le rapport du comité, a adopté son projet de décret, dans les termes suivants :

« La Convention décrète, 1°. qu'il y a lieu à accusation contre *d'Esparbès*, gouverneur-général des Isles-du-Vent. »

« 2°. Les citoyens *Campesfort* & *Touzac* seront mis en liberté, mais ils ne pourront continuer de servir dans les armées de la république, qu'après s'être justifiés devant une cour martiale. »

« 3°. Le ministre de la guerre sera tenu de convoquer cette cour martiale sur la demande de *Touzac* & de *Campesfort*. »

« 4°. *Sirardin* & les autres officiers détenus seront définitivement mis en liberté. »

La commission des douze a fait ensuite un rapport relatif aux onze députés à la législature, membres du comité de liquidation, accusés de s'être laissés corrompre par l'or de la liste civile. La Convention a décrété d'accusation *Lamy*, l'un d'eux, & *Mariveau*, & ne découvrant aucunes preuves contre les autres ex-députés, elle a ordonné qu'ils seront élargis.

Sur

Sur le rapport de *Faucher*, au nom du comité de division, le décret suivant a été rendu :

« Art. I. Le ci-devant comté de Nice, réuni à la république Française, formera provisoirement un 85°. département, sous la dénomination des *Alpes Maritimes*. »

« II. Ce département aura le Var pour limite à l'Occident; il comprendra toutes les communes qui sont à la rive gauche du fleuve, tout le territoire qui composoit l'ancien comté de Nice. »

« III. Le chef lieu du département des *Alpes Maritimes* sera la ville de Nice. »

« IV. Les commissaires de la Convention nationale dans le département du Mont-Blanc, se transporteront dans celui des *Alpes Maritimes*, pour présider à l'organisation provisoire de ce département, indiquer le nombre & les localités des districts, & prendre toutes les mesures préalables à cet effet. »

« V. Le département des *Alpes Maritimes* nommera provisoirement trois députés à la Convention nationale. »

On a procédé à l'appel nominal pour la nomination d'un nouveau ministre de la guerre. Le résultat du scrutin a donné la majorité à *Beurnonville*.

Du mardi, 25 février.

Le président avoit été chargé d'écrire au nouveau ministre de la guerre, pour lui notifier sa nomination. *Beurnonville* vient lui-même apporter sa réponse, la voici :

Je viens offrir à la Convention nationale l'hommage de mon respect, de mon dévouement & de ma reconnaissance.

N°. 7. 16 Février 1793.

H

Citoyens législateurs, je ne suis qu'un soldat, mais un soldat qui idolâtre son pays, & qui en respecte les lois. Voilà quelle a été ma constante profession de foi.

Vous me croyez plus utile au ministère de la guerre que sur la frontière; vous jugez plus convenable à l'utilité de ma patrie de me rappeler du sein d'une famille de braves, pour m'occuper plus particulièrement de ses besoins, & du soin de la faire triompher; cette séparation, je ne vous le dissimule pas, coûtera infiniment à ma sensibilité. Je sens d'ailleurs toute mon insuffisance & l'étendue de mes devoirs; mais je vous ai dit que j'étois soldat, & c'est vous dire que je ne fais qu'obéir.

J'offre à ma patrie & à la Convention un cœur pur & plein de l'amour de mon pays, une grande franchise, & une grande bonne volonté; mais tous ces moyens me paraissent insuffisans, s'ils ne sont pas puissamment secondés par vous.

Il existe de grands maux; ils sont le résultat d'une malveillance passée; il faut de grands remèdes, & les momens sont courts: ce n'est donc qu'en multipliant les efforts & les moyens que nous pouvons triompher des obstacles. Les armées ne demandent qu'à vaincre; secondons-les, & nous toucherons avant peu à l'Egalité, à la Liberté & au bonheur qui doivent être l'objet unique de nos méditations.

En acceptant le ministère, citoyens législateurs, je vous demanderai deux permissions; celle de retourner me battre contre les ennemis de ma patrie avec les braves que je quitte, si, après avoir employé tous mes efforts pour répondre à vos desirs, je ne puis atteindre le but que vous vous êtes proposé.

Je vous demanderai encore celle d'aller secourir le courage d'une famille chérie, si jamais elle pouvait se trouver dans une circonstance périlleuse, & si après avoir travaillé avec les adjoints que la Convention nationale me permet de prendre, j'ai pu mettre les choses dans l'état désiré.

Dans quelque position que je me trouve, citoyens législateurs, je viens jurer entrer les mains des représentans de la Nation, de mourir pour la Liberté, l'Egalité & le salut de la République.

On fait lecture d'une lettre du général Dumourier, datée d'Anvers le 3 février. Il demande que les pièces déposées au secrétariat de la société des jacobins de Paris, par *Affinfratz*, premier commis des bureaux de la guerre, et qui contiennent une dénonciation contre lui, soient envoyées au comité de défense générale, afin que son calomniateur soit confondu, & que le soupçon ne pèse pas davantage sur un général qui a besoin de la confiance des braves soldats qu'il commande. Il expose ensuite à la Convention les besoins de son armée. Elle ne peut plus attendre, dit le général; elle ne peut continuer la guerre offensive dans la position où elle se trouve. Cette lettre a été renvoyée au comité de défense générale.

Les commissaires de la Convention dans la Belgique, écrivent que l'obstacle à l'exécution du décret du 15 décembre, sont les renvois au Comité diplomatique des adresses envoyées à la Convention par quelques villes de la Belgique, & sur lesquelles on n'a rien prononcé. La Convention a passé à l'ordre du jour, motivé sur le décret qui ordonne que la loi du 15 décembre

sera exécutée sous huit jours dans toute la Belgique.

Plusieurs armateurs offrent de mettre en mer deux vaisseaux de 74 canons, six frégates de 40 & un grand nombre d'autres bâtimens. Ils annoncent qu'une souscription civique portera à 20 millions les fonds destinés à leur entreprise. Le seul encouragement qu'ils demandent, c'est que les actions de leur société ne soient point soumises au droit d'enregistrement. Cette pétition est renvoyée aux comités des finances & de la marine. Un membre annonce en même temps, que la société des amis de la liberté & de l'égalité de Bordeaux fait armer une frégate, dont elle fait hommage à la patrie.

Sur la proposition du comité de la marine, la Convention a décrété que les receveurs de districts seront tenus de se pourvoir d'un certificat de civisme de leur municipalité. Elle a étendu la même disposition à tous les fonctionnaires publics salariés, qui n'ont pas été réélus par le peuple.

Décret sur les monnoies d'or & d'argent de la république.

La Convention nationale, oui le rapport de son comité des finances, décrète ce qui suit :

« Art. I. Les monnoies d'or & d'argent de la république Française porteront pour empreinte une couronne de branches de chêne ; la légende sera composée des mots *République Française*, avec désignation en chiffres romains ; la valeur de la pièce sera inscrite au milieu de la couronne.

« II. Le type adopté par le décret du mois d'avril 1791, sera conservé sur le revers des

(173)

monnoies ; le faisceau , symbole de l'union , surmonté du bonnet de la liberté , le coq , symbole de la vigilance , continueront d'être placés des deux côtés du type. La légende sera composée des mots : *Règne de la loi*. L'exergue contiendra le millésime de l'année en chiffres arabes.

« III. Le cordon des pièces de 6 liv. sera inscrit des deux mots : *Liberté , Egalité*. Les pièces de 24 livres continueront d'être marquées d'un simple cordon.

« IV. Il ne sera fabriqué provisoirement que des pièces de 6 livres en argent , & des pièces de 24 liv. en or. »

Mercredi , 6 février.

Le général Miranda envoie à la Convention la clef d'or , donnée par Charles III à la ville de Louvain. Les magistrats de cette ville l'avoient cachée pour qu'elle ne leur fût point enlevée : les commissaires nommés pour faire l'inventaire des effets dans les monumens publics , l'ont trouvée. On décrète que cette clef sera déposée aux archives. Une lettre du même général , instruit la Convention de divers avantages remportés par les troupes commandées par le général Lamorlière.

Des bataves admis à la barre , applaudissent au décret par lequel la Convention déclare la guerre au stathouder de Hollande. Ils assurent qu'ils courront autant qu'il fera en eux à cette guerre , après laquelle ils soupiroient depuis cinq ans , qui va faire le bonheur de leur pays , en faisant triompher la cause de la liberté & de l'égalité. Les bataves se montreront dignes du bienfait dont les armes de la république françoise vont les faire

joûir. L'orateur ajoute qu'il a des faits importants pour le succès des armes françoises en Hollande, à communiquer. Il demande à être entendu par le comité de défense générale. --- Décrété.

Aux bataves, ont succédé des députés des 120 communes composant la Rauracie. Ils remercient la Convention au nom de leurs concitoyens, de la protection qu'elle leur a accordée. Ils démentent les faits avancés à la barre de la Convention, par de soi-disans députés des sociétés populaires de Porrentru. Quant à nous, ont-ils ajouté, mandataires élus par nos concitoyens, nous allons nous hâter de vous manifester leur vœu. Il sera digne de la république françoise. Libres par la protection de ses armes, les rauraques s'uniront bientôt, sans doute, à ses glorieuses destinées, & de concert avec elle, combattront & vaincront pour la liberté universelle.

La convention s'est ensuite occupée du sort des pauvres de la république, et des secours que l'humanité & la justice réclament en faveur d'une classe indigente, mais laborieuse. Voici le décret qu'elle a adopté, d'après le vœu de son comité des secours publics.

ART. 1^{er}. La trésorerie nationale tiendra à la disposition du ministre de l'intérieur, jusqu'à concurrence de 6,000,000 liv. pour être distribués aux 85 départemens, d'après les bases de la représentation nationale, & être employés en travaux publics reconnus les plus utiles par les corps administratifs.

II. Sur cette somme de 6,000,000 liv. il ne sera accordé au département de Paris, pour toute répartition, que celle de 300,000 liv.

III. Le ministre de l'intérieur est autorisé à mettre à la disposition des départemens le tableau

à ré
de se
ces
les
T
qu'a
de l'
sont
que
V
l'avez
corp
rime
L'
ça
l'imp
A
de la
du r.
Arth
confi
La
la ce
es a
l'eco
mit
un
pou
pro
les

(175)

de répartition déjà fait, & le restant des fonds de secours accordés par les loix précédentes, pour ces fonds être employés de la même manière que les 6 millions portés en l'article premier.

IV. Les directoires de départemens auront jusqu'au 1^{er} octobre prochain pour rendre compte de l'emploi des sommes qu'ils ont reçues ou pourront recevoir, tant en vertu des loix existantes, que du présent décret.

V. Au premier janvier 1794, le ministre de l'intérieur sera tenu de donner connoissance au corps législatif des comptes rendus par les départemens.

L'ex-ministre Pache a envoyé les comptes de son administration. L'Assemblée en a ordonné l'impression.

Après avoir entendu le rapport de son comité de la guerre, la Convention a rapporté le décret du 18 août 1792, par lequel le lieutenant-général Arthur Dillon avait été déclaré avoir perdu la confiance de la Nation.

La séance s'est terminée par une députation de la commune de Paris, qui est venue faire part de ses alarmes sur les subsistances. Elle a sollicité un secours de 4 millions, & annoncé, que si l'Assemblée ne lui accorde pas la somme qu'elle demande, le conseil-général de la commune se trouvera dans l'impossibilité de pourvoir à l'approvisionnement de Paris. — Renvoyé au comité des finances.

Du jeudi, 7 février.

L'ouverture de cette séance a été consacrée par un acte de bienfaisance & de justice. *Chenier* au nom du comité d'instruction publique, a inté-

H 4

ressé la gloire nationale au sort d'un vieillard étranger, d'un littérateur illustre, que, depuis trente années, a regardé la France comme sa patrie & dont les talens & la vertu ont mérité l'estime de l'Europe.

- *Goldoni*, que *Voltaire* a nommé *le Molière de l'Italie*, fut appelé à Paris en 1762, par l'ancien gouvernement. Il jouissoit depuis 1768 d'un traitement annuel de 4000 liv. ; ce traitement qui faisoit toute sa fortune, lui étoit payé dans ces derniers temps sur les fonds de la liste civile. Un décret a réduit ce vieillard, âgé de 86 ans, à la misère. Il ne lui reste pour toute ressource que le bon cœur d'un neveu, qui partage avec lui le foible produit d'un travail assidu. « Citoyen, a dit *Chénier*, vous tendrez une main secourable à ce qu'il y a de plus sacré sur la terre : la vertu, le génie, la vieillesse & l'infortune ; vous n'invoquerez point l'ajournement, car on n'ajourne point la nature, & dans quelques jours peut-être votre bienfait viendrait trop tard ».

La Convention, heureuse de se trouver en ce moment le représentant de la générosité de la nation, a adopté sur-le-champ le décret suivant :

- 1°. Le traitement annuel de 4000 liv. accordé à *Goldoni* en 1768, lui sera payé à l'avenir par la trésorerie nationale.
- 2°. Ce qui lui est dû sur ce traitement depuis le mois de juillet dernier, lui sera payé sur-le-champ & à sa réquisition.

D'autres rapports ont ensuite occupé l'Assemblée. *Réal* a fait adopter un décret qui autorise le municipalité de Paris à lever une contribution de 4 millions sur les citoyens dont les revenus excéderaient neuf cent francs, pour faire face au dé-

ficier provenant de la différence entre le prix des achats de grains & farines faits par la municipalité pour l'approvisionnement de Paris & la recette de ces subsistances.

Dubois de Crancé a fait un rapport fort étendu sur l'organisation des troupes Françaises. D'après ses calculs, il résulte que la force effective des régimens de ligne & bataillons de volontaires nationaux, au premier décembre dernier, se trouvoit être de 401,992 hommes; mais depuis cette époque, la guerre, la rigueur de la saison, le dénuement absolu, le désir de revoir le foyer en ont considérablement diminué le nombre, de manière que pour compléter les 502,800 hommes qui doivent composer la force publique pour la campagne prochaine, il reste à faire une levée de 300,000 hommes. Une des vues principales du rapporteur consiste à *nationaliser l'armée*, en amalgamant la troupe de ligne avec les volontaires. Ce projet a été fortement combattu par *Barrère*, & défendu par plusieurs membres. *Barrère* pensoit que la fusion des troupes de ligne avec les volontaires étoit dangereuse dans un moment où nos armées sont en présence de l'ennemi; que la rivalité naturelle, cette rivalité de gloire, qui règne entre les soldats de ligne & les volontaires, étoit le garant de nos triomphes, & qu'enfin il étoit impolitique, coupable même de changer les élémens qui composent des armées victorieuses. L'ajournement de la discussion de tout le projet a été décrété.

Décret sur la destitution & le remplacement des officiers de la marine.

« Art. I. Le ministre de la marine sera tenu de destituer les officiers de marine employés aux

colonies, qui se sont montrés rebelles à la loi, lesquels ne pourront obtenir leur rente au service, ou des pensions de retraite, que d'après les conditions exigées par la loi du 30 décembre dernier.

II. Le ministre de la marine sera aussi tenu de destituer tous les officiers de marine qui se sont absentés par congé de ses prédécesseurs, soit pour aller à Malthe ou dans nos colonies, soit pour aller en pays étranger, ou qui ne sont pas rentrés dans les ports de France aux termes de la loi, sur les dangers de la patrie.

III. Le ministre de la marine pourra choisir les contre-amiraux parmi les capitaines de vaisseaux, actuellement existans à leurs postes, ou en activité de service, & nommés capitaines avant le 31 décembre dernier, le droit d'ancienneté demeurant toujours réservé suivant les loix anciennes.

IV. Le nombre des capitaines de vaisseaux, antérieur à la formation du premier janvier 1792, se trouvant réduit par la désertion, à un nombre de beaucoup inférieur aux besoins de la république, le ministre de la marine est autorisé à remplacer en entier la moitié des capitaines de vaisseaux à l'ancienneté, & renvoie la décision pour l'autre moitié, & le surplus du projet de décret, après le rapport des commissaires envoyés dans les ports.

V. Le ministre de la marine choisira la moitié des capitaines indistinctement, & de remplacement parmi les lieutenans de vaisseaux quelque soit le temps de leur navigation dans ce dernier grade, & parmi les capitaines de commerce, ayant cinq années de commandement en course ou au long cours. — Les uns & les autres seront tenus de rapporter des certificats de civisme, signés de

la moitié au moins, des membres des conseils-généraux de la commune de leur domicile.

VI. Les lieutenans, faits capitaines de vaisseaux au choix, prendront rang après ceux faits à l'ancienneté : ces derniers conserveront celui qu'ils ont entre eux. Les capitaines pris au choix, tant parmi les lieutenans de vaisseaux de l'état, que parmi les capitaines de commerce, prendront rang entre eux suivant l'ancienneté de leur navigation dans l'un ou l'autre service.

VII. Le temps de navigation nécessaire pour l'admission au grade de lieutenant de vaisseau sera fixé à cinq années, soit sur les vaisseaux de l'état, soit sur ceux de commerce indistinctement. Les candidats devront avoir été reçus capitaines de navire du commerce au long cours, avoir commandé deux ans en cette qualité, ou navigué deux ans sur les vaisseaux de l'état comme enseignes, officiers auxiliaires, entretenus ou brevetés pour la campagne, ou comme maîtres pilotes.

VIII. Les lieutenans nommés depuis le premier janvier 1792, prendront rang entre eux à raison de la totalité de leur navigation ; le service que les anciens officiers auxiliaires ou lieutenans de frégates & sous-lieutenans de vaisseaux, ont rempli dans les ports de la république, leur sera compté par moitié du temps exigé,

IX. Les marins, faisant le service des ports qui, après avoir été supprimés, sont rentrés ou rentreront au service, compteront pour moitié le temps qu'ils auront passé en activité dans les ports.

X. Le nombre d'années de navigation exigé pour le grade d'enseigne entretenu, sera fixé à 4, soit sur les vaisseaux de l'état soit sur ceux de commerce indistinctement, les candidats devront avoir servi sur les vaisseaux de l'état

comme officiers-marinsiers, aides, seconds, ou maîtres pilotes ou sur ceux du commerce, comme lieutenans pendant deux années. Pourront aussi être admis, ceux des volontaires, élèves ou aspirans entretenus de la marine de l'état, ayant 4 ans de navigation, & dès qu'ils auront subi l'examen prescrite par les loix précédentes.

XI. Les felouques de Corse font partie navale de la république françoise. En conséquence, les officiers attachés jusqu'ici à leur service, seront incorporés dans la marine, & prendront rang suivant leur grade, & la durée de leur service.

XII. La Convention nationale décrète, qu'à compter de la publication du présent décret, l'uniforme de la marine militaire de la république, sera habit & revers bleu foncé, le passe-poil rouge, par mans rouges & passe-poil blanc, le collet blanc & passe-poil rouge, la doublure de l'habit verte, & culotte écarlate, deux ancras en bleu l'attache à retrouffis, des boutons de cuivre doré à l'ancré, surmonté du bonnet avec l'inscription: *République Françoise*. La poche à pattes, les épaulettes en or, le baudrier noir en sautoir, armé d'un ancre de métal doré, le tout jusqu'aux capitaines de vaisseaux, rien n'étant changé quant à présent, à l'uniforme des officiers-généraux.

XIII. La Convention décrète, que la valeur totale des bâtimens marchands, qui seront pris par les vaisseaux de la nation, sera partagée entre l'équipage qui aura fait la capture. La Convention nationale renvoie à son comité de marine pour fixer le mode de répartition.

XIV. Les loix existantes continueront à être exécutées, en tout ce qui ne sera pas contraire au présent décret.

(181)

Du vendredi , 8 février.

Une discussion pénible & délicate à la fois , s'est élevée. Des fédérés de la République sont venus réclamer contre le décret qui ordonne la poursuite des massacres des 2 & 3 septembre. La première impression qu'a produit cette demande n'a pas dû être favorable aux pétitionnaires. L'horreur de cette grande proscription existoit encore toute entière dans les esprits. Mais il a bien fallu l'écarter pour se livrer à l'examen des considérations politiques qui doivent confirmer ou faire retracter le décret. On s'est demandé si la punition de ces vengeances arbitraires n'en so leveroit pas de nouvelles ; si les poursuites contre les auteurs égarés des événemens du 2 septembre, ne seroient pas accompagnées de nouveaux troubles. Si, lorsque le crime est abattu , il est de la prudence de le réduire au désespoir. Après de longs & de très vifs débats la Convention a décrété que l'instruction de la procédure, intentée contre les auteurs des massacres du 2 septembre, seroit suspendue & que le comité de législation seroit chargé de lui faire sous trois jours un rapport sur la nécessité de sa poursuite , ou la proclamation d'une amnistie.

Decret qui fixe les pensions de retraite , des volontaires & soldats de troues de ligne , qui auront été blessés en combattant pour la défense de la patrie.

Art. I^{er}. Les volontaires nationaux & soldats de troupes de ligne qui ont des blessures graves , résultantes des événemens de la guerre , auront mis hors d'état de continuer & de reprendre leur service , obtiendront des pensions de retraite sui-

vant les bases déterminées par les articles ci-après.

II. Le volontaire national ou le soldat de troupe de ligne qui aura perdu une jambe ou reçu une blessure tellement grave qu'il ne puisse plus reprendre son service, recevra pour retraite, une pension de 15 sols par jour. Celui qui aura perdu un bras ou reçu dans cette partie ou à la main une blessure qui le mette hors d'état de s'en servir, recevra pour retraite, une pension de 20 sols par jour. Celui qui aura perdu deux de ses membres ou reçu des blessures tellement graves qu'il ne puisse se servir ni de l'un ni de l'autre, obtiendra pour retraite, une pension de 500 liv. par an.

III. Les sous-officiers des volontaires ou des troupes de ligne qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'article précédent, obtiendront pour retraite la totalité de leurs appointemens, pourvu toutefois que cette totalité soit au moins égale à la pension qu'ils auroient obtenue comme soldats.

IV. Les volontaires soldats qui réclameront des pensions en vertu des articles précédens, ne pourront en obtenir sans avoir produit le certificat de chirurgien des armées, visé par les chefs de leurs corps respectifs, & approuvé par le général de l'armée, qui constate que leurs blessures sont de nature à ne pas leur permettre de se servir utilement du membre affecté, & résultant des événemens de la guerre.

V. Les volontaires ou soldats qui, à raison de leurs blessures, seront dans le cas d'obtenir une pension, suivant les règles déterminées ci dessus, auront la faculté d'opter entre ladite pension ou

l'hôtel national des invalides, s'il y des places vacantes dans ledit établissement.

VI. Toutes les dispositions du présent décret seront applicables à ceux des militaires retirés, soit à l'hôtel, soit dans les départemens, qui se trouveront dans les cas prescrits par l'article II.

VII. La Convention nationale déroge en ce point seulement à ce qui est prescrit par la loi du 16 mai, qui continuera d'être exécutée en tout ce qui n'est pas contraire au présent décret.

VIII. Le ministre de la guerre est autorisé de délivrer, sous sa responsabilité personnelle, des brevets de retraites, en conformité des dispositions du présent décret, à tous les sous-officiers volontaires nationaux ou soldats de troupes de ligne qui se trouvent actuellement dans l'un des cas prévus par l'article II., qui auront satisfait aux formalités prescrites par l'article IV, à la charge par lui de faire passer immédiatement après à la Convention nationale, l'état nominatif auquel il aura délivré lesdits brevets avec l'énonciation par lui certifiée des pièces justificatives à l'appui de leurs demandes.

Du samedi, 8 Février.

On a fait lecture de plusieurs lettres.

« Citoyens, a dit Chenier, lorsque ces jours derniers je provoquois votre bienveillance envers un étranger littéraire illustre, un octogenaire, j'étois loin de penser que ma voix se feroit entendre trop tard, & qu'à l'instant où je parlois, Goldoni n'étoit déjà plus. Si depuis quinze jours que j'assiégeois la tribune, j'avois obtenu plutôt la parole dont je crois n'avoir point abusé, depuis que nous sommes rassemblés, Goldoni, grace à votre jus-

rice & à votre sensibilité , seroit mort avec la consolation de n'être pas oublié par la nation françoise qu'il avoit adoptée pour mere , & qu'il aimoit avec tendresse. Sa veuve reste encore , elle est âgée de 76 ans; il lui reste pour tout héritage qu'un nom célèbre , des vertus & de la pauvreté. Je viens vous engager à détourner sur elle une foible partie des bienfaits dont vous avez voulu combler ce vertueux écrivain ; vous offrir les occasions de faire du bien , c'est vous ménager un délassement dans vos peines , dans vos sollicitudes patriotiques , & la Convention nationale s'honore elle-même en rendant hommage à la mémoire d'un homme vertueux ; & en le poursuivant , pour ainsi dire , par des bienfaits jusques dans la tombe où il vient de descendre ».

La Convention nationale décrète ce qui suit :

Art. 1^{er}. La veuve de Goldoni jouira , durant sa vie , d'une pension de 1200 liv. Cette pension lui sera payée par la trésorerie nationale.

II. Ce qui restoit à Goldoni pour son traitement actuel de 4000 liv. depuis le mois de juillet dernier , sera payé sur-le-champ par la trésorerie nationale à la réquisition de sa veuve ; décrété.

La Convention a renvoyé au comité des finances , un rapport du comité d'instruction publique , qui avoit pour objet de faire suspendre la vente des biens des congrégations séculières , consacrées à l'enseignement.

Un membre , au nom du comité de surveillance , a fait un rapport sur la reddition de Verdun. Il a obtenu le rapport des décrets rendus contre les malheureux habitants de cette ville ; mais les plus coupables seront ivrés à une juste punition. L'Assemblée a prononcé la destitution des membres du directoire de district & de ceux

de la municipalité, & a décrété d'accusation l'évêque, des moines, des chanoines, &c.

L'ordre du jour appeloit la discussion du projet de *Dubois Crancé*, sur l'organisation des armées. Mais ce projet à peine sorti de la presse & distribué aux membres de l'Assemblée, exigeoit un plus long examen; il a été ajourné.

Cambon a obtenu la parole. Il a annoncé que le département du Var venoit d'enfreindre la loi du 24 novembre dernier, qui défend aux corps administratifs de disposer des revenus publics, sans une autorisation spéciale du corps législatif.

Réuni aux autorités constituées & aux sociétés populaires, ce département a ordonné aux receveurs de districts de mettre à sa disposition une somme de 150 mille livres. Cette somme est destinée à subvenir aux frais occasionnés par la levée d'un bataillon de 500 volontaires qui doit se rendre à Paris, pour y protéger la liberté des membres de la Convention nationale.

La Convention a rendu le décret suivant.

La Convention nationale décide que tous les bataillons de gardes nationales qui se sont organisés pour venir à Paris, continueront d'être solides comme les autres troupes de la république, & seront à la disposition du conseil exécutif provisoire.

Charge les corps administratifs de rendre compte des dépenses qu'ils auront faites pour les levées; le conseil exécutif demeurera autorisé à les rembourser.

Paris , le 14 Février 1793.

La nouvelle de la décapitation de Louis le dernier , loin d'exceiter dans les départemens la moindre commotion , y a été reçue comme un événement auquel on s'attendoit. Les adresses d'adhésions qui arrivent de tous les points de la République , annoncent que l'opinion étoit formée sur les crimes de Louis , & sur le supplice qu'il avoit mérité. On s'est souvenu de ce que la nation avoit fait pour lui , & de ce qu'il n'avoit cessé de faire contre la nation. On a compté le nombre de victimes que ses intrigues anticonstitutionnelles ont fait périr. On a vu avec effroi l'abîme dans lequel il nous auroit précipité , si la journée du 10 août avoit eu le succès que son parti s'étoit promis , & si les légions des puissances coalisées n'avoient trouvé dans l'activité & le courage des françois une barrière irrésistible , sans laquelle nous devenions la proie de l'insolence des despotes & de la plus horrible des conspirations. On a calculé tous les degrés de perfidie , de noirceur & de dissimulation d'une trame liberticide au succès de laquelle on avoit fait concourir les efforts combinés du fanatisme , des dissensions intestines & de la force des armes , & les françois , dans

leur indignation, n'ont écouté que le cri de la justice naturelle & de la liberté.

Ce grand exemple de l'inflexibilité nationale seroit perdu pour l'esprit républicain, s'il ne seroit à redoubler en lui la haine de la tyrannie, & l'amour de l'indépendance fondée sur le culte des loix, l'établissement de l'ordre & la stabilité d'une constitution libre. Laissons les rois se couvrir de deuil, s'appitoyer sur un sort dont ils ne se croient plus à l'abri, & employer toutes les fourberies religieuses & politiques pour exciter contre la république une haine aveugle de la part de ceux qu'ils appellent encore leurs sujets. Pour nous, que la gloire a destinés à être seuls contre tous, combattons les tyrans sans les compter, attendons de notre courage & de la fortune, ce qu'elle nous a tant de fois donné; & pour avant-coureur de la victoire, immolons tout ce que les défiances & la diversité d'opinions peuvent offrir en sacrifice à la patrie. C'est la religion civique dont nous ne cesserons d'être les plus zélés à ôtres, & nous voudrions avoir cent bouches pour la faire entendre à-la-fois dans tous les départemens.

La guerre est donc l'objet dont s'occupent ici tous les esprits, du moins ceux qui aiment véritablement la République, & c'est le plus grand nombre. La nouvelle organisation de ce ministère promet autant d'activité que d'intelligence; & nous en

avons besoin, car, à la veille de rouvrir la campagne, on avoit laissé tomber nos armées dans une désorganisation & un dénuement tels qu'il faudroit en accuser la malveillance, si l'incapacité ne produisoit souvent des effets plus funestes. Il est malheureux que le comité militaire ait songé si tard à un système de réorganisation de l'armée, & il est douteux qu'on puisse l'effectuer sans inconvénient avant le renouvellement des hostilités. Le zèle des citoyens s'empresse de toutes parts à suppléer à la négligence de l'ancienne administration pour les fournitures & l'équipement de nos troupes. On ne s'occupe, dans les sections de Paris, que de la fabrication de capotes, chemises, bas, souliers & autres vêtemens, & chaque jour voit affluer des dons de ce genre, de toutes les parties de la République; heureuse émulation qui caractérise si bien l'esprit républicain !

Ce ne sont pas seulement des dons que réclame la patrie, ce sont des défenseurs : il nous faut cinq cents mille hommes pour tenir la campagne avec avantage, & nous en avons à peine deux cents mille d'effectifs ; mais si l'on se souvient de la création miraculeuse de nos légions depuis la prise de Verdun, nous ne devons avoir aucune inquiétude. Ce que l'amour de la liberté a su faire alors, il saura le faire encore. Il n'est aucun effort, aucun prodige dont ne

soit capable l'enthousiasme françois, soutenu par un intérêt aussi puissant. Il y a, certes, quelque fierté à lutter contre les puissances de l'Europe, assez lâches pour réunir toutes leurs forces contre une nation qui n'a d'autre tort que d'avoir proclamé des vérités incontestables, & la valeur d'un peuple libre ne restera pas au-dessous d'une position dont le péril même le rend plus digne des regards de l'histoire.

Sinon vaisseaux de ligne ne couvrent point encore les mers, l'intrépidité de nos corsaires a déjà rompu les barrières, & la Manche va être le théâtre sanglant de nos succès, comme les plaines de Champagne, de Spire & de la Belgique. La politique rusée de l'Angleterre a été déconcertée de notre activité; elle auroit voulu n'agir qu'après le retour de ses flottes opulentes de l'Inde; mais cette riche proie n'échappera pas à la valeur de nos marins, & c'est dans son commerce qu'il faut attaquer la Grande-Bretagne; tandis que nos troupes cerneront la Hollande, nos corsaires lui raviront les dépouilles de l'Asie, de l'Afrique & de l'Amérique.

Après ces grands objets d'intérêt, nous nous occuperons peu de quelques tracasseries de sections, de cette fureur dénonciatrice qui s'acharne à poursuivre le défenseur de Thionville, le vainqueur de Jémappe & plusieurs membres de la Convention.

Toutes ces petites intrigues nous paroissent si étrangères à l'ordre du jour, que nous n'avons pas le courage d'en embrasser les pénibles détails. Si tous ceux qui se disent patriotes s'élevoient à la hauteur des circonstances, ils auroient bienrôt oublié toutes ces querelles qui sont la partie honteuse de la révolution, & dont ne peuvent que s'affliger les amis sincères de la liberté.

C'est par ces raisons, autant que par l'abondance des matières, que nous renvoyons au numéro prochain quelques vérités que nous nous proposons d'adresser dans notre franchise à la société des Jacobins.

*Fin tragique de l'assassin de MICHEL
LEPELLETIER.*

D'après les renseignemens pris sur les lieux par les commissaires de la Convention, il paroît que Paris n'est sorti de cette ville que le samedi 26 janvier, c'est-à-dire, le lendemain du jour où le comité de sûreté générale avoit fait visiter une maison, rue de la R. chefouault, & de laquelle il y tout lieu de croire qu'il se sauva au moment de la perquisition. Il avoit pris toutes les mesures nécessaires pour n'être pas reconnu. Il voyageoit à pied; cet en-emi constant & acharné de la révolution & de ses défenseurs, étoit revêtu de l'uniforme de garde nationale, & avoit eu soin de faire couper ses cheveux en Jacobin. Il coucha la nuit du dimanche au lundi à Gisors,

& il en repartit le lendemain matin de très-bonne heure. Arrivé à Gournay, au lieu de suivre la grande route, il prit le chemin qui conduit à Forge-les-Eaux, chemin impraticable, & où les habitans même du pays sont souvent exposés aux plus grands dangers, sur-tout dans cette saison. Il falloit que ce scélérat connût ce chemin, & il avoit bien calculé, en le prenant, qu'il seroit impossible qu'on le suivît.

Pâris arriva le lundi 31 janvier à Forges-les-Eaux; il se fut loger dans une petite auberge, où il auroit sans doute été ignoré, s'il ne se fût permis de ces fanfaronades qui caractérisent les gens de sa sorte. Le criminel fuit toujours les regards de l'homme de bien; aussi Pâris chercha-t-il à être autant seul qu'il lui fut possible : il eut cependant l'imprudence de faire voir les armes dont il étoit porteur : il se servit pour souper, d'un couteau en forme de poignard, renfermé dans sa canne. Voulant sans doute éloigner de lui les remords dont il devoit être assailli, il but à son repas d'une manière immodérée; alors des propos indiscrets lui échappèrent & donnèrent contre lui de violens soupçons. On remarqua que, lorsqu'il fut renfermé dans sa chambre, il s'y promenoit avec l'air égaré & inquiet; il se mettoit à genoux, & baisoit à plusieurs reprises sa main droite. Les citoyens témoins de ses extravagances, les attribuèrent à l'état d'ivresse dans lequel il se trouvoit. Le lendemain matin, le citoyen Auguste, & qui, la veille, avoit vu Pâris dans l'auberge où il étoit descendu, & auquel il avoit paru très-suspect, vint le dénoncer à la municipalité, mais sans se douter que ce pût être Pâris, son signalement n'étant pas encore parvenu officiellement dans cette Commune, & n'y étant connu que

par la voie des journaux. Les officiers municipaux chargèrent trois gendarmes de se transporter à l'auberge du grand-cerf, pour inviter le citoyen dénoncé à se rendre au bureau municipal, pour y donner les renseignemens qui lui seroient demandés. Les gendarmes entrés dans la chambre où *Paris* étoit couché, lui demandèrent d'où il venoit & où il alloit, s'il avoit un passe-port ou un congé. Il répondit qu'il venoit de Dieppe; qu'il alloit à Paris; qu'il n'avoit point de passe-port, & que jamais il n'avoit servi. Après cette interpellation, les gendarmes l'invitèrent à se rendre à la municipalité. Il dit qu'il alloit y aller; & faisant un mouvement sur le côté droit, il se brûla aussi-tôt la cervelle avec un pistolet à deux coups, chargé chacun d'un lingot mâché, il expira à l'instant. On trouva sur lui un porte-feuille dans lequel étoit renfermée une somme de 1,218 l. en assignats; une fleur-de-lys de cuivre argentée. N'ayant trouvé dans son porte-feuille aucun papier qui pût donner des renseignemens sur son compte, on le déshabilla, & on trouva sur son estomach deux papiers que nous ne vous présenterons pas en ce moment, parce qu'ils sont teints du sang de ce scélérat, & que nous ne voulons pas mettre sous vos yeux ce spectacle dégoûtant, mais en voici le contenu.

Le premier est un extrait des registres de la paroisse St. Roch, à Paris, délivré le 28 septembre dernier, duquel il résulte que *Paris* étoit né le 12 novembre 1763. Le second est le congé de licenciement de la garde du ci-devant roi, en date du 1^{er} jui. 1792. Au dos de ce brevet est écrit de sa main ce qui suit;

Mos

(193)

Mon brevet d'honneur.

« Qu'on n'inquiète personne. Personne n'a été mon complice dans la mort heureuse du scélérat *Saint-Fargeau*. Si je ne l'eusse pas rencontré sous ma main, je faisois une plus belle action. Je purgeois la France du régicide, du patricide, du parricide d'*Orléans*. Qu'on n'inquiète personne, tous les François sont des lâches auxquels je dis :

Peuple, dont les forfaits jettent par-tout l'effroi,
Avec calme & plaisir j'abandonne la vie,
Ce n'est que par la mort qu'on peut fuir l'infamie
Qu'imprima sur vos fronts le sang de notre roi.
*Signé, DE PARIS l'aîné, garde du roi assassiné
par les François.*

NOUVELLES DES ARMÉES.

Armée de la Belgique.

Nous avons affranchi les Belges de la tyrannie de la maison d'Autriche, qu'ils avoient en horreur. Nous leur avons présenté la liberté & l'égalité comme l'unique prix du sang que nous avons versé pour eux à Gemmappe. Nous leur avons dit : Soyons unis, soyons frères, faites usage de votre indépendance, & constituez-vous. Mais si dans votre organisation politique vous conservez un mélange impur & hétérogène, vos prêtres, vos moines, vos nobles, qui vous ont éternellement trahis, vous trahiront encore, vous retombez dans les fers de la maison d'Autriche, comme cela vous est déjà arrivé chaque fois que vous avez tenté de les briser.

N^o. 7. 16 Février 1793. I

Qu'ont fait le clergé & la noblesse, & tous les agens secrets de la cour de Vienne ? Ils ont intrigué, divisé & ca'omnié. Ils ont présenté le décret du 15 décembre comme un attentat à la souveraineté. Ils ont cherché à persuader au peuple que l'ancienne constitution étoit la meilleure pour lui, parce qu'elle étoit la plus avantageuse pour eux, & l'on a vu alternativement, à la barre de la Convention, des députés parler pour ou contre ce système.

Que prouvent cette espèce d'irrésolution & ces contradictions apparentes de vœux ? Rien autre chose, si ce n'est que dans la Belgique, comme en bien d'autres endroits, le peuple est encore la dupe des fourberies des faux patriotes & des faux dévots, & que l'expérience du passé ne l'a point corrigé. Qu'est-ce qui a fait échouer dans le Brabant la révolution de 1789 ? N'est-ce par les intrigues des Vander-Noor & des Van-Eupen ? Ces scélérats vendus à la maison d'Autriche profitèrent de leur ascendant sur le peuple & de son ignorance superstitieuse, pour lui rendre odieux tous les bons patriotes qui furent insultés, menacés & obligés de fuir. Le brave Vandes-Merche fut relégué dans une prison ; on en connoît le résultat. L'Autriche envoya ses légions & Bender, & le joug pesa plus durement sur les Belges ; Vander Noor & Van-Eupen allèrent jouir tranquillement en Hollande du prix de leurs trahisons. Est-il de la loyauté française de livrer les Belges au même sort ?

- On dit que c'est violer la liberté d'un peuple, que de l'empêcher de s'organiser à sa mode. Mais violer-on la liberté du malade, quand on le force à prendre le remède qui le sauve ? Ignore-t-on avec quelle perfide adresse on présente, comme l'opinion du peuple, ce qui n'est que l'opinion

de ceux qui le trompent. Délivrez le peuple de ses ennemis, & vous connoîtrez bientôt son véritable vœu. Voyez les Liégeois ? Plus éclairés que les Belges sur leurs préjugés & sur leurs nobles, se sont-ils abusés sur leurs intérêts, quand ils ont émis leur vœu sur les principes de liberté & d'égalité ?

Ce n'est pas seulement l'indépendance des Belges que nous devons avoir en vue, c'est la nôtre, c'est notre propre conservation. Il est clair que si la Belgique conserve ses Etats & son ancienne constitution, c'est y établir constitutionnellement l'aristocratie sacerdotale & nobiliaire, c'est placer à notre porte un ennemi irréconciliable de nos principes. On a beau dire que nous serons unis avec eux par un traité d'alliance. Qu'est-ce qu'un traité, quand les habitans & les sentimens sont en opposition ? qu'est-ce qu'un traité que l'influence de la maison d'Autriche, encore si puissante en ce moment, pourroit briser avec facilité quand les troupes Françaises se seront retirées du Brabant ? Faudra-t-il nous battre sans cesse pour les Belges, sans pouvoir en tirer aucun avantage pour notre liberté, ni pour la leur. Cela n'est sûrement pas plus juste en morale qu'en politique.

D'où je conclus que la Belgique est perdue, & pour elle & pour nous, si elle ne se réunit promptement à la république Française, comme vient de le faire le pays de Liège.

Lettre du citoyen Cochelet, commissaire national à Liège.

Du 2 février.

« C'est avec la plus vive satisfaction que je vous annonce que le peuple Liégeois, auprès duquel j'ai été nommé commissaire national pour

l'exécution du décret du 15 décembre, est à la hauteur de la révolution, & tellement disposé à se réunir à la république Française, qu'il n'attend plus que le concours de quelques communautés de la campagne, pour émettre le vœu le plus unanime. Loin d'avoir trouvé aucun obstacle à l'exécution de ce décret, tous les esprits étoient tellement convaincus de sa justice, que les autorités constituées, provisoirement élues par le peuple, se sont empressées de coopérer, avec moi, pour son exécution. »

« Vous verrez, citoyens, par le procès-verbal ci-joint du conseil municipal de Liège, que dans cette ville & banlieue, sur 9700 votans, 9660 ont été pour la réunion à la France. Il en sera de même dans toutes les assemblées primaires du pays de Liège; le peuple, victime de la cupidité des moines & chanoines, a vu les derniers disparaître avec allégresse, & congédiera les seconds sans regret. »

« Vous verrez par le procès-verbal du conseil municipal de Liège, en date du 28 janvier, que le peuple de la cité de Liège est digne de faire portion de la nation Française. »

« La confiance se rétablit dans nos armées. Les fourrages qu'on avoit cessé d'y apporter, y reviennent abondamment, & l'avant-garde de l'armée de la Belgique, dont les chevaux étoient avant-hier sur le point d'en manquer, en a reçu hier. J'ai offert mon crédit personnel aux banquiers Liégeois, mais ils ont eu la générosité d'avancer des fonds sur ma seule responsabilité. L'insouciance & la cupidité des administrateurs des fourrages avoient tellement dégoûtés les habitans des campagnes fournisseurs, en les faisant languir ici pendant 15 jours entiers après leur paiement, en les forçant de les abandonner à moitié de

leur valeur à des agioteurs, que l'armée étoit sur le point de manquer totalement de fournitures. Ces procédés avoient changé les dispositions des habitans de ces frontières qui, voyant la mauvaise foi des agens du gouvernement François, étoient devenus très-indifférens pour leur réunion à la France. Le paiement que j'ai fait avancer aux fournisseurs, a rétabli la confiance ; & ces braves gens m'ont dit, qu'ils donneroient aux chevaux de l'armée, tout ce qui ne seroit pas absolument nécessaire pour leurs bestiaux. »

« Les troupes autrichiennes s'avancent à grands pas vers les frontières de ce pays, & veulent couper à nos troupes le chemin de Maestricht ; cependant cette ville sera prise, car tout cède à la valeur du soldat françois. Le peuple Liégeois, qui sent qu'il ne peut conserver sa liberté qu'autant qu'il concourra avec nous à la défendre, est prêt à se lever, à former ses bataillons ; 10,000 hommes se réuniront à nous avant 15 jours, si on leur fournit les effets de campement & une partie de leurs armes. Quant à l'habillement, les Liégeois sont ordinairement bien vêtus ; & peu importe pour se bien battre, la couleur ou la forme de l'habit du soldat. Je pris le conseil exécutif de mettre à la disposition de l'administration provisoire du pays de Liège, les fonds suffisans pour l'acquisition des effets de cet armement. »

« On dévastoit à mon arrivée, les bois de l'ex-prince, des communautés ecclésiastiques & laïques. J'ai fait une proclamation & les désordres ont cessés. »

Copie de la lettre du général Miranda au ministre de la guerre, le 2 février.

« Etant occupé à faire la revue des troupes &

parcs d'artillerie à Louvain, le 31 du mois dernier, j'ai trouvé la magnifique clef d'or que l'empereur Charles III avoit donné aux habitans de cette ville, & que les magistrats avoient soigneusement cachée, pour ne pas la remettre aux généraux françois. Je la crois dans la classe des trophées militaires, & qu'elle doit être remise de même que tous les autres, aux représcntans de la république; c'est pourquoi j'ai l'honneur de vous l'envoyer.

Dans une autre lettre du même général au ministre, il lui fait part de deux avantages remportés par le général *Lamorliere*, dont les détails sont contenus dans les deux lettres suivantes :

Lettre du général Lamorliere, au général en chef Miranda, en date de Wassenberg, le premier février 1793, &c..

Je vous tiens parole, mon général, & je vous écris de Wassenberg, d'où j'ai chassé l'ennemi avant 7 heures du matin : je l'ai trouvé en bataille auprès de cette ville, & en avant du village Birgelen. Mes dispositions ont été faites promptement, & ma troupe brûlant du désir de se mesurer, j'ai, après une fusillade aussi vive que brulante, & quelques coups de canons, chassé l'ennemi de tous ses postes : il s'est replié après avoir fait feu un moment, & je n'ai pu avoir que cinq prisonniers, sans pouvoir vous dire le nombre des tués. Je commandois une colonne, & le lieutenant-colonel Richardot commandoit l'autre. Je ne saurois vous exprimer, mon cher général, le plaisir que j'ai eu de mener mes braves compagnons d'armes à l'ennemi ; ils ont une ardeur qui ne peut s'apprécier que par leur patriotisme. Je suis parti à minuit de Burenmonde ; mes ordres ont été donnés à 8 heures du soir.

Signé, LA MORLIERE.

*Lettre du général Lamorlière, au général
Miranda, en date de Ruremonde, le 2
février 1793, &c.*

Général, je suis parti hier à minuit avec la troupe destinée à la fête que je donnois aux ennemis. J'ai trouvé dans tous les rendez-vous les corps qui devoient en être : & après avoir visité Esselt, Ellelm & autres lieux de voisinage, je me suis approché de Wasseberg & de Birgerlem ; l'ennemi étoit en bataille auprès de ces deux endroits. Mes dispositions ont été promptes, & mon attaque a été vive & brusque ; en quelques minutes, avec 400 coups de fusils & 6 coups de canons, j'ai fait disparaître à-peu-près 400 hommes d'infanterie & 500 de cavalerie. Je n'ai fait que cinq prisonniers, & les habitans assurent qu'ils ont emporté quelques morts & des blessés. Dans ce moment même j'ai repris Arsbeck & tous les postes sur la gauche jusqu'à Nedermenhten ; mais depuis mon départ de Wasseberg, il s'est passé bien des événemens. A peine ai-je quitté les postes, que les ennemis sont venus l'attaquer. Les chasseurs de Cailhana & les hussards du troisième régiment ont fait une vigoureuse résistance, & ont cédé un moment à la multitude ; mais un renfort du bataillon du Finistère étant arrivé, au signal convenu avant mon départ, nos troupes ont chargé l'ennemi en faisant des prodiges de valeur. Le Lieutenant-colonel Richardot, à la tête de deux escadrons de chasseurs à cheval, a contenu pendant ce combat, le double de cavalerie qui s'est présenté dans la plaine pour couper notre retraite. Les braves officiers Cailhana & Bastien ont fait, ainsi que les troupes à leurs ordres, des actions dignes des braves Républicains français. L'ennemi a perdu beaucoup de monde, &

Nous lui avons fait une douzaine de prisonniers.

LAMORLIÈRE.

Lettre du Lieutenant-colonel HALLÉ.

Emale, le 5 janvier 1793.

Pendant mon séjour dans nos cantonnemens, ne pouvant nous dissiper à combattre nos ennemis, nous nous amusons à chercher des trésors dans les villages, pays de Liège. Il y a grand nombre de carrières dans ce pays; je suis descendu avec plusieurs gendarmes dans une qui avoit près de 300 toises de profondeur, nous y avons trouvé de beaux lits complets, de belles courtelines brodées en or, des ornemens d'église, des pièces de toile; dans une autre, nous avons trouvé quarante males, coffres ou caissettes fermées à clef: dans deux ou trois qui étoient ouvertes, il y avoit des ciboires, soleils & quelques souvenirs en or, des écus de 6 liv. & de nos ci-devant Louis, quantité d'ornemens d'église, dans lesquels étoient des chemises de femmes, dans d'autres des bonnets ronds avec des étoiles, des tuniques, des lavabo, de petites pelottes sur lesquelles étoient brodées des inscriptions galantes. Ces effets paroissent provenir d'un prêtre de l'ancien régime. Tous ces effets ayant été retirés de la carrière, on en a chargé douze voitures à quatre chevaux, & tout notre trésor a été déposé au quartier général de Liège, par ordre du général. Nous espérons en trouver davantage.

Signé, HALLÉ, lieutenant-colonel commandant.

Lettre du citoyen Cochelet, commissaire national dans le pays de Liège et dépendance, datée de Liège, le 7 février.

« Le peuple liégeois, l'armée de la Belgique, ont accueilli avec transport la promulgation qu'

j'ai faite du décret, par lequel vous déclarez, au nom de la nation françoise, qu'elle est en guerre avec le roi d'Angleterre & le stathouder des Provinces-Unies. Je ne l'ai point encore reçu officiellement, mais j'ai cru que le Bulletin de la Convention, ayant un caractère authentique, je devois profiter des dispositions heureuses, dans lesquelles je connoissois le peuple liégeois & l'armée, pour ne pas laisser à nos ennemis, & intérieurs & extérieurs, le tems & les moyens d'y en substituer de contraires. Vous verrez, citoyens représentans, par les procès-verbaux, quel en a été l'effet. J'ai fait à l'instant aussi arrêter tous les bateaux qui descendoient à Maestricht pour l'approvisionnement de nos ennemis.

« Je vous l'ai promis, & je vous en réponds. Mettez à la disposition du ministre de la guerre, les fonds nécessaires pour l'achat de vivres, fourrages, équipages, habillemens, effets de campement, munitions de guerre indispensables, & Maestricht sera pris avant la fin du mois. Nos soldats ne redoutent ni la rigueur de la saison, ni la difficulté d'attaquer une place où il y a 7000 hommes de garnison.

» J'ai cru devoir prendre sur ma responsabilité, de pourvoir aux besoins les plus indispensables.

« Sur la réquisition des généraux, & après avoir consulté les ordonnateurs des guerres, le salut de nos armées m'a paru bien au dessus de l'observation des formes ordinaires; & la lenteur des opérations ministérielles, du tems nécessaire pour avoir réponse, ne s'accordoit guères avec l'ardeur d'une armée, qui veut arriver à l'ennemi, le voir & le battre.

» J'ai fait arrêter un grand nombre de fournisseurs, qui ont fait des friponneries; je les fais transférer à Rocroy, pour les faire juger.

« La réunion de la totalité du pays de Liège est prête à s'effectuer ; & j'espère, qu'avant la fin du mois, ce pays sera le quatre-vingt-sixième département de la France.

« J'ai déjà ordonné provisoirement que la ration seroit fournie en même proportion, aux soldats liégeois & françois.

« L'ouverture de la campagne approche ; son succès dépendra des premiers coups que frapperont nos armées : nous n'avons à opposer à nos ennemis que l'amour sacré de la liberté, un courage imperturbable ; un zèle infatigable, & une ardeur que rien ne peut ralentir.

« Le général Miranda, qui commande en chef en l'absence de Dumoulier, réunit au plus haut civisme les talents militaires les plus distingués. Sa prudence égale son courage, & rien n'égale son activité & la surveillance. Les généraux sous ses ordres le secondent bien, ainsi que les chefs de l'état-major ; l'ordonnateur des guerres, Lambert, joint à une intégrité à toute épreuve, lumières, expérience, assiduité au travail. Les soldats, malades dans les hôpitaux, m'ont dit : « Nous ne désirons guérir que pour aller prendre Maëstricht ; & chasser les autrichiens & les prussiens au-delà du Rhin ».

Armée du Rhin.

Le citoyen général Custine, au président de la Convention nationale.

Turckein, le 2 février.

« Je pourrois renvoyer au ridicule qu'elles méritent, & l'absurde dénonciation que les commissaires de la Convention, à l'armée du Rhin, vous ont envoyée en date du 20 janvier, dont j'ai été seulement informé par les feuilles publiques, &

les craintes qu'ils expriment d'une armée ennemie de 35,570 hommes sur Strasbourg, lorsque plus de 60,000 sont répandus sur les deux départemens du Rhin, ainsi que me l'a affirmé hier à Landau le citoyen général Desprez Craffien. Mais trop instruit par une longue expérience des hommes & des choses, à quel point l'invraisemblance trouve la crédulité prompte à l'adopter; jaloux de conserver l'estime que la nation accorde à ma loyauté, & de ne jamais démentir mon caractère, je m'empresse de réclamer contre la fausseté des détails qui vous ont été offerts, & ne demande, pour confondre la calomnie, que le tems nécessaire à l'arrivée des états que je demande au général de l'armée du Rhin, & au citoyen l'Epine, directeur de l'arsenal de Strasbourg. Je dois affirmer, en passant, qu'il y a, sur les remparts de Landau, plus de quarante pièces de canon en batterie. Je puis vous dire, que la seule chose qui m'afflige dans ce libelle, c'est qu'il soit signé d'hommes qui ont le caractère de représentans, & jouissant de la confiance du peuple, ont mon estime particulière. Mon plan de campagne, déjà entre les mains du ministre & des comités, peut offrir quelques idées rassurantes. Au reste, pour compléter la sécurité de la nation entière & de la Convention sur toutes mes mesures, pour lui prouver que je ne peux jamais redouter l'examen le plus sévère de ma conduite politique, je dois dire que j'ai invité les commissaires de la Convention résidans à Mayence, à venir tous les jours prendre, dans mes bureaux, la connoissance de tous mes ordres & de ma correspondance, & ce, indépendamment de la communication journalière que je leur fais des détails importans & de ma correspondance ministérielle. J'affirme à mes concitoyens, que jamais les délations, ni même l'infatigable, ne pourront me

faire abandonner l'honorable cause de l'indépendance de la République que je suis à défendre ».

Signé CUSTINES.

AVIS IMPORTANT AUX SOUSCRIPTEURS.

Un grand nombre de nos Souscripteurs nous ont témoigné le desir de recevoir des nouvelles plus fraîches & plus promptes, en divisant en deux ou trois Livraisons le Mercure Historique & Politique de l'Europe & de Genève, qui ne paroissoit qu'une fois la semaine. Nous avons senti combien leur impatience étoit fondée, dans un moment sur-tout où la carrière des évènements va s'aggrandir par le double intérêt d'une guerre sur terre & sur mer, & par les grandes discussions qui vont être à l'ordre du jour dans la Convention. Mais en même-tems nous avons considéré que nous ne pouvions remplir le vœu très-légitime de nos Souscripteurs, sans une augmentation considérable de frais de notre part, dont la modicité du prix de ce Journal ne nous auroit pas mis à couvert. Nous nous sommes déterminés à le réunir au Mercure François, Historique, Politique & Littéraire. Ainsi, à compter du premier mars prochain, les Souscripteurs recevront, chaque jour, un numéro de ce Journal, composé de huit pages in-8°, caractère petit romain. Ce service sera d'autant plus avantageux pour les Souscripteurs, que le Mercure François, rédigé dans les mêmes principes, & par les mêmes auteurs, que celui de Genève, contient plus de variétés, & au moins le quart de plus de matière. Nous espérons que nos Souscripteurs nous sauront gré d'une opération, dans laquelle nous n'avons cédé qu'à la seule envie de les satisfaire.

Les Souscripteurs recevront à la fin de ce mois un numéro qui complétera toutes les séances du mois de fevrier.

COURS DES EFFETS PUBLICS, Février 1794.

EFFETS NAT.	Lundi 4.	Mardi 5.	Merc. 6.	Jeudi 7.	Vend. 8.	Sam. 9.	CHANGES du 5
Actions.....	1870. 72 $\frac{1}{2}$.	1875. 77 $\frac{1}{2}$.	1877 $\frac{1}{2}$. 75.	1885. 82 $\frac{1}{2}$.	1880. 82 $\frac{1}{2}$.	Amst. 27.
Do. 175.....	Ham 360.
Emprunt Oct.	405.	405.	405. 403.	405.	406.	Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
Id. Décembre 82.	13 $\frac{1}{2}$ 14 $\frac{1}{2}$.	14 $\frac{1}{2}$ 13. 17.	12 $\frac{1}{2}$.	12 $\frac{1}{2}$.	11 $\frac{1}{2}$ 15. 12.	Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
Lot. d'Avril.	Cadix. 28. 15.
Lot. d'Octobre.	Gén. 180.
Emprunt 124 ms.	9. 9 $\frac{1}{2}$ 11 $\frac{1}{2}$.	10. 9 $\frac{1}{2}$ 11 $\frac{1}{2}$.	9 $\frac{1}{2}$ 11 $\frac{1}{2}$.	8 $\frac{1}{2}$ 11 $\frac{1}{2}$.	8 $\frac{1}{2}$ 11 $\frac{1}{2}$ 8. 8 $\frac{1}{2}$.	Liv. 190.
Id. 80 millions.	yon. $\frac{1}{2}$ p.
Hollanda.....	CHANGES du 9.
Sans Soulelin.	Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
Emprunt 120 ms.	Ham 360.
Berne Ch.	Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
Caisse d'Escompt.	Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
Id. demi-act.	Cadix. 28. 15.
Eaux de P.	Gén. 180.
Empr. National.	13 $\frac{1}{2}$ 14 $\frac{1}{2}$.	13 $\frac{1}{2}$ 14 $\frac{1}{2}$.	13. 13 $\frac{1}{2}$ 12. 12. 14. 13.	11 $\frac{1}{2}$ 12.	.....	Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.
							CHANGES du 9.
							Amst. 28 $\frac{1}{2}$.
							Ham 360.
							Lond. 131 $\frac{1}{2}$.
							Mad. 29 $\frac{1}{2}$.
							Cadix. 28. 15.
							Gén. 180.
							Liv. 190.
							yon. $\frac{1}{2}$ p.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

ON observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. DEUX, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. DEUX des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de vingt-cinq liv. franc de port. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On s'inscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur DEUX, Directeur de ce Journal. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N°. 8.)

*S A M E D I 23 Février 1793,
l'an 2 de la République.*

M E R C U R E
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE L'EUROPE,
dit DE GENÈVE,
P A R U N E S O C I É T É
DE PATRIOTES.

*Le prix de l'Abonnement est de 25 liv.
franc de port par tous le Royaume.*

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

FÉVRIER a 28 jours & la Lune 30. Du 1 au 28, les jours croissent, matin & soir, de 4^h.

du Mois.	NOMS DES SAINTS.	J. de F.	PHASES de la LUNE.	à midi, au Matin & soir.
1. end.	Ignace, Evêque & Mart.	1		0 14 8
2. am.	PURIFICATION.	2		0 14 14
3. D.	Sextagesime.	3		0 14 20
4. lundi.	Philéas.	4	C D. Q.	0 14 25
5. mardi.	Ste Agathe, Vierge & M.	5	le 4, à 9	0 14 30
6. merc.	Vast, Evêque.	6	h. 45 m.	0 14 33
7. jeudi.	Romuald.	7	du mat.	0 14 36
8. vend.	Jean de Matha.	8		0 14 38
9. sam.	Ste Appolline, Vierge.	9		0 14 39
10. D.	Quinquagesime.	10		0 14 39
11. lundi.	Séverin, Abbé.	11	N. L.	0 14 39
12. mardi.	Melct, Evêque.	12	le 6, à 7	0 14 48
13. merc.	Ste Cothé.	13	h. 17 m.	0 14 56
14. end.	Valentin.	14	du soir	0 14 53
15. end.	Les cinq Paies de N. S.	15		0 14 50
16. am.	Ste Julienne, Vierge.	16		0 14 26
17. D.	Quadragesime.	17	P. Q.	0 14 21
18. lundi.	Siméon, Evêque.	18	le 17, à 6	0 14 14
19. mardi.	Moyse, Prêtre.	19	h. 19 m.	0 14 9
20. merc.	Quar-t-Temps.	20	du soir.	0 14 2
21. jeudi.	Flavian.	21		0 13 59
22. vend.	Chaire S. Pierre.	22		0 13 26
23. sam.	Damien.	23		0 13 37
24. D.	Reminiscere.	24	P. L.	0 13 28
25. lundi.	Mathias, Apôtre.	25	le 25, à 10	0 13 18
26. mardi.	Porphyre.	26	h. 46 m.	0 13 7
27. merc.	Ste Honorine.	27	du soir.	0 12 56
28. end.	Romain, Abb.	28		12 44

EPACTE X V I I.

JOURNAL HISTORIQUE ET

POLITIQUE

L'an 2^e. de la République Française.

ALLEMAGNE.

De Hambourg, le 19 Février 1793.

LA Pologne, cette prétendue République, où naguères, quelques milliers de nobles étoient tout, & plusieurs millions d'hommes n'étoient rien; cette aristocratie monstrueuse, qui n'avoit enchaîné la royauté, que pour exercer la tyrannie en détail, & profanant le nom sacré de la liberté, le donnoit à la licence, exerçant ses caprices sur un peuple aussi vexé qu'avili, puisqu'il étoit serf dans toute l'étendue de ce mot odieux. La Pologne, qui, après avoir subi un premier démembrement, sembloit devoir reprendre un peu de confi-

N^o. 8. 23. Février. 1793. K.

ration & de bonheur sous la nouvelle constitution, mais la vue s'en écarte presque avant d'être achevée, va rentrer sous le joug des trois puissances co-partageantes, & perdre peut-être jusqu'à son nom.

Certes, le sort des peuples de cette vaste & fertile contrée, donne une grande leçon aux nations qui voudront devenir libres. Il leur apprend que la liberté s'acquiert, & ne se reçoit pas, que ce premier des biens est le plus grand des maux, ou les amène tous, lorsqu'il est incomplet, parce que les peuples qui en sentent l'imperfection, n'y trouvent, ni assez de bonheur, ni assez de gloire, pour se résoudre à défendre ce demi-affranchissement comme la liberté toute entière veut être défendue, c'est-à-dire, au prix de leur sang.

Ainsi les puissances co-partageantes, n'éprouveront probablement pas autant de résistance aujourd'hui qu'elles en trouverent il y a vingt ans. Si les Polonois d'alors n'avoient pas la connoissance de la liberté, du moins avoient-ils le sentiment de l'indépendance, qui le suppléoit en quelque manière, & pouvoit produire les grandes choses qu'on vit à cette époque. Mais depuis, le luxe & l'esprit d'intrigue, énervant un caractère national connu par sa fierté, ne l'a que trop façonné à l'esclavage des cours étrangères,

qui ont voulu constamment faire la loi en Pologne, & l'ont faite.

Aussi la révolution du 3 mai, qui n'en étoit pas une, a-t-elle échoué, d'abord parce que ce n'étoit pas une véritable révolution, ensuite parce que la plupart des chefs de l'Etat, presque les seuls que leur éducation & leurs lumières rendissent capables d'établir un meilleur ordre de choses, ne voulurent faire aucun sacrifice, qu'ils traversèrent le peu de bien qu'auroit amené la réforme des abus, & que l'espoir de gouverner sous l'influence de la Russie, les fit se livrer eux & leur pays, à cette cour perfide, d'accord en ce moment avec la Prusse & l'Autriche, pour achever de s'approprier tout ce que la cupidité dira à l'ambition de prendre, & elle lui dira peut-être de prendre tout.

Voici ce qu'on mande de Varsovie, le 29 janvier. Avant-hier, mercredi, à huit heures du soir, M. de Busholtz, envoyé de Prusse, s'est rendu chez sa majesté; il lui a remis, de la part du roi son souverain, la note suivante :

Il est connu de toute l'Europe, que la révolution arrivée en Pologne le 3 mai 1791, à l'insu & sans la participation des puissances amies & voisines de la république, n'a pas tardé d'exci-
ter le mécontentement & l'opposition d'une grande partie de la nation. Les adhérens de l'ancienne forme de gouvernement ont réclamé l'assistance

de l'auguste souveraine, qui en est la garante; & sa majesté l'impératrice de Russie, déférant à ces instances, ne s'est pas refusée à les appuyer par un corps de troupes respectable, qui a été réparti dans les provinces, où leur présence paroîtoit essentiellement nécessaire. C'est sous leurs auspices que les membres prépondérans de la noblesse ont formé une confédération générale, dont les travaux actuels sont consacrés à redresser l'abus des innovations & à remettre en vigueur la constitution fondamentale de leur patrie. Ces grands événemens ne purent qu'attirer l'attention de la Prusse; intéressée de tout temps au sort de la Pologne par les lois du voisinage & les relations, qui subsistoient entre les deux empires; mais, dans l'espérance que les troubles survenus s'achemineroient promptement à une heureuse fin, le roi n'a pas cru devoir y intervenir, dans un moment sur-tout où d'autres soins importants l'occupoient ailleurs.

Il s'en faut cependant de beaucoup que son attente ait été remplie. Le parti soi-disant patriotique, au lieu de se rendre aux intentions salutaires de la cour de Russie, n'a pas craint d'opposer aux troupes impériales une résistance opiniâtre; & , quoique son impuissance l'ait bientôt réduit à se désister du projet chimérique d'une guerre ouverte, il n'en continue pas moins ses machinations secrètes, qui tendent visiblement à la subversion totale du bon ordre & de la tranquillité. Les états limitrophes du roi ne s'en sont déjà que trop aperçus, par des excès & des violations de territoires réitérées: mais ce qui mérite bien plus encore son attention sérieuse & celle de toutes les puissances voisines, c'est que l'esprit du démocratisme françois, & les

maximes de cette secte atroce, qui cherche à faire des prosélytes de tout côté, commencent à jeter de profondes racines en Pologne, au point que les manœuvres des émissaires jacobins y sont puissamment appuyées ; & qu'il s'est déjà formé plusieurs clubs révolutionnaires qui font une profession ouverte de leurs sentimens.

C'est en particulier la Grande-Pologne, qui est infectée de ce poison dangereux, & qui récele le plus grand nombre des zélateurs du faux patriotisme. Leurs connexions avec les clubs françois, ne peuvent qu'inspirer au roi de justes sujets d'inquiétude pour la sûreté de ses propres Etats, & lui prescrivent la nécessité absolue d'y pourvoir par des mesures convenables. Obligée de poursuivre la guerre conjointement avec les puissances coalisées, & à la veille d'ouvrir une seconde campagne, S. M. a donc cru devoir se concerter préalablement avec les cours de Vienne & de Pétersbourg, sur le parti qui lui restoit à prendre ; & leurs majestés Impériales n'ont pu se refuser à l'aveu, que la saine politique ne lui permettoit point de laisser les mains libres aux factieux de la Pologne, & de courir les risques de se mettre à dos un ennemi, dont les entreprises foudroyantes pourroient devenir une nouvelle source d'embarras.

C'est pour les prévenir, que le roi a résolu de faire entrer sur le territoire de la République, & notamment dans plusieurs districts de la Grande-Pologne, un corps de troupes suffisant, dont le commandement en chef sera confié à son général d'infanterie, le sieur de Mollendorff. Cette mesure de précaution a pour but de couvrir les provinces limitrophes de S. M. ; de réprimer les malveillans, qui fomentent les troubles

de l'insurrection ; de rétablir & de maintenir l'ordre & le repos public , & d'assurer aux habitans bien intentionnés une protection efficace. Il ne tiendra qu'à eux de la mériter par une conduite paisible & sage , en accueillant & en traitant amicalement les troupes prussiennes , & en leur fournissant les secours & les subsistances dont elles auront besoin. Le général-commandant ne manquera pas de son côté , de faire observer une bonne & exacte discipline , de soulager & d'assister les habitans en tout ce qui dépendra de lui , de remédier à toutes leurs plaintes , & de payer fidèlement les livraisons qu'ils seront dans le cas de faire à sa requisition. Le roi aime à se flatter , qu'avec des dispositions aussi pacifiques il pourra compter sur la bonne volonté d'une nation , dont le bien-être ne sauroit lui être indifférent , & à laquelle il desire de donner des preuves réelles de son affection & de sa bienveillance ».

Le corps , sous les ordres du général *Mollen-*
dorf , se met en conséquence en marche le 24
& au vant les dispositions dont on est en même
temps informé , il occupera les palatinats de
Gnesne , de Posen , de Kliez , & toute la partie
de la Grande-Pologne jusqu'à la rive droite de la
Warta.

Quelque intellig noc qu'il existe entre les cours
de Berlin & de Pétersbourg d'un côté , & la
confédération de l'autre , la note de l'envoyé de
Prusse n'a pas laissé que d'étonner & d'attrister un
peu les membres de cette assemblée. Le roi , à
qui elle fut remise le jour même qui devoit ra-
mener l'anniversaire de sa naissance , contremanda
la fête qui devoit avoir lieu à cette occasion. S. M.
n'a point paru en public , & est allée à la campagne
cacher sa douleur.

Du 16 janvier. L'entrée des troupes Prussiennes en Pologne y a jeté la consternation. La confédération générale en a été extrêmement surprise, & elle a ordonné à M. Byssowsky, commandant des forces nationales, de se comporter d'après ce que son serment & le devoir lui prescrivent. En vertu de cette injonction, M. Byssowsky a chargé différens régimens de se tenir prêts à marcher & à agir. Mais la résistance de nos troupes, qui manquent d'artillerie & de munitions de guerre, sera nulle contre l'armée prussienne, quoique celle-ci ne se trouve composée que de 15,000 hommes. L'envoyé de la cour de Berlin met d'ailleurs tout en œuvre pour effectuer qu'on ordonne à ce général de souffrir patiemment ce qu'il ne peut empêcher. Le public attend avec impatience le résultat des délibérations de la confédération à cet égard, aussi bien qu'à celui de l'approche de 15,000 Autrichiens qui s'avancent des frontières de la Bukowine, pour soutenir, dit-on, les opérations des troupes Prussiennes.

Le 24, à la pointe du jour, les Prussiens sont déjà entrés à Thorn, après avoir forcé les portes de la ville, dont les habitants pensent que celle de Dirschick recevra aussi garnison Prussienne.

A Fräuenstadt, les troupes de la république ont voulu faire quelque résistance, mais s'étant ravisées & suite, elles ont quitté le terrain pour faire place aux Prussiens, que l'on y reçut à bras ouverts. Les nouvelles de Posnaie manquent encore; mais on ne révoque plus en doute l'enrôlement prochain d'un corps de troupes Autrichiennes dans le palatinat de Cracovie.

De Francfort-sur-le-Mein , le 12 Février

La perte des Pays Bas affecte sensiblement le jeune empereur , dont on avoit faussement publié la mort. Aussi fait-il tous ses efforts pour rentrer dans ces belles possessions ; témoin ce fragment de manifeste qui vient à l'appui de la déclaration ci-jointe.

■ Convaincus que nos fidèles sujets des Pays-Bas ne seront heureux, qu'autant qu'ils jouiront des droits & privilèges, qui leur ont été accordés par nos ancêtres, & ne voulant régner sur eux que comme un père tendre sur sa famille, nous déclarons publiquement, que notre intention est, qu'ils jouissent de ces droits & privilèges dans toute leur étendue, & que nous employerons toutes nos forces, pour empêcher qu'il y soit fait la moindre atteinte, ainsi que pour rétablir toutes choses sur le pied qu'elles étoient sous notre bis-aïeul, *Charles VI*. Il est dans notre façon de penser d'user de clémence & de bonté, même envers les ennemis des provinces *Belgiques* & autres. C'est pourquoi nous accordons une amnistie générale & sans exception, promettant que tout ce qui s'est passé ci-devant est de notre part enlevé dans le plus profond oubli, & désirons que ceux qui portent encore aujourd'hui les armes contre leur patrie, désignés sous le nom de *Belges*, rentrent tranquillement dans le sein de leur famille, attendu qu'ils ne sont pas exceptés de la présente amnistie générale. Comme il pourroit s'être glissé dans la présente

déclaration des mots sujets à contestation, nous promettons de nous rendre en personne aux *Pays-Bas*, pour y traiter conjointement avec les *Trois-Etats* réunis de tout ce qui restera à faire, pour opérer le repos & la tranquillité de ces provinces & en effectuer le bonheur.

Donné à VIENNE ce 26 Décembre 1792.

(Signé FRANÇOIS)

1°. L'empereur promet la constitution de *Charles VI* dans sa pureté.

2°. Il invite les officiers qui ont servi, de venir se joindre à ses armées avec le même grade qu'ils avoient autrefois.

3°. Il invite de même ceux qui se sont battus pour la constitution, il y a deux ans, ayant maintenant la même cause à défendre.

4°. L'ancien gouvernement est cassé pour l'avoir trompé lui & son père; les coupables d'entre eux jugés; les autres, placés hors du pays, parce qu'ils déplaisent à la nation.

5°. Le gouvernement futur sera composé des gens agréables à la nation, que les états de chaque province nommeront au souverain.

6°. L'archiduchesse sera envoyée à son ancien gouvernement de Presbourg.

7°. Mon frère Charles ayant été bien accueilli de la nation, viendra gouverner, & tâchera de gagner l'amour de tous les belges.

8°. Il demande qu'on lève, au plutôt, quarante-deux à cinquante-deux mille hommes qui resteront dans le *Pays-Bas*, & dont on ne se servira qu'avec l'agrément de la nation, selon le traité.

C'étoit en effet une ressource précieuse pour l'Autriche que ces *Pays-Bas*, dans lesquels il

ne lui reste pour ainsi dire plus d'espoir de rentrer. Aussi cherche-t-elle à s'en dédommager en faisant avec la Prusse & la Russie un nouveau partage de la Pologne. En attendant ces indemnités futures, elle se ruine pour faire la guerre à la République Française, témoin l'emprunt de 6 millions de florins, remboursables en dix ans, qu'elle est forcée de faire en Hollande, malgré que les bons bourgeois de la bonne ville de Vienne aient prodigué les dons patriotiques, qui s'élevoient déjà à la fin du mois dernier à 175000 florins.

Le maréchal prince de Cobourg, généralissime de l'armée d'Empire, parti de Vienne le 20 janvier, & qui en prenant congé de l'empereur, lui dit que S. M. ne le reverroit pas, ou ne le reverroit que victorieux, est arrivé ici le 4. On établira probablement dans cette ville la caisse pour les opérations militaires. Les délibérations de la diète de Ratisbonne relatives aux fonds à faire, ont commencé le 28 janvier. On croit qu'elle votera 30 mois romains (un de ces mois fait 83, 964 florins); la même somme avoit été votée lors de la guerre contre la France en 1734.

L'armée de Clai fayt doit être portée au moins à 40,000 hommes; une première colonne de 18,000 le rejoint, ainsi que 6000 hommes de l'armée du prince Hohenlohe. Des troupes hanovriennes couvrent l'évêché d'Osnabruck. On avoit ajouté que 12,000 hommes d'infanterie & 8000 de cavalerie de l'électorat d'Hanovre se portoient vers le Brabant, mais cette nouvelle ne se confirme pas.

Il sera aussi très-difficile à l'empereur de couvrir suffisamment le Brisgaw; car ce pays est dé-

pourvu de pailles & de fourrages; il y a peu d'avoines; il est donc impossible d'y faire subsister un rassemblement considérable, surtout en cavalerie.

PROVINCES-UNIES.

De la Haye, le 14 février.

Lord *Auckland*, ambassadeur extraordinaire de la Grande-Bretagne, a remis le 25 du mois dernier, au président des Etats-généraux, un mémoire dont voici la teneur, & que nous aurions inséré dans notre dernier numéro, si la place nous l'eût permis.

HAUTS ET PUISSANS SEIGNEURS,

« Le soussigné, ambassadeur extraordinaire & plénipotentiaire de S. M. Britannique, s'empresse, en conséquence des ordres exprès du roi, de mettre sous les yeux de vos hautes puissances des copies de toutes les pièces qui ont été échangées depuis le 27 décembre dernier jusqu'au 20 de ce mois, entre lord Grenville, secrétaire d'état de S. M. & M. Chauvelin. »

« Le roi, hauts & puissans seigneurs, est dans la ferme persuasion que les sentimens & les principes, exprimés au nom de la Grande-Bretagne, sont parfaitement conformes à ceux qui animent votre République, & que vos hautes puissances sont disposées à concourir pleinement aux mesures que la crise actuelle exige, & qui

sont une suite nécessaire de ces sentimens & de ces principes.

« Les circonstances qui nous ont menés à cette crise, sont trop récentes, & la conduite du roi est trop connue, pour que le Souverain soit dans le cas d'entrer dans de longs détails. »

« Il n'y a pas encore quatre ans, que quelques malheureux, se qualifiant du nom de philosophes, ont eu la présomption de se croire capables d'établir un nouveau système de société civile. Afin de réaliser ce rêve de la vanité, il leur a fallu bouleverser & détruire toutes notions reçues de subordination, de mœurs & de religion, qui ont fait jusqu'ici la sûreté, le bonheur & la consolation du genre humain. Leurs projets de destruction n'ont que trop réussi; mais les effets du nouveau système qu'ils ont voulu introduire, n'ont servi qu'à démontrer l'inéptie & la scélératesse de ses auteurs. Les événemens qui se sont si rapidement succédés depuis lors, surpassent en atrocité tout ce qui a jamais souillé la page de l'histoire. Les propriétés, la liberté, la vie même, ont été les jouets de la rage effrénée des passions, de l'esprit de rapine, de la haine, de l'ambition la plus cruelle & la plus dénaturée. Les annales du genre humain ne présentent pas d'époque où, dans un si court espace de temps, on ait commis tant de crimes, causé tant de malheurs, fait verser tant de larmes; enfin, dans ce moment même, ces horreurs paroissent être parvenues à leur comble. Pendant tout ce temps, le roi, environné de son peuple, qui jouissoit, par la protection divine, d'une prospérité sans exemple, n'a pu voir les malheurs d'autrui qu'avec un sentiment profond de pitié & d'indignation, mais ételle à ses prin-

cipes, S. M. ne s'est jamais permise de s'immiscer dans les affaires intérieures d'une nation étrangère. Elle ne s'est jamais écartée du système de neutralité qu'elle avoit adopté. »

Cette conduite, que le roi a vu avec plaisir observée également par vos hautes puissances, dont toute l'Europe a reconnu la bonne foi, & qui auroit dû être respectée à tant d'autres titres, n'a pas réussi à mettre S. M., ses peuples & cette République, à l'abri des trames les plus dangereuses & les plus criminelles.

Depuis quelques mois, des projets d'ambition & d'agrandissemens alarmans pour la tranquillité & la sûreté de l'Europe entière, ont été publiquement avoués. On s'est efforcé de répandre dans l'intérieur de l'Angleterre & de ce pays, des maximes subversives de tout ordre social, & l'on n'a pas même eu honte de donner à ces détestables tentatives le nom de pouvoir révolutionnaire. Des traités anciens & solennels, garantis par le roi, ont été enfreints, & les droits & les territoires de la République ont été violés.

S. M. a donc cru dans sa sagesse devoir faire des préparatifs proportionnés à la nature des circonstances. Le roi a consulté son parlement, & les mesures que S. M. avoit cru bon de prendre ont été accueillies par l'assentiment vif & unanime d'un peuple qui abhorre l'anarchie & l'irreligion, qui aime son roi & qui veut sa constitution.

Tels sont, hauts & puissans seigneurs, les motifs d'une conduite dont la sagesse & l'équité ont assez prouvé jusqu'ici au roi votre concert & votre coopération.

S. M. dans tout ce qu'elle a fait, la constamment veillé au maintien des droits & de la su-

reté des Provinces-Unies. La déclaration que le Souverain a eue l'honneur de remettre à vos hautes-puissances, le 13 novembre dernier, & l'arrivée d'une petite escadre, destinée à protéger les parages de la République, pendant que les propres forces se rassembloient, en fournissent la preuve. Vos hautes-puissances ont reconnu ces dispositions du roi dans tout ce que S. M. a déjà fait. Elles ne les trouveront pas moins dans les mesures qui se préparent ; en conséquence, S. M. se persuade qu'elle continuera à réprocher, de la part de vos hautes-puissances une parfaite conformité de principes & de conduite. Cette conformité peut seule donner aux efforts réunis des deux pays l'énergie nécessaire pour leur commune défense, opposer une barrière aux maux dont l'Europe est menacée, & mettre à l'abri de toute atteinte la sûreté, la tranquillité & l'indépendance d'un Etat, dont vos hautes-puissances assurent le bonheur par la sagesse & la fermeté de leur gouvernement.

Fait à la Haye, le 25 janvier 1793.

Signé, AUCKLAND.

Depuis la présentation de cette pièce, probablement demandée par le Stathouder, il y a eu beaucoup de mouvement dans le cabinet de la Haye : on a expédié à Londres & à Berlin un grand nombre de couriers, garni les frontières & même voulu lâcher quelques écluses ; mais les propriétaires & les paysans, s'opposent à cette dernière mesure, qui condamneroit pour plusieurs années leur terrain à la stérilité ; en effet, pour empêcher la marche du général Dumourier, il faudroit mettre la province d'Utrecht à onze pieds sous l'eau.

D'ailleurs il est évident que cette guerre n'a point le suffrage des Hollandois , & qu'on n'est pas parvenu à la nationaliser comme en Autriche & en Angleterre ; on en a la preuve dans le discours des membres de l'opposition au parlement ; on en a une bien plus forte dans quelques mouvemens qui se sont déjà sentir à Amsterdam, où les patriotes Hollandois n'attendent pour se déclarer que des succès un peu marquans , de la part des généraux de la République française , & ces succès commencent à avoir lieu , car les français, au lieu d'évacuer Ruremonde , comme on l'avoit dit faussement , s'avancent de jour en jour : maîtres du pays de Liège, ils peuvent se borner & se bornent en effet à bloquer Mastrecht, dont la garnison a été renforcée de troupes Prussiennes ; de sorte qu'elle les arrêteroit trop long-temps , s'ils s'opiniâtroient à la prendre avant de pousser plus loin leurs opérations.

Les Prussiens qui craignent pour la Gueldre , de leur côté , marchent à sa défense. Le duc *Frédéric de Brunswick* n'a laissé que deux bataillons à Wesel : il y a déjà eu entre lui & le général *Lamorlière*, quelques escarmouches à l'avantage de ce dernier, à ce que l'on assure.

M. Noel, chargé d'affaires de la république , a reçu, le 9, un courrier d'Angleterre, & en a expédié un à Paris. Quelques personnes prétendent que les négociations avec l'Angleterre ne sont pas entièrement rompues, & qu'elles continuent par la voie de la Hollande. C'est ainsi qu'elles expliquent ce qu'il y a de singulier dans ce dernier fait. *M. Obris*, neveu de *M. Lebrun*, ministre des affaires étrangères, s'est aussi rendu à la Haye ; mais des nouvelles posté-

seurs, dont nous ne garantissons pas l'authenticité, disent que ces messieurs ont quitté la Hollande, & sont même déjà arrivés à Anvers.

Toute la cour du Stathouder a pris le deuil pour la mort de *Louis XVI*. L'ambassadeur d'Espagne a fait célébrer une messe de *requiem* à laquelle un grand nombre d'émigrés ont assisté le crêpe au bras.

Le stathouder vient de faire une promotion dans la marine. Le vice-amiral *Zoutman* remplace *M. Byland*, lieutenant-amiral effectif de Hollande & de Westfrise, mort depuis peu. Le vice-amiral *Rielveld* ne passe pas à un grade plus haut, mais il a, comme les précédens, les appointemens de sa place.

Le vice-amiral *Van-Braam* a obtenu le traitement vacant de contre-amiral, & le vice-amiral *Kinsbergen*, celui de capitaine commandeur. Ce dernier est un marin de beaucoup de mérite, & qui a été fort utile aux Russes dans leur dernière guerre contre les Turcs.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 12 Janvier.

Le lord *Grenville* a donné hier communication à la chambre des pairs du message suivant du Roi :

Georges roi,

« Sa majesté juge à propos d'informer la cham-

bre que l'assemblée, qui exerce aujourd'hui les pouvoirs du gouvernement en France, a ordonné, sans aucun avertissement préalable, des actes d'hostilités contre les personnes & les propriétés des sujets de sa majesté, au mépris du droit des gens & des stipulations les plus positives des traités, & qu'elle a ensuite, sur les plus frivoles prétextes, déclaré la guerre contre sa majesté & contre les Provinces-Unies. Dans les circonstances de cette agression gratuite & non provoquée, sa majesté a pris les mesures nécessaires pour maintenir l'honneur de sa couronne & venger les droits de son peuple; elle se repose avec confiance sur le concours ferme & efficace de la chambre, ainsi que sur le zèle & l'énergie d'un peuple brave & loyal, pour poursuivre une guerre juste & nécessaire, & pour tâcher, avec l'aide de la providence, d'opposer une forte barrière aux progrès d'un système qui menace la sécurité & la paix de toutes les nations indépendantes, & se fuit ouvertement contre tout principe de modération, de bonne foi, d'humanité & de justice.

» Dans une cause d'un intérêt si général, sa majesté a tout lieu de compter sur le concours sincère des puissances qui sont unies avec elle par des alliances, ou qui ont un intérêt commun à prévenir l'extension de l'anarchie & de la confusion, & à contribuer à la sécurité & à la tranquillité de l'Europe ».

Le même jour, dans la chambre des communes, M. Lambton & M. Grey ont vivement pressé les ministres de donner communication du traité qu'on dit exister entre la Grande-Bretagne & l'empereur. Le ministre Dundas, assez embarrasé, a fourni plusieurs réponses évasives.

dans les six jours qui précéderont la tenue des dites assises; lequel tribunal pourra condamner aux dépens l'une ou l'autre partie, suivant qu'elles le jugeront convenable, & ordonner la saisie des biens, meubles & immeubles de la partie condamnée, pour en assurer le payement, & lorsqu'il n'y aura pas six jours entre le premier jugement ou ordre du juge de paix, & la tenue desdites assises, le susdit appel sera renvoyé à la tenue suivante desdites assises.

Toutes actions & poursuites, en conséquence dudit acte, commenceront dans l'espace de trois mois, après les délits qui pourront y donner lieu, & les personnes contre lesquelles elles seront intentées pourront présenter leurs moyens de défense & demander un jugement définitif; & si le rapport du juré est en faveur du défendeur, ou si le demandeur suspend ou discontinue son action & sa poursuite; ou si le jugement ordonne un sursis, ou autrement, le demandeur sera condamné à des dépens doubles en faveur du défendeur.

Ledit acte & toutes les stipulations & clauses qu'il contient pourront être altérées, changées & révoquées par un ou plusieurs actes passés dans la présente session du parlement.

Les habitans d'une paroisse, ville ou lieu quelconque, seront admis comme témoins compétens, à déposer contre toute infraction des clauses du présent acte, commises dans les limites desdites paroisses, ville ou lieu, quoique les amendes qui seront imposées en conséquence, soient applicables aux pauvres de ces mêmes paroisses, ville ou lieu.

Le présent acte sera en vigueur jusqu'au 1^{er} de janvier 1794, & de ce dit jour jusqu'à la fin de la session suivante du parlement & non au-delà.

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

Du Dimanche , 10 février.

La séance s'est ouverte par la lecture de plusieurs adresses d'adhésion au décret qui a fait tomber la tête de Louis. Ces mêmes adresses contiennent l'expression des sentimens douloureux qu'a excités l'assassinat commis sur la personne de *Michel Pelletier*. Le département du Pas-de-Calais envoie une couronne civique pour être déposée sur la tombe de ce citoyen.

Beaumarchais demande le rapport du décret d'accusation porté contre lui, & sur la motion de *Leccointre*, la Convention ordonne qu'il sera sur sis, pendant deux mois, à l'exécution de ce décret; que les scellés apposés sur ses papiers seront levés, attendu qu'il ne s'y est rien trouvé d'incivique, & qu'il lui sera libre de venir à Paris pour se justifier.

La Convention a ensuite entendu un rapport de *Guison Morveaux* sur les dissensions politiques qui agitent les habitans de *Porentrui*. Ce pays, connu ci-devant sous le nom de principauté de Basse, sief de l'Empire, est resserré entre le comté de Valangin & le district de St. Hypolite. Il compte environ 120 communes. Il ne peut pas mettre sur pied 6000 hommes, & sa position est telle, que par les anciens traités de la France avec les princes-évêques de Bâle; il

y avoit engagement réciproque de s'opposer au passage & établissement des ennemis dans ce pays, & que la France pouvoit le faire occuper par ses troupes lorsqu'elle étoit menacée de ce côté, même par les Autrichiens.

D'après cela, il étoit aisé de juger que les habitans de ce pays ne peuvent jamais former un état isolé & indépendant, & si le vœu de la réunion à la France n'a pas été émis aussi-tôt qu'ils ont formé la résolution de secouer le joug d'une domination oppressive, c'est que des vues d'ambition personnelle de la part de ceux même qui travailloient le plus ardemment à la révolution, ont égaré l'intérêt du peuple, & l'ont éloigné de son véritable but.

Appaiser les troubles d'un peuple qui fait le premier essai de sa liberté ; assurer la liberté de ses délibérations ; écarter les obstacles que l'on jette au-devant de lui pour l'empêcher de connoître ses vrais intérêts : tel est le but que s'est proposé la Convention en rendant le décret suivant :

Art. 1^{er}. Trois commissaires, pris dans le sein de la Convention, se rendront incessamment à Porcéus & autres lieux dépendans de la ci-devant principauté de ce nom, pour y prendre toutes les informations & renseignemens concernant les faits mentionnés, tant dans lesdites pétitions, que dans les procès-verbaux & autres pièces présentées au nom de l'assemblée générale des députés des cent vingt communes de la Rouacie, pour en faire leur rapport à la Convention nationale.

II. Les mêmes commissaires rempliront dans lesdits pays, les fonctions attribuées par l'article VI du décret du 15 décembre dernier aux commis-

saïres de la Convention nationale dans les pays occupés par les armées de la République.

III. Le conseil exécutif enverra incessamment, si cela n'a été fait, des commissaires chargés de l'exécution dudit décret du 15 décembre.

L'ordre du jour étoit l'admission des pétitionnaires à la barre. Une députation de la section des Halles est venue dénoncer les citoyens *Taltien*, *Panis* & *Sergent*, députés à la Convention, & anciens membres du comité de surveillance de la commune de Paris, lesquels refusent constamment de rendre leurs comptes, malgré les décrets qui leur imposent cette obligation. Sur la demande de ces pétitionnaires, l'Assemblée a ordonné au ministre des contributions de rendre compte de l'exécution du décret du 26 janvier qui le charge de recevoir les comptes de l'ancien comité de surveillance.

D'autres pétitions ont été présentées. On a remarqué celle d'un des bataillons du Pas-de-Calais, qui, manquant entièrement d'habits & d'équipemens, ne parle que de marcher à l'ennemi.

La section du Finistère a fait part à la Convention d'un arrêté par lequel les citoyens de cette section engagent toutes leurs propriétés à l'hypothèque des assignats. Il a été décrété que cette pétition seroit imprimée.

Du lundi, 11 janvier.

La Convention a entendu un rapport de son comité de législation, sur la détention de plusieurs citoyens arrêtés dans le département de la Sarthe, pour faits relatifs à la taxe des bleds. Il a été reconnu que la plupart de ces citoyens, trompés & séduits par des agitateurs, avoient cru

que la Convention elle-même leur ordonnoit de taxer les grains ; que les autres en se joignant aux atroupés n'avoient fait que céder à la force. On a demandé une amnistie en leur faveur , & la Convention , après quelques débats , en a généralisé le décret , en ces termes :

« La Convention nationale éteint & abolit toutes procédures criminelles , déterminées par les délits commis dans les insurrections qui ont eu lieu relativement aux subsistances jusqu'au 21 janvier dernier. Ordonne que les détenus & prévenus desdits délits , seront mis sans délai , en liberté ».

« Ne sont pas compris dans la présente amnistie , ceux qui sont coupables de meurtre , d'assassinat & d'incendie. »

La discussion s'est ouverte sur l'organisation de l'armée. *Garnier* a parlé le premier en faveur du projet de comité. Ce projet , a dit l'orateur , consacre de grands principes. Il établit l'unité de forces , l'unité de régime & l'unité de récompenses. Il fait de la profession des armes , la profession la plus honorable ; il rapproche tous les soldats , par le lien de l'égalité ; il les unit entre eux par le sentiment de la fraternité , & les attache à la patrie par le bienfait de la propriété.

Après avoir développé les avantages , *Garnier* s'est attaché à démontrer les dangers d'opérer dans ce moment , cette réorganisation. Il a demandé que la Convention décrêtât le principe , mais que l'exécution en fût renvoyée à la fin de la campagne.

Lacombe Saint-Michel a représenté que la fusion de l'armée étoit une opération facile , même dans

dans les circonstances actuelles, en présence de l'ennemi ; que cette réorganisation ne pouvoit pas déplaire aux soldats de ligne, puisqu'elle leur étoit avantageuse. Il a donc demandé que le projet du comité fût adopté, en se réservant de faire des amendemens à quelques articles.

Saint-Just a été du même avis. Il a pensé que l'unité de la République exige l'unité dans l'armée, & bien loin de vouloir différer l'exécution de ce projet, il a cru que le moment étoit venu de l'opérer, exceptant cependant les armées trop près de l'ennemi.

Buzot a réclamé avec force l'ajournement du plan du comité. Il a fait craindre que la fusion des régimens de ligne, avec les bataillons de volontaires, n'altérât la sévérité de la subordination & de la discipline, dont les règles étoient si rigoureusement observées à Rome, dans les plus beaux jours de cette République ; il a présenté encore le relâchement de la discipline, comme une conséquence naturelle de la nomination des chefs par les soldats. Il a regardé comme hasardée la promesse faite aux soldats d'échanger les quittances des pensions qui leur seroient accordées, contre des biens nationaux.

« Battons-nous à présent, comme se sont battus les vainqueurs de Jemmappe, a dit *Buzot* ; nous aurons le loisir d'entendre à la paix les gens à système. »

Dans le cours de cette discussion, des commissaires des sections de Paris, ont demandé à paroître à la barre, pour présenter une pétition sur les subsistances. Il est impossible, disoient-ils, que nous désarmions sans avoir été admis, à moins que nous ne soyons éloignés par un décret prononcé en présence des parisiens & des fédérés.

N^o. 8. 23. Février 1793. L

dérés des 83 départemens qui sont debout avec nous. La Convention avoit déjà refusé d'admettre la députation, & l'avoit renvoyé pour être entendue à son comité d'agriculture, lorsque sur la demande d'un membre du comité des finances, elle a décrété que les députés des sections de Paris seroient admis le lendemain à dix heures.

Du mardi, 12 février.

On a présenté la rédaction du décret rendu hier, portant amnistie relativement à toutes les insurrections qui ont eu lieu pour les subsistances & sur la motion de Duhem, cette amnistie a été étendue à celles qui ont résulté des droits féodaux, & à tous les troubles occasionnés dans les armées & dans les places de guerre, pour cause de trahison des généraux.

Les commissaires des quarante-huit sections sont admis à la barre en exécution du décret rendu hier. Ils demandent que la Convention établisse un prix uniforme pour les bleds dans tous les départemens; qu'elle fasse des loix contre les accaparemens, & prononce des peines contre les agriculteurs qui refuseroient de vendre, ou qui vendroient les bleds au-dessus du prix qu'on auroit fixé.

A peine l'orateur a-t-il terminé la lecture de cette étrange adresse, qu'un autre pétitionnaire prend la parole. Il s'annonce comme membre du comité des finances, & parlant au nom de tous les départemens.

Aussi-tôt l'assemblée entière se soulève, on s'indigne; mais l'indignation redouble, quand, sur la réquisition faite au pétitionnaire, d'exhiber ses pouvoirs, celui-ci répond qu'il n'en a point.

Marat demande que les pétitionnaires soient poursuivis comme perturbateurs du repos public.

Carra provoque le décret d'accusation contre eux. Buzot croit voir dans cette pétition le système de désorganisation que les ennemis de la chose publique ont suivi depuis le commencement de la République. Il croit voir se réaliser les craintes que témoigna Vergniaux, en disant : *si le peuple manque de pain, on dit que la cause en est au Temple. Craignez que, lorsque la tête du tyran sera tombée, on ne dise : si les subsistances manquent, la cause en est à la Convention.* Buzot, en terminant, a demandé que le président interpellât les pétitionnaires sur les motifs qui les avoient portés à présenter leur pétition, & que celui qui s'étoit dit le mandataire des 85 départemens fût arrêté.

Après de longs débats, & les pouvoirs des pétitionnaires ayant été vérifiés, il a été constaté que trente sections seulement leur avoient donné des pouvoirs, & même que la plupart d'entre elles n'avoient émis leur vœu qu'indirectement.

La Convention a décrété que ces pétitionnaires ne seroient point admis aux honneurs de la séance, & qu'ils donneroient à l'instant leurs noms & leur demeure.

Le second pétitionnaire ayant été convaincu de n'être point l'organe avoué d'une société, dire des défenseurs des 85 départemens, qu'il avoit désignée, la Convention a décrété que ce citoyen seroit mis en état d'arrestation, & interrogé par le comité de sûreté générale.

On a repris la discussion sur l'organisation de l'armée. Dabois Crancé a résumé toutes les opinions; la priorité a été accordée au projet du comité, & après de très longs débats, la Convention a décrété le premier article, ainsi qu'il suit :

« A dater de la publication du présent décret ;

il n'y aura plus aucune distinction, ni différence dans le régime, entre les régimens de ligue & les bataillons de volontaires. »

Nota. Dans le cours de cette séance, la Convention a reçu une lettre du ministre de la marine, qui lui envoie sa démission.

Du mercredi, 13 février.

Une lettre des commissaires de la Convention, datée de Mayence, l'avertit de se défier des hommes, se disant représentans du peuple Belge, qui ont demandé à la barre de la Convention, le rapport du décret du 15 décembre. Ces hommes, disent les commissaires, sont des émissaires des prêtres, des nobles, & des privilégiés.

Le lieutenant-colonel du corps de gendarmerie, qui se trouve à Liège, annonce que la désertion, l'indiscipline & le libertinage de ce corps, sont à leur comble. La Convention a décrété qu'il seroit fait incessamment un rapport sur la gendarmerie.

Les commissaires au département du Var, écrivent que malgré la cherté des grains & de toutes les denrées de première nécessité, l'ordre & la paix regnent dans ce pays. Ils se plaignent sur-tout du mauvais état des routes. --- Renvoyé au comité des Ponts & Chaussées.

Duhem, organe du comité de surveillance, a fait un rapport sur l'arrestation & l'emprisonnement de *Royou*, commissaire chargé, à l'époque du mois de septembre 1792, par le conseil & par la municipalité de Paris, de faire des recherches d'armes & de munitions de guerre dans le département du Finistère. Le rapporteur a conclu à l'élargissement du détenu & à la tradition à la barre des administrateurs qui ont ordonné son arrestation.

Cette conclusion a excité de vives réclamations. On a demandé la lecture des procès-verbaux du département du Finistère qui constatent l'arrestation du commissaire. Les pièces ont été lues, & on y a découvert que le commissaire étoit muni de pouvoirs, *Signés* PANIS, MARAT & autres, par lesquels il étoit chargé de faire des réquisitions pour saisir & amener à Paris tous les chevaux des émigrés; de s'emparer de tous leurs mobiliers pour être mis à la disposition de la commune de Paris.

On a vu, dans des dispositions faites contre Royou, qu'il s'étoit efforcé de dénigrer Brissot, Guadet, Vergniaud & Roland, & de faire l'éloge de Danton, Marat & Robespierre; qu'il accusoit Camus de n'avoir pas voulu se prêter à faciliter le vol, qui, disoit il, *a dû* se faire au Garde-meuble. On a vu que ce commissaire avoit changé de nom pour en imposer à la commune de Quimper, qu'il provoquoit au meurtre tous les corps administratifs, & qu'il menaçoit les départemens de la colère de la capitale.

On a demandé l'impression de ces pièces & l'ajournement de cette affaire. Cette proposition a été décrétée.

Thuriot réclamoit provisoirement la liberté du détenu. Après de longs & violens débats, la Convention a passé à l'ordre du jour sur cette dernière proposition.

Le ministre de l'intérieur, par *interim*, est venu présenter à la Convention des moyens de dissiper les alarmes que l'approvisionnement de Paris a fait naître. Il a observé d'abord que le ministre de l'intérieur n'est point chargé spécialement d'approvisionner Paris, comme un grand nombre de citoyens paroissent le croire.

Ce fardeau repose en entier sur la municipalité; le département la surveille, & le ministre la seconde. Il a présenté ensuite comme un remède à tous les maux, la liberté illimitée du commerce des grains, & il a si par proposer à la Convention; 1°. de fournir au comité des subsistances de la commune les moyens d'astu et aux boulangers les indemnités ordinaires. 2°. D'autoriser le ministre de l'intérieur à présenter au comité des finances un mode de perception des lois additionnels, plus égal que ce'ui qu'on a décrété; 3°. & enfin de permettre aux boulangers de vendre le pain au prix naturel où il doit être porté d'après celui des b'eds & des farines: moyen le plus sûr d'entretenir l'abondance dans Paris.

Ces diverses propositions ont été renvoyées aux comités réunis des finances, de commerce & d'agriculture pour en faire le rapport sous trois jours.

On a pris ensuite la discussion sur le projet du comité de la guerre. Elle s'est engagée pour la seconde fois sur la question de la réunion. Après quelques débats, le principe de la réunion ou amalgame des troupes deligne avec les volontaires, a été décrété, & l'exécution ajournée jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné. D'autres articles ont été discutés & décrétés. Nous donnerons le décret en entier lorsque la rédaction définitive aura été adoptée.

Du jeudi, 14 février.

Plusieurs décrets importants ont été rendus dans le cours de cette séance. Le comité de marine a fait décréter le mode de vente des vaisseaux pris sur les ennemis. Les tribunaux des différens lieux où les prises auront été faites, seront compétens des difficultés qui s'élèveront à ce sujet.

Les comités
ont fait adopter
l'ordonnance d'un b
sation de
de 1791.
Par un a
arrêté
l'intérieur
distribuer
par le
mises de
dans
de
con
de
ren
U
e

Les comités des finances & de la guerre réunis, ont fait adopter un projet de décret sur l'organisation d'un bureau central, à Paris, pour la confection de tous les décomptes de la campagne de 1792.

Par un autre décret, la trésorerie nationale est autorisée à mettre entre les mains du ministre de l'intérieur, une somme de 5 millions, pour être distribuée provisoirement suivant le mode prescrit par le décret du 22 décembre dernier, en indemnités des dommages causés par l'invasion des ennemis.

Barrère a présenté, au nom du comité de constitution, un plan d'organisation du ministère de la marine, exactement calqué sur le décret rendu pour l'organisation du ministère de la guerre. Un ministre, six adjoints; & six sections du comité de marine de la Convention nationale correspondant avec les six bureaux. Les travaux de la marine sont par conséquent divisés en six classes. Ce projet a été adopté sans discussion.

Fouché, au nom du comité d'instruction publique, a fait rendre le décret suivant, relativement aux collèges:

ART. 1^{er}. La loi concernant la suppression des congrégations séculières ne s'étendant pas aux établissemens d'instruction publique, indépendans de ces fondations, la vente des biens de ces établissemens continuera à être suspendue, conformément aux décrets rendus par l'Assemblée constituante.

II. La recette & la gestion des biens appartenans aux établissemens d'instruction publique, soit qu'elles aient été confiées précédemment à des congrégations séculières, ou à des laïques,

continueront d'être faites sous la surveillance des corps administratifs ou municipaux, qui, respectivement, en sont chargés, sans que la régie des domaines nationaux puisse s'en mêler.

III. Les receveurs de la régie seront tenus, dans la huitaine de la publication du présent décret, de composer de clerk-à-maitre, par-devant les corps administratifs ou municipaux, respectivement chargés de l'administration des collèges, de tous deniers par eux perçus comme appartenans à ces établissemens, & seront contraints d'en verser immédiatement le montant en deniers ou quittances, entre les mains des receveurs qui précédemment en étaient chargés, ou de ceux qui leur seront désignés par les administrations.

IV. Les corps administratifs sont autorisés, jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné, à fixer le traitement des professeurs actuellement en exercice, ainsi qu'il suit : dans les villes au-dessus de trente mille âmes, il ne pourra être moindre de mille livres ; & dans les villes au-dessus de cette population, de quinze cents livres, sans néanmoins que le *maximum*, pour les premières villes puisse s'élever au-delà de quinze cents livres ; & pour les secondes, au-delà de deux mille livres, dérogeant, pour cet effet, à l'art. I du tit. IV de la loi du 18 août 1792.

Séance extraordinaire du jeudi soir.

Une députation du second bataillon du département de l'Aude, employé dans l'armée du Var, vient dénoncer le général Anselme comme l'auteur ou la cause des dilapidations & des désordres arrivés à Nice. Cette dénonciation est confirmée par le rapport de Colloz-d'Herbois, l'un des commissaires à l'armée du Var ; & sur

la demande de
dire qu'Anselme
sacré, seron
Après avoir
diplomatique
accepte le v
mis par la
sage de C

Du v

Cette
tion du
France
& a
const
qui

les
v

la demande du rapporteur, la Convention décrète qu'Anselme & Ferus, commissaire-ordonnateur, seront mis en état d'arrestation.

Après avoir entendu le rapport de son comité diplomatique, la Convention a déclaré qu'elle accepte le vœu de réunion à la France, librement émis par la principauté de Monaco & par le bailliage de Chambourg.

Du vendredi, 15 février.

Cette séance avoit été fixée pour la présentation du projet de constitution de la république Française... Condorcet est monté à la tribune, & a préparé l'Assemblée à la lecture de l'acte constitutionnel par un discours explicatif des motifs qui ont dirigé le travail du comité.

Nous n'entreprendrons point de donner ici les détails d'une lecture qui a duré plusieurs heures; nous en sommes dispensés d'ailleurs par la profusion avec laquelle ce travail va être répandu dans les départemens.

Du samedi, 16 février.

On a réclamé contre le décret rendu avant-hier d'après le rapport de Fouché, sur les collèges. Diverses considérations ont engagé l'Assemblée à en suspendre les trois premiers articles. Elle a conservé le quatrième, & elle a chargé les comités des finances & d'instruction, de lui présenter un nouveau projet.

La Convention a mis entre les mains du ministre de la guerre, 27 millions pour la réparation des fortifications des villes de guerre.

Gensonné, au nom du comité de constitution, a continué la lecture de l'acte constitutionnel.

L,

Après que cette lecture a été terminée, l'Assemblée a ordonné l'impression du discours de Condorcet & du projet de constitution, & son envoi aux départemens, aux districts, aux municipalités, aux sociétés populaires & aux armées. Elle a prononcé en même temps, & en exécution d'un décret précédemment rendu, la suppression du comité de constitution.

On est passé ensuite à la discussion du projet de décret sur l'organisation de l'armée. Plusieurs articles ont été adoptés.

Du Dimanche, 17 février.

Les commissaires à l'armée du Rhin, écrivent qu'ils ont destitué de ses fonctions le commissaire-ordonnateur, Cochelet, prévenu d'une négligence coupable. D'après un rapport fait au nom des comités réunis de la guerre, des finances & de l'examen des marchés, la Convention a décrété qu'il n'y a pas lieu à accusation contre le citoyen d'Espagnac, & qu'il sera mis en liberté.

Le comité diplomatique a proposé, par l'organe de Guiton-Morveau, d'accorder le titre de Citoyen Français à Joël Barlow, habitant des Etats-Unis, qui s'est plusieurs fois rendu l'interprète des sentimens de ses compatriotes en faveur de la révolution française, dont les études n'ont eu pour but que le perfectionnement de la morale des gouvernemens, & qui, pour prix de ses honorables travaux, demandoit à jouir du titre & des droits de Citoyen Français. -- Un décret a porté Joël Barlow au rang de Citoyen Français.

Les commissaires de la Convention écrivent

de l'Orient
convoier
sont prêts
ont été
détente.
D'une
& la C
d'un C
La
ou si
faut
pour
ou
po

de l'Orient, que le zèle des armateurs doit faire concevoir les meilleures espérances. Deux frégates sont prêtes à mettre à la voile. Diverses mesures ont été prises pour mettre la ville en état de défense.

Diverses offrandes ont été faites à la patrie, & la Convention en a reçu l'hommage. L'idée d'un sacrifice est aussi-tôt réalisée que conçue.

La section du Marais, frappée du dénûment où se trouvent nos braves défenseurs, & persuadée que quelque activité que l'on mette aujourd'hui à réparer les négligences de l'administration des fournitures des armées, on n'obtiendra point des fabriques & des ouvriers un secours aussi grand & aussi prompt que le besoin est pressant; cette section a imaginé d'inviter les Français qui composent la garde intérieure de la République, & qui ont des habits aux couleurs nationales, d'envoyer ces vêtements à leurs frères d'armes qui combattent sur la frontière.

A peine la section du Marais avoit proclamé cette vue, que dès le même soir, quinze habits étoient apportés au dépôt qu'elle a formé; à son exemple, le même dévouement s'est déclaré dans les autres sections.

Paris, le 21 février 1793.

Le projet de la nouvelle Constitution vient enfin de paroître. Après plus de quatre ans de secousses, d'agitations & d'anarchie politiques, il est permis d'espérer que nous aurons bientôt un gou-

vernement. Il est temps d'organiser d'une manière solide toutes les parties de ce vaste empire , qui tomberoit incessamment en dissolution , si ce long interrègne des loix étoit plus long temps prolongé. Quelque difficile qu'il soit de faire rentrer dans les voies de l'ordre social , & de rappeler à l'obéissance des loix , une nation travaillée par une révolution qui a entraîné dans ses mouvemens, tous les débris de l'ancien système , & a nécessairement relâché tous les liens de l'organisation civile & politique , il faut du moins se préparer à cette indispensable régénération , en commençant à méditer sur le plan que le comité vient de nous offrir.

Nous aurions désiré donner dans toute son étendue le discours de *Condorcet*, dans lequel il a développé les principes & les motifs, sur lesquels le comité a fondé son travail important ; mais les bornes de ce journal ne nous le permettent pas. Ce discours d'ailleurs va être répandu par la Convention , avec une profusion telle qu'il n'est aucune partie de la République où il puisse rester inconnu. Tout ce que nous pouvons promettre à nos lecteurs, c'est de mettre incessamment sous leurs yeux le plan de Constitution , sur lequel toutes les attentions doivent se fixer , puisque le sort des individus & de la République y est attaché. Nous invitons tous

les citoyens à le méditer & à y faire les observations que l'intérêt public pourra leur suggérer; car ce seroit une destinée trop déplorable, que de retravailler sans celle ses loix & son gouvernement, sans jamais pouvoir jouir des avantages qu'on en espère.

Celui que nous pouvons recueillir dès-à-présent, c'est que du moins ce projet peut servir de ralliement à tous les esprits. En s'occupant d'un intérêt aussi grave, on oubliera peut être ces querelles particulières, & ces dissensions qui nous ont malheureusement trop détournés des seuls & grands objets qui auroient dû absorber toutes nos pensées. Nous ne vivrons plus dans ce tourment pénible de l'incertitude, qui ne laissoit à l'espérance aucun appui solide à embrasser. Cet avenir prochain fortifiera l'esprit de nos armées, & elles sauront désormais quel doit être le prix de leurs victoires.

Le plan de Constitution est déjà devenu l'objet des débats de la société des *Jacobins*. On lui reproche d'être incohérente dans ses bases, obscure dans ses développemens, de ressembler plutôt à un règlement de police qu'à la constitution d'un grand peuple, & d'avoir trop favorisé les riches dans le mode des élections, tandis que d'autres, étrangers à cette société, trouvent que les formes en font

trop populaires ; qu'ils y cherchent un pouvoir exécutif & qu'ils n'y apperçoivent qu'un conseil sans énergie & sans force, puisque le corps législatif pourra mettre en jugement les ministres, genre d'influence qui les tiendra toujours dans un état de dépendance & de foiblesse qui nuira à l'activité du gouvernement, ouvrira une carrière trop vaste à l'ambition & à l'intrigue, & favorisera la tendance du corps législatif à s'emparer de l'autorité exécutrice, ce qui seroit la confusion des pouvoirs.

Un membre a critiqué la déclaration des droits qu'il considère sous trois rapports : droits de l'homme en état de nature ; droits de l'homme social ; droits de peuple à l'égard d'un autre peuple. Il invite la société à mettre à l'ordre du jour la discussion sur cet objet, ce qui a été adopté.

Les droits de l'homme en état de nature, n'ont pas besoin d'être définis ; ils consistent que dans sa conservation, nature a pris soin de lui en procurer les moyens. Cet état de nature auquel voudroit remonter, n'est qu'un état de traction, qui, s'il a jamais existé, sauroit servir de base aux droits de l'homme en société, car les peuplades vagues, éparées dans plusieurs contrées, sont déjà un commencement de

tion. Il est donc fort inutile de se livrer à ces discussions conjecturales. Nous ne pouvons prendre les droits de l'homme que dans l'état où il se trouve.

Cet aperçu prouve du moins qu'on se dispose à approfondir toutes les questions constitutionnelles, & cette disposition ne peut tourner qu'à l'avantage commun, si elle est dirigée sur-tout dans des vues droites & utiles. Mais on ne s'est pas contenté de critiquer la constitution, on est allé jusqu'à soupçonner les intentions de ceux qui l'ont faite. *Fabre d'Eglantine* ne croit pas qu'elle ait été fabriquée dans le comité de la Convention, mais à quelques centaines de lieues. Les intrigans, suivant lui, s'y sont proposés de triompher par une capitulation, dans le cas où les ennemis pourroient nous y forcer. Ce projet auroit été conçu d'une manière fort énigmatique, afin que, dans le cas où il ne seroit pas possible de plier les français à cette capitulation; ces mêmes intrigans, à la faveur des abstractions de leur plan, pussent prolonger les discussions, soit pour se ménager le temps d'intriguer de nouveau, soit pour prolonger leur existence politique, dans la crainte de n'être élus à aucune place après la Constitution.

Le grand livre des dénonciations s'est ouvert sur *Beurnonville*; on lui reproche d'avoir voulu restreindre par des condi-

tions , le droit qu'a le soldat de faire entendre ses plaintes ; comme si pour le succès même de ces plaintes , & la conservation de la discipline , il ne falloit pas les assujétir à des formes. — De vouloit rappeler les commissaires des guerres ; comme si les commissaires de la Convention & les armées n'avoient pas déjà fait entendre leurs plaintes contre la plupart. — De s'être environné de six adjoints , peu propres à inspirer la confiance ; comme si l'on pouvoit les juger avant qu'ils aient agi. — D'avoir montré de la répugnance à être tutoyé ; comme si , pour être bon ministre de la guerre , il falloit être *Quaker* , & avoir les habits troués au coude. — Enfin , d'avoir dit que peu lui importe que les soldats fussent patriotes ou non , pourvu qu'ils se battissent bien ; comme si la valeur dans les armées n'étoit pas le premier gage de leur succès , & si pour bien battre , il falloit calculer le plus ou moins de nuance dans les opinions politiques. — Un membre a ajouté que si ministre a été nommé par *la Montagne* il faut que *la Montagne* ait le courage de demander son exclusion.

Quelques vérités à la société des Jacobins de Paris.

Vous êtes les premiers nés entre les enfants de la Liberté. Craignez-vous d'entendre Pa-

franchise de son langage ? Une funeste scission a éclaté entre vous & un grand nombre de sociétés des départemens. Il faut la faire cesser. Il le faut, parce que toute division ne peut qu'affaiblir nos moyens de défense & fortifier les espérances de nos ennemis. Il le faut, parce que les dissentimens ne sont pas tels qu'ils ne puissent céder aisément à l'intérêt commun.

L'émigration & la déportation nous ont délivrés des nobles & des prêtres. Ce qu'il en reste dans la république est contraint de cacher ses sentimens, & il n'est besoin pour ceux-ci que de la surveillance de la loi. Je ne crains pas d'assurer que les dix-neuf vingtièmes des citoyens veulent la liberté, l'égalité, & une constitution républicaine. Ceux mêmes que l'on désigne sous le nom de *Mécontents*, ne le sont que de la prolongation des désordres, de l'anarchie & de l'esprit désorganisateur qui s'avance chaque jour vers la dissolution du corps social. Tous désirent l'affermissement de la paix intérieure, la prospérité nationale, & brûlent de concourir de leur personne ou de leurs biens au succès des armes de la république ; tous soupireront après un nouvel ordre de choses qui assure à chacun sa liberté, sa propriété, son existence, & qui ne laisse plus ni les individus, ni la fortune publique sous la domination d'une poignée d'intrigans, d'ambitieux, d'hommes sans talens, sans moralité, sans principes, qui se tourmentent en tout sens pour retenir une autorité qu'ils perdroient bientôt sans les moyens astucieux ou tyranniques qu'ils emploient pour la conserver.

Voilà ce que vous ont dit les sociétés qu'on veut vous faire regarder comme de faux frères, des traîtres, des ennemis publics. Voilà ce que

pensent un plus grand nombre de citoyens qui ne vous l'ont pas dit. Quand on est d'accord sur le but, vaut-il la peine de se haïr, de se persécuter durant la route qui y conduit. Le mal est venu de l'exagération des deux partis. Vous n'avez vu dans la république que l'esprit de votre société ; vos adversaires n'ont vu dans votre société qu'un esprit dangereux à la république. Eh bien ! les torts sont réciproques, vous vous trompiez tous. L'esprit de votre société est bon, car vous ne pouvez vouloir que ce qui est utile à tous. Les intentions de ceux qui vous ont exposé leurs griefs, sont pures, & elles n'exprimoient qu'un intérêt commun à tous. Mais l'amour-propre immodéré des chefs, cette funeste ambition de jouer le premier rôle, & de vouloir soumettre toutes les opinions, toutes les volontés à la sienne, a porté dans ces débats un esprit d'aigreur & d'animosité qui a bientôt dégénéré en défiance, en accusations réciproques & en fureur de parti.

Du moment que vous avez vu que l'on substituoit les personnes aux choses, vous avez dû sacrifier toutes les querelles particulières à la grande affaire du salut commun. Ce que vous n'avez pas fait alors vous devez le faire aujourd'hui. N'est-il pas étrange qu'au milieu des grands intérêts qui nous environnent, quand il s'agit de faire une constitution au-dedans & de repousser les ennemis au-dehors, il ne soit question depuis quatre mois que de *Jacobins*, de *Girondistes*, de *Maratistes*, & toutes ces dénominations qui font disparaître la république devant quelques individus ?

Que l'on s'épuise tant qu'on voudra, en disputes, en soupçons, en invectives, à quoi se réduire en dernière analyse les bases de la constitution ces quatre mots : *liberté, égalité, sûreté*

priété. Quel est le grand intérêt, l'intérêt unique dont nous devons nous occuper ? c'est en même temps que nous établissons ces droits sacrés, de les défendre contre les oppresseurs qui veulent nous les ravir.

Aurons-nous une bonne constitution, si la presse ne jouit de la liberté la plus entière & la plus illimitée, si quelques individus se sont promis de faire prévaloir leurs idées par des moyens d'intrigue, de terreur ou de violence, si l'on s'obstine toujours à suspecter les intentions, quand il ne faut juger que les choses, si le dissentiment d'opinions est présenté sans cesse comme un crime public & une conspiration contre la liberté, si l'on ne veut souffrir dans la république que deux classes d'individus, les *Meneurs* & les *Menés*, si chaque club se croit le souverain, & chaque aggrégation d'individus la nation entière ?

Aurons-nous un bon gouvernement, pourrions-nous même en avoir un, si chacun veut être gouvernant & nul ne veuille être gouverné, si les loix ne sont que de belles, mais de vaines théories, si les agens de l'administration sont constamment traversés par des obstacles étrangers aux ressorts de la machine politique, si une inquiétude soupçonneuse & turbulente rend le poste de ministre si périlleux & si rebutant, que les gens de bien ne puissent, ni le desirer, ni s'y maintenir, & si une multitude de corps particuliers, blâment, louent, agissent, disposent, proscrivent, citent devant eux, administrateurs & administrés, & forment autant de gouvernemens dans le gouvernement ?

Pourrions-nous faire triompher la cause de la liberté des efforts de toutes les puissances réunies, si nous sommes nous-mêmes divisés, si les ci-

coyens sont découragés par la plus déplorable des oligarchies , s'il suffit de la dénonciation du premier fripon , couvert du masque du patriotisme pour enlever à un ministre & à un général la confiance publique ?

Citoyens , vous le savez , les despotes coalisés , désespérant de nous vaincre à force ouverte , nous font depuis 4 ans une guerre plus terrible , celle de l'intrigue & de la corruption ; ils entretiennent au milieu de nous une armée de stipendiaires , qui , à la faveur d'un républicanisme hypocrite , se glissent partout & repandent parmi les patriotes les défiances , les inimitiés & les dissensions , toujours prêts à égarer la multitude & à la pousser à tous les excès. Croyez-vous qu'ils n'aient pas pénétré dans votre enceinte , & établi le foyer de leurs manœuvres au sein des plus zélés défenseurs de la liberté & de l'égalité. Voulez-vous déjouer leur complot ? n'ayez tous qu'un même esprit & un bon esprit ; abjurez tous les ressentimens ; ne traitez plus en ennemis ni les citoyens , ni les sociétés qui vous ont dit des vérités sévères ; gardez dans vos discussions la dignité qui convient à des hommes libres , ne repoussez plus de la tribune ceux qui ne parleront pas dans le sens de telle ou de telle opinion ; partout où il y a un respect superstitieux pour des individus , fussent-ils des *Phociens* & des *Aristides* , il n'y a plus de liberté & d'égalité ; car si ces individus veulent gouverner votre société , si votre société veut exercer son influence , & sur la Convention , & sur le conseil exécutif , & sur les généraux , & sur toutes les autres sociétés de la République , ne voyez-vous pas qu'en dernière analyse , toute l'autorité nationale seroit concentrée dans un

petit nombre de mains , & vous tomberiez , sans le vouloir , sous le gouvernement aristocratique , que vous avez tant de raisons de haïr.

Je vous le dis avec toute la franchise d'un républicain étranger à tout esprit de parti , si vous ne mettez un terme à cette domination effrayante , nous n'aurons ni constitution ni liberté , ou nous n'aurons que la liberté & la constitution que voud. ont un petit nombre d'hommes ; c'est à vous d'en sentir les conséquences. Après cela , si voulez acquérir une gloire solide & durable , il ne vous reste plus qu'à travailler à vous rendre utiles ; car le jour où la constitution recevra la sanction universelle , toute autre autorité doit disparaître.

Le projet conçu par une section de Paris d'hypothéquer les assignats sur toutes les propriétés individuelles , & qui sert , dit-on , de base au plan de finance que doit présenter *Chabot* , nous paroît avoir des inconvéniens si graves , que nous croyons devoir en prévenir les citoyens par les observations suivantes :

Sur l'arrêté de la section de Paris dite du Finistère.

L'arrêté de la section du Finistère , par lequel tous les citoyens qui la composent engagent toutes leurs propriétés à l'hypothèque des assignats , & dont la communication a été faite à la Convention , mérite sans doute les plus grands éloges ; mais l'enthousiasme généreux & patriotique , qui l'inspire n'a pas prévu tous les dangers qui peuvent accompagner cette résolution ; on n'a pas

forché qu'elle étoit plus propre à discréditer les assignats qu'à augmenter pour eux la confiance publique ; car de moment qu'on soupçonnera que l'hypothèque solide sur lequel ils sont assis, a besoin d'une nouvelle caution, la défiance & la crainte prendront la place du crédit dont ils jouissent. Que penseroit-on du banquier le plus riche & le plus solide, si tout-à-coup des citoyens s'offroient d'eux-mêmes pour le cautionner ? La première idée des créanciers ne seroit-elle pas d'élever des doutes sur la solvabilité de leur débiteur ?

Les idées grandes & généreuses séduisent au premier abord ; mais telle est la nature de la confiance qu'elle s'affoiblit par l'excès des précautions. Les assignats ont pour gage la plus grande partie des biens du ci-devant clergé, qui ne sont point encore vendus ; les maisons ci-devant royales & leurs dépendances, les palais épiscopaux, les forêts nationales, les biens des émigrés & toutes les propriétés qui sont devenues nationales par la réunion de la Savoie, du pays de Nice, & par celle très-prochaine de la Belgique & du pays de Liège. Cette masse d'hypothèque ne pourroit perdre de sa valeur qu'autant que le territoire de la république auroit été envahi par les puissances, & que la contre-révolution se seroit effectuée ; ce qui seroit la destruction entière de la liberté, & dans ce cas, que nous sommes loin de prévoir, & de craindre, qu'ajouteroit de plus l'hypothèque des biens des individus qui seroient également la proie du vainqueur ?

Hors de cette chance, qui seroit commune à tous les genres de propriétés, le crédit des assignats n'a rien à craindre. La mesure que propose la section du Finistère ne seroit donc pas plus

solide dans le seul cas éventuel où l'on pourroit en avoir besoin. Elle est encore impossible, car si l'on s'est proposé d'engager toutes les sections de la république à imiter celle du Finistère, comment ne s'est-on pas aperçu que, soit quoique cette hypothèque soit solidaire ou individuelle, il n'est pas un citoyen, pas un propriétaire, pas un manufacturier, pas un capitaliste, pas un négociant qui n'ait des engagements particuliers & des hypothèques résultant de toutes les transactions de famille, de négoce, d'industrie, de mises de fonds ou d'avances en agriculture. Qu'on juge dans quel trouble, dans quel cahot effroyable, on plongerait toutes les familles & tous les individus, si l'on frappoit la fortune particulière d'une hypothèque générale ou spéciale au profit de la fortune publique. Cette alarme deviendrait le signal de la ruine du commerce & de tous les autres contrats intéressés. Il y a plus, c'est que du jour où cette mesure seroit adoptée, il faudroit renoncer à la vente de tous les domaines nationaux, car nul ne veut ni ne peut acquérir que pour conserver, & nul ne peut conserver s'il est contraint de supporter une hypothèque. On détruirait donc le crédit des assignats dans sa source, & pour trop affermir la fortune publique, on la ruinerait dans celles des individus.

Ajoutons à ces considérations que cette hypothèque, si inconsidérément sollicitée par un patriotisme aveugle, deviendrait le signal d'une guerre entre ceux qui n'ont rien & ceux qui possèdent. Les premiers, ayant dans leurs mains une partie du signe & du prix de toutes les conventions, qui sont les assignats, voudroient forcer les autres à augmenter la sûreté dont ils croiroient avoir besoin, & s'ils se refusoient à cette

hypothèque, on les signaleroit bientôt comme des mauvais citoyens, des accapareurs, des riches ; & qu'on calcule quelles seroient les suites d'une pareille opinion, si on la faisoit passer dans l'esprit du peuple.

Nous sommes persuadés que la section du Finistère n'a pas considéré son arrêté sous les rapports d'action & de réaction qu'il pourroit produire ; mais il est du devoir de tout écrivain d'en saisir les conséquences. Il l'est aussi de la Convention de les peser dans sa sagesse, & nous croyons que quand elle a ordonné l'impression & l'insertion de cet arrêté dans son bulletin, elle n'a voulu que récompenser le zèle & les bonnes intentions de ceux qui ont conçu cette idée, en réservant d'en apprécier tous les dangers.

Les citoyens Noël, *Thinville* & *Maulde*, qui avoient été chargés d'une mission, auprès des Provinces-Unies, sont de retour à Paris, depuis le 17 ; ils ont été grièvement insultés à la Haye, & ce ne sera pas le seul outrage que la République française aura à venger.

Le conseil exécutif avoit confié à *Grimoard* le commandement de nos principales forces dans la Manche, mais il vient de donner sa démission.

On dit qu'un courrier extraordinaire, arrivé de Madrid en neuf jours, vient d'apporter la nouvelle de la déclaration de guerre du roi d'Espagne.

COMMUNE

COMMUNE DE PARIS.

14 février. On a proclamé le résultat du scrutin pour l'élection du maire. Sur 15,191 votans, *Pâche*, ex-ministre de la guerre, a réuni 11,881 voix ; celui qui en a réuni le plus après lui est *Rœderer* ; il en a eu 1,118. — Le conseil général a voté un emprunt de trois millions ; pour pourvoir plus promptement aux subsistances.

15 février. Sur le requiatoire du procureur de la commune, converti en motion, le conseil général arrête :

1°. Que tous les citoyens sont invités à souscrire pour la construction d'un ou plusieurs bâtimens de mer.

2°. Que les fonds provenans de ces offrandes volontaires, seront déposés entre les mains du caissier de la commune, qui ouvrira un registre particulier, à l'effet de constater ce qui lui aura été remis.

3°. Que les 48 sections seront invitées à ouvrir dans leur comité un registre de souscription, où tous les citoyens inscriront les sommes qu'ils veulent offrir à la patrie ; & que les sommes versées dans les sections, seront remises au caissier de la commune, sur son récépissé.

4°. Qu'il sera ouvert à l'instant un registre où les membres du conseil présent inscriront leurs offres.

Cet arrêté étoit à peine pris, que les employés au secrétariat de la commune se sont présentés au conseil. L'un d'eux a déposé au nom de tous, une somme de 120 liv. pour cet objet.

N°. 8. 23 Février 1793. M

Le conseil a ordonné la mention civique de l'offrande & l'insertion au procès-verbal.

Bientôt cet exemple a eu des imitateurs. Le procureur de la commune a souscrit pour 100 l., *Scipion Duroure* pour 3,000 liv. ; *Dommanget*, 100 liv. ; le secrétaire greffier, 100 liv. ; *Paché*, nouveau maire, 2,000, &c. &c. &c.

16 *Février*. La commission du Temple a envoyé au conseil général un paquet de papiers & lettres adressés à *Marie Antoinette* qui avoient été remis à l'adjoind du concierge. Il paroît que ces lettres sont écrites par une marchande de cire d'Espagne, qui qualifie encore *Marie Antoinette* de reine ; elle implore sa protection pour un procès. Cette correspondance auroit paru fort peu digne d'attention, s'il ne s'étoit trouvé des lignes en chiffre arabe qu'on a essayé vainement d'expliquer. Ces pièces ont été renvoyées au comité de police qui les communiquera, s'il le juge à propos, à celui de sûreté générale de la Convention.

NOUVELLES DES ARMÉES.

Armée de la Belgique.

Le général *Dumouriez* vient d'adresser au peuple Belge, au peuple Liégeois, aux armées de la Belgique & aux Bataves plusieurs proclamations, dont nous croyons devoir rapporter les deux plus importantes.

Le général Dumourier aux armées de la Belgique.

MES BRAVES COMPAGNONS D'ARMES ,

Nous avons , pendant la campagne dernière , battu partout les satellites du despotisme , nous avons rendu à la liberté la Nation Belgique , qui avoit fait , avant notre révolution , des efforts impuissans pour se soustraire à la domination de les tyrans Autrichiens. Bientôt les Belges jouiront des avantages d'un gouvernement libre , fondé sous nos auspices , ou de la réunion à la République , s'ils en émettent le vœu ; déjà de nombreux bataillons de ces nouveaux enfans de la liberté & de l'égalité viennent se réunir à nos troupes républicaines pour défendre leurs foyers contre les féroces Allemands. De nouveaux alliés nous attendent. Les Bataves , mûrs pour la liberté , gémissans sous la longue oppression d'un despote subalterne , vexés en 1787 par un corps de Prussiens , ne respirent que la vengeance contre ces farouches satellites , qui ont laissé des traces sanglantes de leur passage. Ces Bataves nous appellent ; un grand nombre d'entr'eux nous servent de guides , les autres nous attendent avec impatience ; leurs armes sont prêtes , leurs nombreux bateaux & leurs vaisseaux nous serviront à franchir les inondations ; frivole défense , qui ne peut tout au plus que retarder notre marche victorieuse , mais qui n'arrêtera pas les vengeurs des Prussiens & des Autrichiens. Animés du génie de la liberté , chargés de son sublime apostolat , nous ne serons arrêtés ni par l'intempérie des saisons , ni par des places fortes , dont une partie

M 2

des garnisons n'attend que notre présence pour se joindre à nous. Qu'opposera à notre invasion ce starhouder, qui n'a pour lui que l'appui des Prussiens & la haine des vrais Hollandais ? Il opposera la fuite ; il a déjà peut-être prévenu notre entrée. Que nous opposeront les factieux du parti d'Orange ? La terreur d'hommes sans chef, & la division. N'attendons pas que les Prussiens & les Anglais viennent au secours de ces factieux. Dissipons-les en prenant nos ennemis. Entrons en Hollande en frères, en amis ; que notre générosité, notre discipline, nous gagnent les cœurs des Bataves : marchons sûrement à une victoire assurée, & commençons cette campagne par nous faire un allié de plus.

Mes braves camarades, vos généraux seront toujours dignes de votre confiance ; leur patriotisme, aussi éprouvé que leurs talens & leur courage, ne fait que redoubler à proportion de l'augmentation de nos ennemis : pensez que de vrais républicains sont invincibles ; qu'ils savent mourir & ne fuient jamais.

Et vous, soldats de la République, que vos affaires ou le desir d'aller vous reposer dans le sein de vos familles, d'aller leur montrer vos cicatrices, leur raconter vos exploits ; à fait rentrer en France, accourez à la voix de Dumourier ; venez rejoindre vos drapeaux & vos frères ; rapportez les armes que la patrie vous a confiées, & dont vous avez fait un si glorieux usage ; nul Français ne peut rester en arrière ; vos parents eux-mêmes, vos concitoyens vous encourageront, hâteront votre départ ; venez vous réunir avec nous, & volons ensemble à la victoire.

**Proclamation du général Dumourier aux
Bataves.**

PEUPLE BATAVE !

« Le stathouder , qui d'après les principes républicains , ne devoit être que votre capitaine-général , qui ne devoit exercer que pour votre bonheur , le pouvoir dont vous l'avez revêtu , subordonné.nent aux volontés & aux décisions de votre république , vous tient dans l'oppression & dans l'esclavage.

« Vous connoissez parfaitement vos droits ; vous avez essayé en 1787 , de les reconquérir sur l'ambitieuse maison d'Orange ; alors vous avez eu recours à la nation française ; mais comme elle gémissoit elle-même sous le despotisme d'une cour perfide , vous avez été le jouet des vils intrigans qui gouvernoient alors la France.

« Une poignée de Prussiens , commandée par ce même duc de *Brunswick* , que j'ai chassé depuis de la Champagne , a suffi pour vous remettre sous le joug. Quantité d'entre vous ont été la victime de la vengeance de votre despote ; quantité d'autres sont venus se réfugier en France , & depuis lors , tout espoir de liberté a été perdu pour vous , jusqu'à ce que la révolution la plus étonnante que puisse présenter l'histoire de l'univers , soutenue par les succès les plus glorieux , vous ait donné dans les français des alliés puissans , généreux & libres , qui seconderont vos efforts pour la liberté , ou qui périront avec vous.

« Peuple Batave , ce n'est point à vous , que

M 3

la République française a déclaré la guerre ; amie de toutes les nations, elle a pour ennemis tous les despotes. Le peuple anglais, ce peuple si fier de sa liberté, vient de se laisser égarer par l'or & les mensonges de son roi, dont il se lassera bientôt. Plus nous avons d'ennemis, plus aussi vos principes se propageront ; la persuasion & la victoire soutiendront les droits imprescriptibles de l'homme, & les nations se laisseront épuiser leur sang & leurs trésors pour un petit nombre d'individus, qui ne font qu'entretenir la discorde pour tromper les peuples & les asservir.

« Nous entrons en Hollande comme amis des Bataves, & comme ennemis irréconciliables de la maison d'Orange. Son joug vous paroît trop insupportable, pour que votre hoix soit douteux ; ne voyez-vous pas que ce demi despote qui vous tyrannise, sacrifie à son intérêt personnel, les intérêts les plus solides de votre république ? Ne vous a-t-il pas engagés en 1782, à rompre, avec une perfidie déshonorante, le traité d'alliance que vous aviez conclu avec nous ? Depuis lors, n'a-t-il pas toujours favorisé le commerce Anglois aux dépens du vôtre ? Ne livre-t-il pas en ce moment vos établissemens les plus importants, *le Cap de Bonne-Espérance, l'île de Ceylan*, & tout votre commerce des Indes à la seule nation dont vous avez à craindre l'incessante rivalité ? —

Croyez-vous que les Anglois, insatiables de puissances & d'or, vous rendent jamais ces places importantes, qui achèvent de leur assurer l'Empire de l'Inde ? non, Bataves, vous ne reprendrez votre rang parmi les premières nations maritimes, que lorsque vous serez libres. Renvoyez en Allemagne cette maison ambitieuse qui, depuis ~~son~~ ans, vous sacrifie à son orgueil. Renvoyez

cette fois de *Frédéric-Guillaume*, qui a à ses ordres les féroces Prussiens, toutes les fois que vous voulez secouer vos chaînes. Cet appel des Prussiens est chaque fois une insulte pour les drapeaux de vos braves troupes. La maison d'*Orange* craint avec raison, que l'esprit de liberté ne les domine. Une armée républicaine ne peut pas long-temps servir la tyrannie. --- Bientôt, les troupes Hollandaises, bientôt les vainqueurs de *Doggerbanck* joindront aux Français leurs drapeaux & vos flottes. Les premiers qui se réuniront sous l'étendard de la liberté, recevront non seulement l'assurance des places qu'ils occupent au service de la République, mais de l'avancement aux dépens des esclaves de la Maison d'*Orange*.

« J'entre chez vous, entouré des généreux martyrs de la révolution de 1787. Leur persévérance & leurs sacrifices méritent votre confiance & la mienne. --- Ils forment un comité qui s'aggrandira en nombre. Ce comité sera très-utile dans le premier moment de votre révolution; & tous les membres, qui n'ont d'autre ambition que d'être les libérateurs de leur patrie, rentreront dans les différentes classes de l'ordre social, dès que votre Convention nationale sera assemblée.

« J'entre chez vous à la tête de 60 mille Français libres & victorieux; 60 mille autres défendent la Belgique, & sont prêts à me suivre, si je trouve de la résistance. --- Nous ne sommes point les agresseurs; le parti d'*Orange* nous fait depuis long-temps une guerre perfide & cachée. C'est à la Haye qu'ont été ourdies toutes les trames contre notre liberté; nous allons chercher à la Haye les auteurs de nos maux, nous n'avons que du dépit & de la vengeance, que contre eux. --- Nous

parcourrons vos riches provinces en amis & en frères ; vous verrez quelle est la différence des procédés entre des hommes libres qui vous tendent la main , & des tyrans qui inondent & dévastent vos campagnes. Je promets aux cultivateurs paisibles, dont les moissons sont sacrifiées à la frayeur du tyran , de les indemniser par la vente des biens de ceux qui auront ordonné ces inutiles inondations. Je promets aussi de livrer dans leurs mains & à leur juste vengeance, les personnes des riches administrateurs, magistrats ou commandans militaires, qui auront ordonné ces inondations. »

« Cependant, pour éviter tous les dégats qu'elles occasionnent, j'exhorte les habitans des campagnes, pour peu qu'ils aient en eux le sentiment de liberté, à s'y opposer, & je suivrai d'après ma proclamation, pour soutenir les braves & punir les lâches.

« Peuple Batave, prenez confiance en un homme, dont le nom vous est connu, qui n'a jamais manqué à ce qu'il a promis, & qui conduit au combat des hommes libres, devant lesquels ont fui & fuiront les Prussiens, satellites de vos tyrans.

« Les Belges m'appellent leur libérateur, j'espère être bientôt le vôtre. »

Lettre du ministre de la guerre, datée de Paris, le 14 février.

« Je m'empresse de faire part à la Convention nationale, d'une lettre que je reçois du Général Miranda, commandant en chef les armées de la Belgique, datée de Liège le 11

ce mois. Elle m'annonce la prise du fort Hollandois de Stervenweit, situé sur la rive droite de la Meuse. Il a été pris par surprise à six heures du matin, & sans effusion de sang. C'est le général *Champmorin*, qui a été chargé de cette expédition. »

« La possession de ce poste est de la plus grande utilité, par rapport à sa situation, qui nous assure la navigation de la Meuse, pour le transport facile des munitions. »

« Le général *Miranda*, ajoute qu'il attend à tout moment la nouvelle de l'attaque du fort de Vanlo, confié également aux talens militaires de *Champmorin*. »

Lettre du ministre de la guerre, datée de Paris, le 17 février 1793.

« Je reçois en ce moment la nouvelle de la prise du fort hollandois de *Saint-Michel*, situé sur la rive gauche de la Meuse. Le général *Champmorin*, chargé de cette expédition, s'en est emparé sans résistance, & a fait prisonniers quelques soldats hollandois qui étoient dans le fort. »

« La prise de ce fort, & celle de celui de *Stervenwerd* que je vous ai annoncée, assurent une communication sur la Meuse, & facilitent infiniment la suite de nos opérations. »

Armées navales.

Par une lettre du citoyen *Bourdon Grammont*, au président de la Convention nationale, écrite à bord du vaisseau le *Léopard*, en rade de Callesfort, le 13 janvier 1793, on apprend la prise

de l'île Saint-Pierre, qui est une dépendance de la Sardaigne.

« Au moment où je finissois ma lettre, dit le commandant, le contre-amiral Truguet est arrivé dans cette rade. Il exige que ce soit moi-même qui vous rende compte de ma conduite ; les éloges qu'il a bien voulu me donner, me font espérer que je serai digne des vôtres & de ceux de la Convention nationale ».

ARMEMENTS EN COURSE.

Lettre du ministre de la marine, datée de Paris, le 14 fév. 1793.

« J'ai l'honneur de vous envoyer une adresse que le conseil-général du département du nord m'a chargée de soumettre à la Convention nationale.

« Cette adresse exprime le feu du patriotisme qui embrase toutes les sections de la République, & qui offre des ressources encore plus grandes que ses dangers.

« Les administrateurs de ce département, viennent d'ouvrir une souscription, pour l'armement d'un vaisseau de 50 à 60 canons. Ils demandent que le nom de ce vaisseau soit le *Département du Nord*, & desirant que l'équipage qui le monter a, jure de le faire sauter plutôt que de se rendre à l'ennemi.

« Je me félicite d'être encore à portée de vous transmettre cette offrande. »

On arme les corsaires avec la plus grande activité dans tous les ports de la République. La ville

de Bordeaux , qui a rendu tant de services à la patrie , arme trois corsaires par souscription. L'un se nomme *la Liberté* ; un autre , *le Général Dumourier* , & le troisième est baptisé *le Sans-Culotte*. La société des amis de la Liberté , ont été proposées les trois souscriptions déjà remplies , a fait précipiter le pavillon anglois , attaché aux voûtes de la salle.

La ville du Havre n'arme pas avec moins de vigueur. Cette ville soutiendra l'honneur qu'elle s'est acquis par la course dans la dernière guerre. Cinq corsaires , déjà sortis du port , ont été forcés de rentrer à cause du gros tems. Mais ils sont prêts à repartir. On arme en ce moment *le Tarquin* , goëlette de 54 canons ; le sloop *l'Europe* , de 15 ; *l'Afrique* , de 22 ; *l'Asie* & *le Prend-sout* , de 30. L'*Aimable Jeane* d'Honneur , l'*Inabordable* de 300 tonneaux , le *Custine* de 6 canons & 6 pierriers , & le corsaire *la Palme* , sortiront incessamment.

Nos prises , sur les anglois & les hollandois , se multiplient tous les jours. Le *Orisk-Laptare* , estimé 400 liv. sterl. , & plusieurs bateaux de passage , ont été pris par nos chaloupes armées. Un sloop , chargé de bled , & un bâtiment charbonnier , ont été la proie d'un lougre françois. Les corsaires de Dunkerque se sont emparés , à la hauteur de Doger-Banck , de deux bâtimens anglois , estimés 400 mille liv. La frégate *la Plymouth* , & deux vaisseaux hollandois en pleine charge , ont été conduits dans nos ports. On assure qu'un navire , de la compagnie angloise , & dont la cargaison est estimée 4 millions , est tombé au pouvoir des françois , auprès de l'île de Gronois.

AVIS IMPORTANT AUX SOUSCRIPTEURS.

Un grand nombre de nos Souscripteurs nous ont témoigné le desir de recevoir des nouvelles plus fraîches & plus promptes, en divisant en deux ou trois Livraisons le Mercure Historique & Politique de l'Europe & de Genève, qui ne paroissoit qu'une fois la semaine. Nous avons senti combien leur impatience étoit fondée, dans un moment sur-tout où la carrière des événemens va s'aggrandir par le double intérêt d'une guerre sur terre & sur mer, & par les grandes discussions qui vont être à l'ordre du jour dans la Convention. Mais en même-tems nous avons considéré que nous ne pouvions remplir le vœu très-légitime de nos Souscripteurs, sans une augmentation considérable de frais de notre part, dont la modicité du prix de ce Journal ne nous auroit pas mis à couvert. Nous nous sommes déterminés à le réunir au Mercure François, Historique, Politique & Littéraire. Ainsi, à compter du premier mars prochain, les Souscripteurs recevront, chaque jour, un numéro de ce Journal, composé de huit pages in-8°, caractère petit romain. Ce service sera d'autant plus avantageux pour les Souscripteurs, que le Mercure François, rédigé dans les mêmes principes, & par les mêmes auteurs, que celui de Genève, contient plus de variétés, & au moins le quart de plus de matière. Nous espérons que nos Souscripteurs nous sauront gré d'une opération, dans laquelle nous n'avons cédé qu'à la seule envie de les satisfaire.

Les Souscripteurs recevront à la fin de ce mois un numéro qui compilera toutes les séances du mois de février.

COURS DES EFFETS PUBLICS. Février 1793

EFFETS NAT.	Lundi 11.	Mardi 12.	Mercr. 13.	Jeucl. 14.	Vend. 15.	Sam. 16.	CHANGES du 12.
Actions.....	1910.10..	1940.41 $\frac{1}{2}$	1950.60..	1975.72 $\frac{1}{2}$	1970.65..	Amst. 29. Ham. 360. Lond. 15 $\frac{1}{2}$. Mad. 18. 15. Cadix. 28. 10. Gen. 184. 82. Liv. 194. 92. Lyon. p.
D ^e . 1 $\frac{1}{2}$ es.....	406.....	406.....	409. 11..	411.....	410.....	
Emprunt 08..	9. 11 $\frac{1}{2}$..	10. 9. 8 $\frac{7}{8}$	10. 9. 8 $\frac{7}{8}$	10. 9.....	9.....	
Id. Décembre 82.	
Lot. d'Avril.....	
Lot. d'Octobre.....	
Emprunt 12 $\frac{1}{2}$ m.	6 $\frac{11}{16}$	6 $\frac{11}{16}$	6 $\frac{11}{16}$	6 $\frac{11}{16}$	6 $\frac{11}{16}$	
Id. 80 millions.	
Bulletin.....	4P.....	.....	4P.....	4P.....	4P.....	
Sans Bulletin.....	9 $\frac{1}{2}$ P.....	.....	9 $\frac{1}{2}$ P.....	7 $\frac{1}{2}$ 7. 6P.	6 $\frac{1}{2}$ 6 $\frac{1}{2}$	
Emprunt 120 m.	
Borde. Ch.....	
Caisse d'Escompt.	
D ^e . demi-84.....	
Eaux de P.....	
Empr. National.....	9. 9 $\frac{1}{2}$	9. 8 $\frac{1}{10}$	10. 9. 9 $\frac{1}{10}$	9 $\frac{1}{10}$	9 $\frac{1}{10}$	

CHANGES du 16.
Amst. 30 $\frac{1}{2}$.
Ham. 350. 48.
Lond. 15 $\frac{1}{2}$.
Mad. 28. 27.
Cadix. 28. 27.
Gen. 180.
Liv. 190.
Lyon. P.
Pays de France
Lyon. P.
Lyon. P.
Lyon. P.

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

ON observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. DEUX, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient résider au rebut.

Les personnes qui enverront à M. DEUX des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de vingt-cinq liv. franc de port. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On s'inscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur DEUX, Directeur de ce Journal. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

(N^o. 9 & dernier.)

*JEUDI 28 Février 1793,
l'an 2 de la République.*

MERCURE
HISTORIQUE ET POLITIQUE
DE L'EUROPE,
dit DE GENÈVE,
PAR UNE SOCIÉTÉ
DE PATRIOTES.

*Le prix de l'Abonnement est de 25 liv.
franc de port par tout le Royaume.*

CALENDRIER

POUR L'ANNÉE 1793.

MARS a 31 jours & la Lune 29. Du 1^{er} au 31, les jours croissent, matin & soir, de 54'.

JOURS du MOIS.	NOMS DES SAINTS.	J. de 2	PHASES de la LUNE.	Temps moyen au midi vrai.		
				H.	M.	S.
1 vend.	Aubin, Evêque.	11		0	14	8
2 sam.	Simplice.	12		0	14	14
3 3 D.	Oculi.	13		0	14	20
4 lundi.	Casimir, Roi.	14	☾ D. Q.	0	14	25
5 mardi.	Drausin, Evêque.	15	le 4. à 3	0	14	30
6 merc.	Godegrand.	16	h. 47 m.	0	14	33
7 jeudi.	S ^{te} Perpétue	17	du mat.	0	14	36
8 vend.	Jean de Dieu.	18		0	14	38
9 sam.	Ste François.	19		0	14	39
10 4 D.	Lazar.	20		0	14	39
11 lundi.	Quarante Martyrs.	21	☉ N. L.	0	14	39
12 mardi.	Pol, Evêque.	22	le 10. à 7	0	14	38
13 merc.	Ste Euphrasie.	23	h. 57 m.	0	14	36
14 jeudi.	Lubin, Evêque.	24	du soir.	0	14	33
15 vend.	Zacharie.	25		0	14	30
16 sam.	Abraham.	26		0	14	26
17 5 D.	Passion.	27	☾ P. Q.	0	14	21
18 lundi.	Alexandre.	28	le 17. à 6	0	14	15
19 mardi.	Joseph, Patr. Patri.	29	h. 9 m.	0	14	9
20 merc.	Joséphim.	30	du soir.	0	14	2
21 jeudi.	Benoit, Abbé.	31		0	15	55
22 vend.	la Compassion.	32		0	15	46
23 sam.	Victorien.	33	☉ P. L.	0	15	37
24 6 D.	Rameaux.	34		0	15	28
25 lundi.	Ste Catherine de Sicane	35	le 15. à 10	0	15	18
26 mardi.	Ludger, Evêque.	36	h. 4 m.	0	15	7
27 merc.	Rupert.	37	du soir.	0	15	56
28 jeudi.	Gentien, Roi.	38		0	15	44
29 vend.	Vendredi Saint.					
30 sam.	Roch, Evêque.					
31	D. PASQUES.					

JOURNAL HISTORIQUE

ET

POLITIQUE

L'an 1^{er}. de la République Française.

ALLEMAGNE.

De Francfort-sur-le-Mein , le 22. Février.

On mande de Vienne , que l'impératrice est accouchée d'un garçon ; mais les éjouissances auxquelles, cet événement auroit donné lieu dans tout autre tems, ne se sont pas, vu l'affliction où l'on est de la mort de Louis XVI, annoncée par M. de Richelieu.

La cour a fait publier un mandat impérial avocatoire, adressé aux vassaux & sujets de l'empereur & de l'empire, attachés actuellement au service françois, où il sont rappelés à leurs drapeaux, sous des peines très-graves pour ceux qui se refuseroient à cet ordre. Au reste, l'empereur a positivement assuré le prince de Cobourg, que d'ici au 5 avril, tout ce qui sera nécessaire à l'armée

N^o. 28 février 1793.

M

(266)
d'empire, qu'il commande en qualité de généralissime, y sera rendu. On vient d'y envoyer le dernier transport de l'artillerie de siège. Le nombre des canons, employés dans cette guerre, est beaucoup plus considérable, que dans la dernière contre les Turcs. Il faut de grands moyens; car on parait se proposer de grandes choses. On parle en secret, à Vienne, d'un plan dont on apprendra le développement dans deux mois. Il n'a, pour objet, rien moins qu'un changement total de la balance de l'Europe.

L'ambassadeur de Venise a notifié officiellement, dans cette capitale, que la République avait reconnu la République Française; mais il a, dit-on, ajouté qu'elle ne l'avait fait qu'en termes généraux. Ce commentaire, s'il est vrai, est du noble vénitien, & non de l'homme revêtu d'un caractère public: il pourroit le compromettre.

Les états de Hongrie, dont l'empereur vient d'organiser la Diète en deux chambres, ont fourni un subside de 4,000,000 de florins. --- On tire de la Bohême 80,000 pièces de toile, écries, & 800,000 quintaux de farine pour le service de l'armée.

Celle de Sardaigne sera renforcée de cinq bataillons, partis de Gratz & de Clagenfurt, pour aller au secours de ce trop faible allié de l'empereur.

Quelques personnes prétendent que la campagne s'ouvrira par le siège de Neuf-Bisack, qu'entreprendra le général de Wurmsér, à la tête de 37,000 hommes.

Le roi de Prusse a fait un mandat, ou rescrit, avocatoire, à l'instar de celui de l'empereur. Ce prince continue d'insister pour que nous lui prêtions l'artillerie de notre ville, qui, en qualité de

libre ; croit avoir le droit de rester neutre , & même de se dispenser de fournir le contingent péculuniaire qui lui a été imposé par le *conclufum* de la Diète de Ratisbonne.

Le baron de Roll , ambassadeur des émigrés auprès du roi de Prusse , a fait reconnoître Monsieur en qualité de régent du royaume de France , pendant la minorité de son neveu ; & le comte d'Artois en celle de lieutenant-général , ou du moins de notifier officiellement qu'ils ont pris ces titres.

I T A L I E.

Le roi de Naples a déjà reconnu la République Françoisë , grace à la fermeté de son ministre , & peut être à la foiblesse de cette cour , à qui le goût des plaisirs & du repos , fait craindre la guerre. Mais peu importe , au reste , quels aient été ses motifs. Venise vient de suivre cet exemple. Ce n'a pourtant pas été sans peine ; & l'on a même cru pendant quelque temps qu'il y auroit une rupture.

Le dernier conseil a duré cinq jours & cinq nuits sans s'emparer. Il n'y a été question que du parti qu'on prendroit ; celui de la neutralité n'a passé qu'à la majorité de trois voix seulement. Quant aux demandes du ministère François , 1°. de reconnoître la république Françoisë ; 2°. de permettre le passage de la mer Adriatique ; 3°. de laisser acheter des grains ; 4°. de rendre compte des François qui ont disparu à Venise , on a répondu d'abord qu'on reconnoîtroit la répu-

blique après que les puissances prépondérantes l'auroient fait. La seconde & troisième demande sont restées sans réponse, & les membres du conseil ont déclaré positivement qu'ils ne se mêloient pas plus des François à Venise, que le gouvernement de France ne se mêloit des Vénitiens à Paris.

Cependant, le citoyen *Henin*, chargé d'affaires de la république Française, a été formellement reconnu dans la séance de *Prigadi*, tenue le 26 janvier, malgré l'opposition de plusieurs des principaux membres du gouvernement. Voici la réponse du sénat, qui accepte ses lettres de créance :

„ Le chargé des affaires de France a donné un mémoire au sénat, le 22 du courant, par lequel il l'a informé de sa nouvelle qualité de chargé d'affaires de la République Française, à laquelle il voudra bien faire connoître les sentimens de notre parfaite amitié & de notre bonne intelligence.

Le sénat qui connoît, par une longue expérience, les qualités précieuses de ce chargé d'affaires, sensible aux expressions amicales de ce mémoire, est persuadé qu'il ne continuera l'exercice de son ministère, que pour secondar les bonnes dispositions enracinées dans ses lettres de créance, & qu'il emploiera les moyens les plus efficaces pour maintenir l'amitié & la bonne intelligence, qui, depuis si long-temps, subsistent heureusement entre les deux nations. Aussi le chargé d'affaires de France doit être convaincu qu'il sera traité avec les égards qu'il mérite, & que le sénat saisira avec empressement toutes les occasions de lui manifester de plus en plus une considération particulière.

E S P A G N E.

De Madrid le 2 Février.

L'Espagne n'est pas encore déclarée, malgré tous les préparatifs dispendieux qu'elle fait depuis quelques mois : elle semble hésiter à mettre son enjeu dans la partie désespérée que font aujourd'hui presque tous les Rois de l'Europe. Pour peu qu'elle ait la sagesse de tarder encore quelque temps, elle en sera quitte à meilleur marché que les autres puissances. C'est, dit-on, l'avis de M. d'Aranda dont les lumières n'auront jamais été si utiles à sa patrie que dans cette conjoncture ; s'il parvient à lui épargner cette faute capitale. L'Espagne ne compte que par sa marine. La bravoure de ses troupes supplée bien en partie au nombre, mais ne peut faire néanmoins qu'une petite armée en soit une grande ; suffisante peut-être pour la défense, cette armée ne le seroit pas pour l'attaque. Il résulte de ces deux vérités que l'Espagne n'influerait que faiblement dans les succès de la coalition contre la République Française, dont elle ne profiteroit pas du tout, & que dans le cas contraire, elle court des dangers extrêmes que ses alliés ne pourroient prévenir quand ils le voudroient, comme ils

M ,

un mot, toutes les vertus propres aux vrais républicains réhaussent ce sobriquet injurieux qui n'avilit dans le temps que ceux qui l'avoient donné à leurs ancêtres, comme il n'y a d'humiliée aujourd'hui que la dédaigneuse aristocratie si fière de ses riches vêtemens, & dont l'impudent orgueil se complaisoit à reprocher leur honorable pauvreté aux hommes qui devoient sauver la patrie, si mal défendue, si elle ne l'eût été que par de foibles mains incapables de manier le fer, & accoutumées seulement à risquer de l'or sur une carte.

Le 11 de ce mois les Etats-généraux tinrent une assemblée extraordinaire, dans laquelle il fut question d'embrasser la cause du Stathouder comme nationale, & promulguer une espèce de manifeste propre à rechauffer la tiédeur de l'esprit public, dont on se plaint beaucoup ici. Les Etats s'estimeroient même fort heureux que ce ne fût que de la tiédeur. Il y a dans plusieurs villes, & notamment à Amsterdam, un parti bien prononcé contre le Stathouder. On assure que ce prince, ainsi que ses adhérens, fait passer une quantité considérable d'effets précieux en Angleterre, par la Brille & Helvoetsluis; ce qui prouve qu'il compte foiblement sur le secours de 12 mille hanovriens qu'on envoie à sa défense.

Les Etats-généraux avoient adressé la veille de cette assemblée extraordinaire une missive aux Etats des Provinces particulières: ils s'y plaignoient amèrement de la République française,

qui les attaque, disent-ils, sans provocation de leur part : les Etats semblent oublier qu'ils sont les alliés de l'Angleterre ; & qu'on savoit qu'ils avoient des rassemblemens d'émigrés en armes, témoin la garnison de Maestricht, dont plus de moitié est composée de français. Au reste, cette missive est en quelque manière une réponse à la proclamation du général Dumourier aux Bataves, qui n'a pas été sans effet, comme on le verra dans l'article des nouvelles de nos armées.

GRANDE-BRETAGNE.

De Londres, le 20 février.

Les ministres n'ont pas tellement réussi dans leur projet de nationaliser, pour ainsi dire, la guerre contre la France, qu'ils n'éprouvent beaucoup de réclamations. Le commerce leur reproche de l'avoir entreprise sans avoir pris les précautions nécessaires pour lui sauver les pertes immenses dont il commence à ressentir déjà les effets dévastateurs. Combien de risques ne court-il pas, s'il est vrai, comme on l'assure, qu'il ait en ce moment 26,700 navires épars sur toutes les mers du Monde, qui peuvent être attaqués avec avantage par mille à douze cents corsaires François.

Il est vrai qu'on leur en opposera, & qu'indépendamment de l'embargo déjà mis sur les bâtimens François qui se trouvoient dans les ports de la Grande-Bretagne, on a donné ordre d'expédier des lettres de marque, & de représailles ; mais sur quoi en tombera l'effet, & y a-t-il probabilité, non pas de couvrir ces pertes, mais seulement de s'en dédommager un peu ?

M 6 10

C'est ce qu'entre autres considérations ont très-bien senti les lords dont nous joignons ici les protestations.

Protestation dans la chambre des Lords contre l'adresse au Roi, du vendredi premier février, qui approuve les mesures de gouvernement, tendantes à nous entraîner dans une guerre avec la République Française.

NOUS PROTESTONS,

1°. Parce que la tendance immédiate de cette adresse est de plonger la nation dans une guerre ;

2°. Parce que nous considérons la guerre comme un tel fléau, que rien ne peut la justifier qu'une nécessité vraiment absolue ;

3°. Parce que nous n'avons connoissance d'aucun danger pour ce pays qui nécessite cette guerre ;

4°. Parce que l'observation de la bonne foi à l'égard de nos alliés, n'exige pas que nous nous y engageons ; les ministres de S. M. ayant reconnu que la Hollande n'avoit point demandé notre intervention, & étant d'ailleurs de notoriété publique que la Prusse a commencé les hostilités ;

5°. Parce que, quoique nous soyons pénétrés de la plus profonde horreur pour l'acte atroce de cruauté & d'injustice mentionné dans l'adresse, nous ne croyons pas qu'une injustice, quelque criante qu'elle soit, lorsqu'elle est commise dans un état étranger, & qu'elle n'a point de rapport avec les autres, offre un juste motif pour faire la guerre ;

6°. Parce que nous obtiendrons vraisemblablement

ment plutôt les points que la politique ou les principes nous autorisent à demander , par une négociation que par la guerre ; l'aversion de la France pour rompre avec ce pays , malgré les dernières provocations répétées , nous mettant à portée , en ce moment , de donner la paix à toute l'Europe , au lieu qu'en entamant la guerre , nous livrons tout au hasard ; nous entrons dans une ligue dont la durée est incertaine ; notre marine n'aura affaire qu'à des vaisseaux armés , tandis que celle des françois agira contre un commerce qui s'étend sur toute la surface du globe.

7°. Parce que , sous aucune vue de politique , nous ne pouvons découvrir aucun avantage pour ce pays dans cette guerre , quelque lieu eût qu'on la suppose ; l'expérience de nos deux dernières , nous a assez appris le peu de valeur des acquisitions étrangères ; car ayant perdu l'Amérique dans la seconde , nous jouissons avec elle , comme état indépendant , de rapports commerciaux & autres beaucoup plus avantageux que quand elle faisoit partie des domaines Britanniques ;

8°. Parce que nous croyons de l'intérêt de ce pays d'entretenir la paix avec tout le genre humain & spécialement avec la France :

9°. Parce que , quand même nous pourrions regarder comme compatibles avec l'honneur & la magnanimité de cette nation , de chercher l'abaissement de la France , le meilleur moyen d'y parvenir seroit de laisser les habitans à leurs dissensions intestines , au lieu de les réunir par une agression hostile dans une cause commune & de leur faire déployer toute leur énergie :

10°. Parce que toute guerre devant se terminer par la paix , il faut bien , tôt ou tard , qu'on négocie , & qu'en dernière analyse , nous serous

obligés de nous en rapporter à la bonne foi de la France, à moins que nous ne prenions les armes avec le projet de partager, de conquérir ou d'exterminer :

11°. Parce que les mesures qu'on va prendre dérangeront extrêmement notre système de finances, nos ressources pour la guerre ayant été appliquées à faire face à la dépense de notre établissement de paix ; en conséquence de quoi notre dette non fondée, qui montoit au commencement de la guerre de l'Amérique à 3,100,000 livres sterling, s'est élevée à plus de dix millions, sans compter les obligations de la compagnie de Indes, & qu'en outre personne ne peut prévoir l'effet que peut avoir sur notre crédit public, en cas de guerre, la prodigieuse extension des caisses particulières, dont le montant est inconnu :

12°. Parce que nous craignons la surcharge de ces fardeaux publics qui pèsent déjà si cruellement sur la partie la plus pauvre de la société : & parce que nous sommes convaincus que rien ne sauroit compromettre notre heureuse constitution, sinon une interruption des bénédictions qu'elle nous procure, due aux calamités d'une guerre inutile.

LAUSDOWN. LANDERDALE.

Protestons,

Pour la première, deuxième, troisième raison—& pour cette partie de la quatrième, qui commence par le mot (intervention).

Pour toute la cinquième & la douzième.

DEB.

*Protestation du lord Stanhope, contre la guerre,
avec la France.*

Londres , le 14 février.

Je m'oppose à la guerre contre la France,
1^o. parce que la guerre est un état tellement
contre nature , si barbare en lui-même , si désas-
treux dans ses effets , si immoral lorsqu'il n'est
point nécessaire , & si atroce lorsqu'il est injuste ,
que tout ami de l'humanité doit faire tout au
monde pour l'éviter. L'établissement d'un système
pacifique doit être la première politique d'une
nation sage & éclairée.

2^o. Parce que la paix est toujours de l'intérêt
du peuple dans tous les pays , & que la Grande-
Bretagne & la France , par leur situation parti-
culière , en ont un évident à rester en paix l'une
avec l'autre.

3^o. Parce qu'il est notoire que les Français ,
en général , desireroient infiniment de maintenir &
de resserrer entre les deux pays , les liens de
la bonne intelligence & de l'amitié qui ont sub-
sisté jusqu'ici , & que depuis la chute du despo-
tisme en France , les communes de ce pays ont
une force si irrésistible que nous pouvons être
assurés que , comme c'est le dessein et l'intérêt
du peuple de vivre en paix avec la Grande-Bre-
tagne , la paix auroit été nécessairement l'objet
constant du gouvernement français , si nos mi-
nistres n'eussent provoqué la guerre par des actes
hostiles , tels que le renvoi du ministre de France ,
& le refus exprès de reconnoître le nouveau gou-
vernement.

4^o. Parce que l'ancien gouvernement despo-

rique de France , détestable par son secret , ses artifices , sa perfidie & son infatigable ambition , a été l'unique cause de la plupart des guerres qui ont eu lieu depuis plusieurs siècles : conséquemment toute assistance donnée par notre gouvernement à aucunes des puissances qui s'efforcent de le rétablir , est injurieuse aux intérêts essentiels de ce pays , & que d'ailleurs les François ont autant de droit que nous à jouir de la liberté civile.

5°. Parce qu'une guerre avec la France dans ce moment est très-impolitique , extrêmement dangereuse pour les Hollandois nos alliés , aussi risquable pour la paix intérieure que pour la puissance extérieure de ce pays , & doit être immanquablement fort nuisible à notre commerce , source unique de nos richesses , de nos forces navales & de notre prospérité ; parce que la moindre interruption dans le commerce , les manufactures & l'industrie de ce pays peut , dans les circonstances présentes , avoir les suites les plus funestes ; alors cette guerre ne seroit qu'une guerre contre notre commerce , nos manufactures , nos capitalistes , notre papier-monnoie , & enfin contre toute espèce de prospérité.

6°. Parce que tout homme sensible doit gémir des taxes sans nombre & des impôts accablans dont le peuple de ce pays est déjà si chargé , ainsi que du prix excessif de la plupart des articles nécessaires à la vie , & que si l'on suit un système de politique insensé , ces charges doivent inévitablement s'accroître , & mettre infailliblement ces articles hors de la portée de la partie la plus pauvre & la plus laborieuse de la société.

7°. Parce qu'enfin nous devons d'autant plus tâcher de détourner ces malheurs , qu'il paroît

évident qu'il est en notre pouvoir de les éviter, si nos ministres veulent préférer un système doux, juste & pacifique, aux horreurs de la guerre, du carnage et de la dévastation.

On dit positivement que soit le mal réel déjà fait par les François, soit mauvaise foi de la part de plusieurs négocians, les baqueroutes s'élèvent à trois millions sterling ou 72 millions tournois, & que l'on craint bien qu'elles n'aillent avant peu jusqu'à 5 millions.

Les ordres pour la presse, ce moyen violent auquel il a bien fallu en venir, ont été expédiés de l'Amirauté dans tous les ports du royaume dans la nuit du 8 de ce mois. La presse n'a produit que 200 hommes à Portsmouth. — On établit une chaîne de signaux tout le long de la côte Angloise opposée à celle de France. — Le duc de Richmond, grand-maître de l'artillerie, se met à la tête de 12,000 hommes d'infanterie & de 4,000 hommes de cavalerie sur les côtes de la comté de Kent. — Plusieurs frégates Angloises croisent déjà devant les ports de Dunkerque, de Calais & de Boulogne.

La convention entre la Grande-Bretagne & l'Espagne pour l'affaire de Nootka-Sound, a été signée ces jours derniers; non-seulement l'Espagne rend à ses nouveaux alliés les bâtimens pris, mais elle paie encore deux cens dix mille dollars d'indemnité.

L'état des fonds publics, ce thermomètre de l'opinion, n'est pas satisfaisant; ils avoient haussé, il y a quelques jours, sur la fausse nouvelle de batailles perdues par *Custines* & *Dumouriez*, mais ils sont tombés depuis.

État des vaisseaux de guerre Anglois nouvellement mis en commission.

Victory, 110; Britannia, 110; Queen, 98; Boyne, 98; Windforcastle, 98; Princesse-Royale, 98; Sandwich, 98; Union, 90; Royal-William, 84; Cambridge, 80; Alcide, 74; Powerfull, 74; Monarque, 74; Culloden, 74; Terrible, 74; Ganges, 74; Audacious, 74; Egmont, 74; Suffolck, 74; Illustrious, 74; Barwick, 74; Leviathan, 74; Courageux, 74; Saint-Albans, 64; Centurion, 50; Léopard, 50; Méduse, 50; Ulysse, 44; Expériment, 44; Romulus, 44; Aigle, 40; Phaéton, 38; Latone, 38; Crescent, 36; Thalia, 36; Nymphé, 36; Orphée, 32; Hermione, 32; Boston, 32; Lowestoff, 32; Allarme, 32; Iris, 32; Héroïne, 32; Mermaid, 32; Active, 32; Cléopâtre, 32; Brillant, 28; Alligator, 28; Lizard, 28; Mirmidon, 24; Ariadne, 24; Nautilus, 16; Vultur, 14; Pluto, brûlot.

T O T A L

Vaisseaux de ligne, 24
De 10, 3
Frégates, 25
Corvettes, 12
Brûlots, 1
Total, 55

N. B. Les 10 vaisseaux de garde, joints aux 24 vaisseaux de ligne ci-dessus, portent à 34 le nombre des vaisseaux de ligne en commission au 7 février.

(283)

Vaisseaux désignés pour être mis en commission.

Royal-George, 110 ; Royal-Sovereign, 110 ;
 Queen Charlotte, 100 ; Prince de Galles, 98 ;
 London, 98 ; Prince, 90 ; Gibraltar, 80 ;
 Minotaure, 74 ; Robuste, 74 ; Monarque, 74 ;
 Fortitude, 74 ; Captain, 74 ; Tremendous, 74 ;
 Ramilies, 74 ; Alexander, 74 ; Stately, 64 ;
 Sceptre, 64 ; Dindème, 64 ; Ardent, 64 ;
 Intrepide, 64 ; Agamemnon, 64 ; Raison-
 nable, 74 ; Gladiateur, 44 ; Régulus, 44 ;
 Expérimenté, 44 ; Woolwich, 44 ; Chi-
 chester, 44 ; Mélampe, 38 ; Thétis, 38 ;
 Leda, 36 ; Vénus, 36 ; Inconstant, 36 ; Pru-
 dente, 36 ; Concorde, 36 ; Aimable, 32 ; Fox,
 32 ; Success, 32 ; Cérés, 32 ; Terpsichore, 32 ;
 Tartar, 28 ; Costragation, brûlot ; Vulcano,
 brûlot ; Alesto, brûlot ; Incendiary, brûlot ;
 Vesuvius, bombardé.

TOTAL.

Vaisseaux de ligne,	42.
Frégates,	18.
Brûlots,	4.
Bombardé,	1.
Total,	65.

FRANCE.

CONVENTION NATIONALE.

Du lundi, 18 février.

Un courrier extraordinaire a apporté au pré-

fidient des dépêches & procès-verbaux qui annoncent de nouveaux troubles à Lyon. Les procès-verbaux ont été renvoyés sans être lus, au comité de sûreté générale, qui en fera le rapport à cette assemblée. Les dépêches indiquent qu'il s'est élevé un différend entre le maire & le conseil-général de la commune.

D'après la proposition de ses comités de finances & de commerce réunis, la Convention accorde à cette commune, un secours de 300 mille liv. pour fournir du travail aux ouvriers des manufactures, & l'autorise à percevoir pour la même destination, & pour le remboursement de ce secours, une contribution additionnelle d'un million 300 mille liv., tarifiée progressivement aux fortunes, à partir d'un revenu présumé de 900 liv.

Elle décrète que la ville de Paris sera comprise pour 300 mille liv. dans la répartition des 6 millions mis à la disposition du ministre de l'intérieur pour les travaux publics; que le surplus sera réparé à raison du nombre des députés de chaque département à l'Assemblée nationale; que le département du Mont-Blanc sera partagé à raison de dix députés, & celui des Alpes Maritimes à raison de trois.

Un député de la république de Nuremberg est venu solliciter la Convention de reconnoître une vieille dette contractée envers elle par le gouvernement François sous le règne de Louis XV, & d'en assurer le paiement après la guerre. Cette réclamation a été renvoyée au comité de liquidation.

La discussion sur le mode de recrutement de l'armée étoit à l'ordre du jour. Le rapporteur du comité militaire a présenté un projet de décret

par lequel chaque commune fournirait, par la voie du sort, son contingent, dans le cas où il ne se présente oit pas un nombre suffisant d'hommes de bonne volonté. D'autres membres ont proposé ensuite divers modes de recrutement forcé. Mais ce n'est pas sans une improbation bien marquée, que l'Assemblée a entendu proposer des moyens aussi offensans pour la nation, en qui ils supposeroient de la foiblesse ou de la tiédeur, dans le moment même où elle ne tire sa force que du sentiment profond de sa liberté, & où elle ne doit ses victoires qu'au dévouement volontaire de ses généreux défenseurs. La Convention a pensé que les moyens d'encouragement devoient seuls être employés ; qu'il nous falloit des guerriers, & non des miliciens timides & tremblans. Elle a rejeté la voie du sort, & a chargé le comité de lui présenter un nouveau projet.

La séance s'est terminée par un appel nominal pour l'élection du ministre de la marine, & *Monge* a été réélu à la majorité de 366 voix sur 469.

Mardi, 19 février.

Sur la motion de *Thuriot*, & pour opposer de nouveaux obstacles à la rentrée & aux manœuvres des émigrés, la Convention a remis en vigueur la loi des passe-ports pour voyager dans l'intérieur de la République.

Des députés, de la section de Bonconseil, sont venus se plaindre de la municipalité & du commandant général, à l'occasion des troubles arrivés hier. *Barrère* a demandé la parole, & l'a obtenue malgré les réclamations de plusieurs membres de *la Montagne*. Le désordre, a-t-il dit, a con-

mené hier à 10 heures du matin, & à 5 heures du soir la force armée n'étoit pas encore requise. Il faut savoir ce que le comité de sûreté générale a fait & va faire pour découvrir les moteurs de ces troubles ; il faut entendre le maire & le procureur de la commune sur les moyens de répression qu'ils ont dû employer ; il faut enfin que le ministre de la justice soit chargé de poursuivre les agitateurs.

Je dénonce, a ajouté Salle, un de ces agitateurs ; c'est Marat, & je demande contre lui le décret d'accusation. Voici ce que, dans son numéro d'hier, de *l'Ami du Peuple*, Marat écrivoit :

« Dans tout pays, où les droits du peuple ne sont pas de vains titres consignés fastueusement dans une simple déclaration, le pillage de quelques magasins à la porte desquels on pendroit les accapareurs, mettroit fin aux malversations ».

On demande de toutes parts le décret d'accusation contre Marat. Celui-ci demande au contraire que l'on envoie aux Peñes-Maisons ceux qui parlent de le mettre en accusation. Il trouve tout naturel que le peuple se saisisse, dans le silence des loix, du seul moyen qui puisse le sauver.

Carra trouve que les expressions dont Marat s'est servi, sont inexcusables ; qu'il faut des mesures hardies, telles que le rétablissement des fortunes qu'il a proposées dans son discours d'hier, mais que l'on doit bien se garder de donner au peuple des conseils positifs de pillage. Je n'attribue point, dit-il, à Marat, l'intention formelle d'avoir voulu faire le mal ; mais il est crédule, & par ses emportemens il fait tort à ses amis ; il jette de la défaveur sur la Montagne, où je connois d'excellens patriotes.

Un membre demande que la Convention se borne à déclarer à la France entière que, hier,

Marat a prêché le pillage, & que, hier soir, on a pillé.

Une foule de motions se succèdent ; la Convention finit par renvoyer aux tribunaux ordinaires la dénonciation qui a été faite d'un écrit de Marat, & elle ordonne au ministre de la justice de rendre compte tous les huit jours de l'état des poursuites contre les instigateurs des troubles & des pillages qui ont eu lieu à Paris.

On revient ensuite aux propositions de Barrère ; elles sont adoptées.

Du mercredi, 20 février.

Une des grandes difficultés à vaincre dans l'organisation d'une assemblée unique, & qui peut être livrée facilement à des impulsions trop promptes pour la stabilité & la perfection des lois, est de trouver dans l'Assemblée même un bon moyen d'arrêter, un bon moyen de discussion qui ne soit qu'utile, & jamais illusoire, ou facilement éludé. Plusieurs modes de formation de la loi furent discutés dans le comité de constitution ; celui qui obtint la majorité des suffrages fut placé dans le projet d'acte constitutionnel présenté à la Convention ; mais le comité crut devoir servir l'opinion publique en faisant imprimer dans les variantes à la suite du projet, trois autres modes de formation de la loi, qui lui avoient paru concourir au même but, & qui avoient balancé quelque temps la préférence donnée au premier.

Aujourd'hui on a fait un crime au comité de constitution de cette addition. Amar l'a dénoncé comme ayant eu le projet d'établir deux chambres dans le corps législatif, & ce délit, il l'a trouvé

dans le second mois de discussion pour le corps législatif, où il est dit que l'assemblée législative se divisera en deux sections pour la discussion, &c.

Amar a été appuyé par plusieurs membres, & ils demandoient que le comité fut déclaré avoir trahi la confiance de la Convention nationale.

On a répondu qu'on ne les croyoit pas assez ignorans pour confondre les deux chambres avec la division du corps législatif en deux sections; que c'étoit une manière assez étrange, sans être nouvelle, de chercher à fléchir à sa naissance un projet qui devoit être soumis à la raison publique; que loin de la compromettre, c'étoit l'éclairer que de lui soumettre plusieurs vues sur un objet aussi important; que si le comité avoit pu créer trois projets de constitution dans lesquels les droits du peuple auroient été également consacrés, & les principes de la liberté publique & civile, également affermis, il eût bien mérité de la Convention nationale; & qu'enfin, il étoit des hommes qui voudroient que le comité demandât pardon d'avoir trouvé le moyen de consacrer les droits de la souveraineté de peuple & les droits de la liberté civile, de détruire à jamais les intrigues, de donner moins de chances aux partis, aux factions, d'établir la censure du peuple sur les actes de ses représentans, & lui assurer les moyens légaux de résister à toutes sortes d'oppressions...

Pour mettre fin à ces débats qui s'échauffoient, la Convention a décrété, sur la proposition de Barrière, que l'addition seroit conservée pour la distribution du projet aux membres de l'Assemblée, & qu'elle seroit retranchée pour l'envoi aux départemens.

La discussion s'est ensuite engagée sur le recensement.

crutement de l'armée. Plusieurs articles ont été adoptés.

Du jeudi, 21 février.

La Convention apprend, par une lettre de ses commissaires dans la Belgique, que le vœu des citoyens de Mons est pour la réunion à la France. Les habitans de ce pays sont dans les meilleures dispositions, & il paroît que le résultat des délibérations des assemblées des campagnes sera le même que celui de la ville de Mons. Les commissaires ajoutent qu'ils ont fait mettre en état d'arrestation le ci devant baron de Triest, qui tenoit chez lui des assemblées clandestines où se trañoient des complots contre la liberté.

Le comité de sûreté générale a fait un rapport sur la situation de *Lavergne*, accusé d'avoir livré Longwy. Le jury ne l'a point trouvé coupable, & cependant ce citoyen, tout couvert de plaies, gémit encore au fond d'un cachot. Après quelques débats, la Convention a décrété que la ville où se trouve ce commandant lui servira de prison jusqu'à ce que le rapport général sur la reddition de Longwy ait été fait. Elle a ordonné de plus que le séquestre mis sur ses biens seroit levé, ainsi que le scellé apposé sur ses papiers.

Cambon a dénoncé le directoire du département du Var pour avoir retenu des fonds provenans des contributions, & destinés au trésor public, & les avoir employés aux besoins de son département. *Cambon* voit dans cette conduite un acte de fédéralisme, & il demande que le procureur-syndic soit mandé à la barre pour rendre compte de la conduite de son département.

N°. 9. 28 février 1793.

N

Plusieurs membres réclament contre une mesure aussi rigoureuse. Ils exposent que l'argent, dont il s'agit a été employé à acheter des grains, que l'armement qui se fait en ce moment à Toulon y rassemble un grand nombre de consommateurs ; que les habitans de ce département ont, dans tous les temps, bien mérité de la patrie, & qu'enfin si ces circonstances ne justifient pas l'administration du Var, elles doivent du moins lui servir d'excuse.

Les débats se sont prolongés. *Marat* insistoit pour le mandat proposé par *Cambon*, mais dans d'autres vues que les siennes. Il étoit sûr que *Roland* avoit formé le projet d'affamer les départemens, & il vouloit que le procureur-général-syndic fût entendu à la barre sur la conduite de *Roland* à l'égard du département du Var. La Convention a passé à l'ordre du jour sur la proposition de *Cambon*. Elle a cassé l'arrêté du département du Var, & ordonné aux receveurs de districts de faire passer sans délai les fonds provenans de leurs recettes ; elle a chargé le ministre de l'intérieur de faire passer dans ce département des secours qui peuvent y être nécessaires pour achats de subsistances.

La séance s'est terminée par la lecture de la rédaction du décret sur les secours à accorder aux militaires, & sur l'organisation de l'armée. De nouveaux débats se sont élevés sur le mode d'avancement & sur le projet de l'élection aux places. Mais la rédaction de la loi a été maintenue telle qu'elle avoit été proposée.

Du jeudi, séance du soir.

Félix Lepelletier est venu offrir à la Conven-

tion le buste de son frère , & un ouvrage sur l'éducation qu'il lui a remis en mourant. Voilà ses traits , a dit *Félix* en montrant le buste de son frère ; voilà son ame , a-t-il ajouté en présentant l'ouvrage. Il a demandé qu'à l'époque où l'on s'occuperait de l'instruction publique , il lui fût permis d'en faire la lecture (accordé). La Convention a décrété en outre que le buste de *Michel Lepelletier* seroit placé derrière le président à côté de celui de *Brutus* , le fiont ceint de la couronne civique qui lui a été décernée.

Dubois de Crancé a été élu président.

Du vendredi , 22 février.

Un curé du département du Calvados vient se plaindre des persécutions qu'il éprouve à l'occasion de son mariage. Ces persécutions sont les suites d'une instruction pastorale de l'évêque *Fauchet*. Cet évêque défend à tous les curés de se marier , & interdit ceux qui leur donneroient la bénédiction nuptiale.

On ne voit pas trop pourquoi *Fauchet* , qui a des maîtresses , voudroit empêcher les autres de prendre une femme. Peut-être trouve-t-il plus commode de goûter les douceurs du mariage sans en supporter les liens. Un membre vouloit aller jusqu'à la source de ces préférences , en demandant que le traitement des évêques fût réduit à 4000 liv. Mais la Convention s'est contentée de renvoyer la pétition du curé au comité de législation pour faire un rapport sur toutes les instructions pastorales des évêques de France.

Le ministre des affaires étrangères instruit l'Assemblée du vœu des habitans de la ville de *Bruges* pour leur réunion à la France.

Plusieurs départemens ayant envoyé des dons patriotiques en nature, la Convention a décrété que tous les dons de cette espèce seront mis en dépôt dans les chefs-lieux de district pour servir à l'habillement & l'équipement des citoyens qui se préparent à marcher aux frontières.

Des députés de la section de la Réunion sont admis à la barre. Ils annoncent qu'aussi-tôt que la section a eu connoissance de la quotité d'hommes qu'elle devoit fournir. Elle a ouvert un registre, & dès le lendemain 228 citoyens se sont fait inscrire. Ce nombre surpasse de 28 celui qui doit être fourni par chaque section de Paris. Ils ne demandent d'autre faveur à la Convention que de permettre à ces jeunes volontaires de défilér en sa présence.... La Convention décrète que la section de la Réunion a bien mérité de la patrie.

La discussion s'est continuée sur le recrutement de l'armée.

Du samedi, 23 février.

Des citoyens amenés de lieux éloignés pour être jugés par le tribunal criminel du département de Paris & acquittés par ce tribunal, doivent-ils être indemnisés des frais de voyage? c'est ce qui a été décidé négativement à l'occasion des réclamations des citoyens Robœam & Méricamp, ex-députés à la législature, & conduits à Paris sur un mandat de la commission des 21, qui, trop légèrement, les avoit jugés coupables.

On se rappelle que des pétitionnaires étoient venus annoncer à la Convention qu'ils feroient une souscription de vingt millions pour armer en course deux vaisseaux & plusieurs frégates. Ils avoient demandé que les actions de ce armement fussent exemptes du droit d'enregistrement.

Ducos, qui a fait le rapport de cette affaire, au nom des comités de défense générale, de marine & des finances, a représenté que cette espèce de privilège blâmeroit l'ég. lire républicaine, et favoriseroit l'agiotage; mais que ces citoyens pourroient prétendre à une prime d'encouragement. L'Assemblée a décrété en conséquence qu'il n'y a pas lieu à délibérer sur la demande des armateurs.

Un membre a demandé que les citoyens qui se rendroient aux armées ne puissent être poursuivis pour dettes pendant la campagne. La Convention a cru rendre justice aux défenseurs de la patrie en rejetant à l'unanimité cette proposition.

Le commissaire de police de la section de Marseille est venu demander à la Convention de l'autoriser à décerner un mandat d'amener contre **Barbaroux** l'un de ses membres, impliqué, disoit le commissaire, dans une procédure instruite sur une dénonciation du comité de sûreté générale. **Barbaroux** a dit qu'il étoit déjà instruit de cette plainte; que l'objet dont on vouloit lui faire un crime étoit assez connu; que dans un temps où il croyoit la patrie en péril, il avoit dit au commandant du bataillon de Marseille que lui & les citoyens qu'il commandoit devoient entourer la Convention & la défendre; que tout ce qu'il demandoit c'étoit que la procédure fût mise sous les yeux de la Convention, parce qu'elle dévoit être une grande intrigue, & couvrir de toute les intrigans. Après de longs débats, la demande du commissaire a été renvoyée au comité de législation pour en faire le rapport.

On a repris la discussion sur l'organisation des armées. Il y a fait adopter quelques articles

additionnels à la loi sur le recrutement. La Convention a ensuite décrété qu'il seroit fait une adresse au peuple François pour l'exciter à marcher sans délai à la défense de la liberté. *Isnard* a fait sur-le-champ lecture de ce le qu'il avoit préparée, & elle a obtenu la sanction & les applaudissemens de l'Assemblée.

Du Dimanche , 23 février.

A l'ouverture de la séance, un membre du comité des pétitions a présenté le tableau des sentimens exprimés dans les différentes adresses envoyées à la Convention par les corps administratifs, les sociétés populaires, & les citoyens de divers lieux de la République. On y trouve l'adhésion de toute la France au décret qui a condamné *Louis*.

Il s'étoit manifesté dès le matin, dans Paris, des alarmes sur les subsistances. Le public se portoit tumultueusement chez les boulangers. On parloit de la taxation des denrées. *Lefage* a voulu faire part de ces faits à la Convention, & demander que le maire et le procureur de la commune vinssent à l'instant rendre compte de l'état des subsistances dans Paris. Mais *Thuriot* & *Tallien* se sont opposés à ce que *Lefage* fût entendu. Le premier disoit que tous ces bruits étoient une manœuvre des malveillans; un moyen qu'employoient tous les amis du roi, pour faire une commotion, & écraser le peuple; « mais nous le » sauverons, a ajouté *Thuriot* ». A ce mot, toute l'Assemblée s'est levée: « oui, oui, nous » le sauverons, s'est elle écriée. » Eh bien a repris *Thuriot*, puisque vous voulez le sauver, avancez une somme à Paris; si vous ne le faites,

je dirai que vos alarmes n'ont d'autre but que de seconder les contre-révolutionnaires.

Tallien assuroit qu'il avoit des preuves que tous ces atroupemens n'étoient dirigés & animés que par des aristocrates; que le maire lui-même étoit persuadé qu'on préparoit un mouvement, qu'on en vouloit un; que depuis qu'il avoit été élu, on n'avoit cessé de l'abreuver de dégoûts; que c'étoit enfin ceux qui lui avoient fait quitter le ministère, qui le poursuivoient encore. Et comme on demandoit à *Tallien* des preuves: mes preuves, a-t-il répondu, les voici: dans une séance du conseil général, un homme que j'ai cru pendant long-temps patriote, fit la motion que Pache ne peut occuper la place de maire avant d'avoir rendu ses comptes, & cet homme est lié avec ceux qui se sont constamment montrés les ennemis de Pache.

Après ces débats la Convention a décrété que les comités des finances, d'agriculture & de commerce, se concerteront avec le ministre de l'intérieur, le maire de Paris & le procureur de la commune, sur les mesures à prendre pour que les subsistances ne manquent pas.

La barre s'ouvre aux pétitionnaires. Une députation des blanchisseuses de Paris viennent se plaindre de la cherté du savon. Elles demandent la peine de mort contre les accapareurs & les agitateurs. Renvoyé au comité des finances, de commerce & d'agriculture, maintenant réunis.

Députation des citoyennes de Paris, réunies en société fraternelle dans le local des ci-devant Jacobins. --- Elles témoignent leurs inquiétudes sur les subsistances, & proposent comme un moyen d'en faire diminuer le prix, le rapport de la loi

qui déclare l'argent commercable. Renvoyé aux trois comités réunis.

La séance s'est terminée par un rapport fait au nom des trois comités sur l'objet de leur réunion. Il en résulte que, d'après les renseignemens donnés par le ministre de l'intérieur & par la municipalité de Paris, les inquiétudes du peuple sur les subsistances, sont sans fondement ; que cette ville est approvisionnée pour un mois, & qu'enfin le seul moyen de tranquilliser le peuple, est d'accorder à la municipalité des fonds pour assurer les subsistances jusqu'après la récolte.

Du lundi, 25 février.

Tallien, au nom du comité de sûreté générale, a paru à la tribune, pour faire un rapport sur les troubles arrivés à Lyon. Il a représenté cette ville comme livrée au pouvoir des aristocrates ; & sur ses conclusions, la Convention a décrété que des commissaires pris dans son sein partiront dans le jour même, & que le conseil exécutif y fera passer le nombre de troupes suffisant pour y rétablir l'ordre. Les commissaires sont Bazire, Legendre & Rovere.

L'administration du département de la Somme a dénoncé le tribunal criminel d'Amiens, pour avoir rendu la liberté à un prêtre émigré, qui avoit été mis en état d'arrestation à la suite des visites domiciliaires qui se sont faites dans cette ville. Cette dénonciation a donné lieu à des débats très-vifs. Garran a lu un arrêté du département de la Haute-Garonne, ayant pour objet de faire des visites domiciliaires, afin de découvrir les émigrés & les prêtres insermentés,

pour faire punir les premiers suivant la rigueur des loix , & faire déporter les autres à la Guyane: *Robespierre* a demandé une loi plus sévère que la première sur les émigrés. *Lanjuinais* & *Petion* ont parlé contre ce qu'on appelloit des mesures révolutionnaires, c'est la loi à la main , disoient ils , qu'il faut marcher au but. On a fermé la discussion , & la Convention a décrété qu'elle casse & annulle le jugement du tribunal du district d'Amiens; mande à la barre ceux qui y ont contribué ; & autorise les conseils généraux des communes à nommer des commissaires pour visiter les maisons des citoyens qui sont suspectés de receler, chez eux des émigrés & des prêtres , mis par la loi au rang des déportés.

Bazire , au nom du comité de sûreté générale, est venu rendre compte de l'agitation qui régnoit encore à Paris , & rassurer sur les suites qu'elle pouvoit faire craindre. Il a proposé d'autoriser la municipalité à prendre toutes les mesures qu'elle croira nécessaires pour le rétablissement de l'ordre , & même à faire battre la générale. — Décrété. Le ministre de l'intérieur , par *interim* , qui se trouvoit à cet instant dans la salle , a pris la parole , & affirmé que d'après les vérifications qu'il avoit faites relativement à l'état des subsistances dans Paris , les boulangers étoient pourvus de farine pour dix ou douze jours au moins ; qu'il est résulté de ses conférences avec le comité des subsistances de la ville , que si la Convention consentoit à mettre à la disposition de la municipalité sept millions pour acheter des grains , il seroit possible d'assurer la subsistance de Paris jusqu'après les récoltes.

La Convention a décrété que la trésorerie na-

tionale versât dans la caisse municipale les trois millions restans des quatre millions à elle accordés à titre d'avance , par le décret du 7 février , pour les subsistances ; & de plus , quatre millions à titre de nouvelle avance sur une contribution de pareille somme , qui sera imposée en sous additionnels aux rôles de 1793 ,

Barbaroux a demandé & obtenu pour Marseille un secours de 2,200,000 liv. applicable pareillement aux subsistances.

La séance s'est terminée par un très-long discours de *Carra*, où il a proposé de décréter l'établissement d'une commission qui seroit la recherche de toutes les fortunes de financiers , intendants , trésoriers , receveurs , banquiers , &c. à compter de 1740.

Du mardi , 19 février.

Un étranger peut-il être puni en France pour des crimes commis hors du territoire de la République. Telle est la question qui s'est présentée aujourd'hui à la décision de l'Assemblée. Un étranger , domicilié depuis dix-huit mois en France , a été accusé devant le tribunal criminel de son domicile , d'avoir commis un vol en pays étranger. Le tribunal n'a pas cru que la loi l'autorisât à juger ce délit ; il a consulté la Convention.

Le comité de législation , saisi du rapport de cette affaire , proposoit de déclarer que les délits , contre le droit général des nations , commis dans le territoire d'une souveraineté étrangère , soit par un étranger , soit par un françois , qui se sont rendus en France , doivent être poursuivis devant les tribunaux françois. Mais cette proposition , contraire au principe du droit fondamental de punir ,

a été rejetée ; celui qui n'a point rompu les conventions d'une société dont il n'étoit pas membre , ne peut pas être puni par les loix de cette société. La Convention a donc décrété qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur le projet du comité, & que Brunel (c'est le nom du coupable) sera remis en liberté.

Boyer-Fonfrede , au nom du comité colonial , a fait un rapport sur la nécessité d'ouvrir aux navires des états-unis de l'Amérique , les ports de nos colonies. Il a rappelé le souvenir salutaire des désastres des guerres maritimes de 1744 & 1756 ; l'expérience des deux premières années de la guerre de 1778 , pendant lesquelles l'admission des navires neutres prohibée dans les colonies , les laissa en proie à la famine. Les ports furent ouverts en 1780 , jusques à la paix , & l'abondance reparut avec les vaisseaux de la nouvelle Angleterre. Nos îles doivent avoir des rapports avec les Etats-Unis , c'est le vœu de la nature : nous devons être liés avec eux par un traité de commerce , c'est le vœu de nos convenances & de nos principes. Les mêmes besoins sollicitent la même loi pour nos établissemens au-delà du Cap de Bonne-Espérance.

Après avoir fait parler la justice & l'humanité en faveur des colons ; le rapporteur a invoqué les convenances de l'intérêt & celles de la politique. « Il importe , a-t-il dit , que les colonies soient défendues par les cultivateurs qui les habitent. Par-tout , c'est avec le peuple qu'il faut lutter contre les rois. Le décret, qui a restitué aux citoyens de couleur leurs droits trop long-tems méconnus , a valu à la liberté trente mille bras invincibles. Mais pour rendre ces colons vraiment citoyens , laissez-les donc jouir de tous les droits accordés à

tous les françois. A force de bonheur , faites-leur
 haïr tout joug étranger ; faites mentir le proverbe
 des colonies , qui dit : qu'elles ne manqueront ja-
 mais de capituler devant des vaisseaux qui leur ap-
 porteront des barils de farine , au lieu de leur en-
 voyer des boulets de canon.

En terminant son rapport , Boyer-Fonfrede a
 offert la brillante perspective de l'affranchissement
 de toutes les colonies européennes , effet inévi-
 table des succès qui nous attendent. Il a montré
 en Asie les indiens impatiens du joug & des tributs
 qui leur sont imposés par d'avidés commerçans ;
 au Pérou , des mines presque épuisées , un peuple
 qui bénit la mémoire de *Lascafas* , & qui accuse
 encore celle du féroce *Pisarre* ; à la Louisiane
 des colons , impatiens du joug espagnol , qui n'ont
 point oublié qu'ils ont été françois , & qui brûlent
 du désir de le redevenir. Ils espèrent que la France
 ouvrira un jour les bouches du Mississipi , comme
 elle a ouvert celles de l'Escaur.

Ce rapport plein d'intérêt & de vérité , étoit
 suivi d'un projet de décret que la Convention a
 adopté dans les termes suivans :

Art. 1^{er}. La Convention nationale décrète que
 tous les ports des colonies françaises sont ouverts
 aux Etats-Unis d'Amérique.

II. Toutes les denrées exportées ou importées
 par les vaisseaux Américains , ne paieront à leur
 sortie ou à leur entrée dans les colonies ou en
 France , que les mêmes droits perçus sur celles
 que portent les bâtimens Français.

III. Le conseil exécutif est autorisé à prendre
 toutes les mesures convenables pour que les
 Etats avec lesquels la République est en guerre ,
 ne puissent profiter des avantages accordés à
 une puissance amie.

IV. Le conseil exécutif négociera avec le Congrès des Etats-Unis, pour obtenir en faveur des commerçans une réduction des droits semblables à celle qui est accordée par la présente loi aux commerçans Américains, & pour resserrer les liens de bienveillance qui unissent les deux nations.

Un membre a ensuite proposé d'ouvrir tous les ports de France pendant la guerre, aux vaisseaux français venant de l'Inde. Il a observé, avec raison, que si ces vaisseaux étoient assujettis à rentrer dans les deux ports de l'Orient & de Toulon, fixés par une loi de 1790, les ennemis pourroient croiser sur leur route, & s'en emparer. La Convention a suspendu, pour le tems de la guerre, la loi des ports déterminés pour les retours de l'Inde.

L'ordre du jour appelloit la discussion sur le projet du comité de la guerre, relatif aux récompenses militaires. Le rapporteur a proposé d'accorder à titre d'indemnité, aux volontaires, 60 livres après la première campagne ; 150 liv. pour deux ; 300 liv. pour trois ; & 500 livres pour quatre campagnes. Cet article sera applicable aux volontaires qui ont servi la campagne dernière & qui rejoindront les drapeaux avant le premier avril. = Décrété.

Dubois de Crancé a représenté l'article du projet de décret qui autorise la conversion des pensions militaires en biens nationaux. Il a dit que le comité après en avoir de nouveau délibéré l'a approuvé à l'unanimité. En effet, la valeur des biens à employer à cette conversion n'excédera pas 400 millions. Mais, à la paix, l'armée n'excédera pas 100 mille hommes. Elle coûtoit 130 millions, elle n'en coûtera que 60.

C'est donc 70 millions d'épargnes par an, ce qui fait un fond de quatorze cent millions ; on peut donc , sans affaiblir l'hypothèque des assignats , assigner 400 millions à l'usage que le comité propose. Nous donnons ce décret lorsqu'il aura été rédigé.

Une lettre des commissaires dans la Belgique , à la Convention nationale , lui annonce qu'ils ont mis en état de réquisition permanente les gardes nationales des départemens de l'Aisne , des Ardennes , du Nord & du Pas-de-Calais , afin qu'ils puissent se porter sans retard dans la Belgique , s'il s'y élevoit des troubles pendant l'absence de l'armée qui entre en Hollande.

La Convention a approuvé l'arrêté de ses commissaires & elle a décrété que toutes les troupes soldées & fédérées qui se trouvent dans Paris & aux environs , sont à la disposition du conseil exécutif.

La séance s'est terminée par la discussion & l'adoption d'un nouveau projet de décret sur le mode de recrutement.

Du mercredi , 17 février.

La Convention s'est occupée dans cette séance , des secours à accorder aux citoyens qui ont souffert , & à ceux qui pourroient souffrir encore de l'invasion des ennemis ; elle a déterminé les formalités à observer pour l'évaluation des dommages. Les cinq millions mis en dernier lieu à la disposition du ministre de l'intérieur , seront spécialement destinés aux fermiers cultivateurs & aux citoyens les plus indigens qui ont éprouvé des pertes. Il sera fait un fonds de cinq mil-

lions de plus , pour être distribués aux communes de Lille , Vircey , & autres qui ont souffert plus particulièrement.

On a fait lecture des procès-verbaux des assemblées primaires de Bruxelles. Le vœu de tous les citoyens a été unanime pour la réunion à la France , & l'émission de ce vœu a été le signal d'une joie universelle. — Renvoyé au comité de défense générale & diplomatique.

Le ministre de la guerre est venu rendre compte de l'état du siège de Maëstricht. Il a présenté à la Convention le brave *Labreteche* , qui , à ses côtés , a reçu 41 blessures à la bataille de Jemappe , où il a eu le bonheur de sauver un grand nombre de ses frères , & *Beurnonville* lui-même. *Labreteche* ne regrette point le sang qu'il a versé ; les marques honorables qu'il portera toute sa vie , lui rappelleront avec orgueil qu'il ne fut pas inutile à la liberté de son pays. Telles ont été les expressions de ce soldat , & l'Assemblée en recevant dans son sein & en applaudissant à sa valeur , lui a décerné la seule récompense qu'il ambitionnât & la seule digne de son grand cœur.

On se rappelle que *Chabot* avoit annoncé à la Convention un projet de restauration des finances , si simple & si clair , disoit-il , qu'il suffiroit de savoir lire , pour le concevoir. Aujourd'hui il a eu la parole pour le soumettre à l'Assemblée. Son plan se réduit à la proposition , très-simple à la vérité , de liquider la totalité de la dette , & de la payer en quittances de finances. Cette dette se porte , selon ses calculs , à 8 milliards , & l'actif de la nation à neuf milliards. La liquidation générale affranchiroit la France de 340 mil-

lions de contributions, qu'il faut lever pour payer les intérêts de nos dettes. A ce projet, *Chabot* a joint celui de refondre toute la monnoie. La Convention en a ordonné l'impression.

Du Jeudi , 28 février.

Parmi les divers dons patriotiques, dont la Convention a reçu l'hommage, à l'ouverture de cette séance, on doit distinguer celui des ouvriers tailleurs de pierre, employés à la construction de la nouvelle salle. Ils sont venus offrir pour les frais de la guerre, la gratification qu'ils avoient reçue des commissaires inspecteurs.

On fait lecture d'une lettre du ministre de la guerre, sur la prise de Breda.

Des députés de la commune de Versailles ont annoncé à la Convention qu'ils ont trouvé, dans un cabinet des appartemens secrets du roi, trois nouveaux livres rouges. La nation apprendra, ont-ils dit, ce que coûtoient & les courtisannes des princes, & les confidens, & les ministres de leurs débauches; elle saura combien de millions ont été pris dans ses coffres & versés dans ceux de l'Autriche..... « La Convention a décrété que les livres seroient apportés au bureau, cotés & paraphés par les secrétaires, & envoyés aux archives, pour être de suite livrés à l'impression. »

Un membre a proposé deux articles additionnels à la loi sur les passeports dont voici les dispositions principales :

La Convention nationale décrète que tous les citoyens absens de leur domicile, non munis de passe-ports postérieurs au mois d'août dernier,

& qui se trouvent actuellement dans des villes, chef-lieux des départemens & de districts, ou des tribunaux, se ont tenus de se présenter, soit à la municipalité, soit au comité de la section du lieu où ils se trouveront, pour y faire prendre leurs signemens & y déclarer leurs noms, âges, professions & demeures. Cette déclaration sera remise par extrait au déclarant, & lui tiendra lieu, pour cette fois, de passeport & d'assurance pour sa liberté individuelle.

La séance s'est terminée par la lecture du complément de la loi sur les émigrés. Après de longs débats, un seul article a été décrété.

Paris, le 27 février 1793.

Depuis quelques jours tout annonçoit un mouvement : on est enfin parvenu à l'exciter. Les subsistances ont été le premier prétexte. Les boulangers ont été assaillis; ils ont eu peine à y suffire; mais enfin, comme, d'après tous les renseignemens & tous les rapports, les subsistances ne manquoient pas, on a changé de batteries. Lundi, 25, les accaparemens, le renchérissement du sucre, du café, du savon, de la chandelle, ont été le mot d'ordre. Des femmes se sont répandues dans tous les quartiers, sur-tout dans ceux où il y a le plus de magasins d'épicerie; elles ont bientôt formé des attroupemens qui se sont portés chez les épiciers, & ont taxé selon leur caprice toutes les marchandises, & en ont épuisé les magasins. Ce pillage & cette violation des propriétés ont duré jusqu'au soir. On en verra les principales circonstances dans les opé-

citoyens de Paris auprès de la Convention nationale, relativement à cet objet.

Le conseil général satisfait du rapport du maire & du procureur de la Commune, en ordonne l'affiche, l'impression & l'envoi aux 48 sections.

Plusieurs sections sont venues témoigner leurs inquiétudes sur les subsistances. Sur la dénonciation faite que l'on avoit vu sortir de Paris, pendant la nuit dernière, une voiture chargée de pains ; le conseil a arrêté que les sections seroient invitées à nommer des commissaires pour, dès cet instant, s'assurer de la quantité de farines qui se trouvent chez les boulangers de leurs arrondissemens respectifs, surveiller la distribution du pain, qui ne pourra se faire avant le jour, & empêcher qu'il n'en soit chargé de voitures pour sortir de Paris.

Ordre du Commandant général.

Le commandant général observe que tous les mauvais citoyens, protégés par *Lafayette*, sont actuellement à Paris en congé, il y a lieu de craindre qu'ils n'excitent quelques mouvemens. Ces messieurs n'aiment point la tranquillité dont nous jouissons ; ils sont accoutumés de faire croire aux factions & aux émeutes. Malheureusement, en ce moment, les chemins retardent l'arrivée des subsistances, ce qui prête à troubler l'ordre ; mais la surveillance ordinaire des bons citoyens, déjouera ces manœuvres, en invitant ceux de nos concitoyens qui souffrent, à prendre un peu de patience, la classe infortunée des hommes étant celle dont la Convention s'occupe, & va s'occuper encore plus particulièrement.

Hier, on a arrêté : rue du Jour, dans l'hôtel

où demouroit Paris l'assassin, le nommé Etienne, dit Languedoc. Cet homme dont la plume venale, payée par *Lafayette*, faisoit croire aux factions, faisoit au nom du peuple, demander les princes, & calomnioit les plus chauds citoyens; cet homme, abbé, a eu pour récompense une sous-lieutenance accordée par *Lajard*, puis il s'est fait patriote; il a été nommé à l'armée, major-général à Bruxelles, & chargé des plans, en sorte que les Autrichiens avoient là un homme qui les servoit. Le scélerat *Lareynie*, aussi abbé & écrivain pour *Lafayette*, ayant volé les vases sacrés de la Bastille, puis fait chevalier de Saint-Louis, puis gouverneur du Louvre par la reine, puis déposant dans l'affaire du 20 juin, puis fait capitaine par *Lajard*, est aussi à Paris, & un nombre d'autres semblables. Je dois donner cet avis, afin que les bons citoyens soient sur leur garde, ces hommes-là étant de la trempe de Paris. SANTERRE.

Du 25 février.

Les troubles qui s'éroient manifestés le matin dans Paris, ont provoqué la convocation du conseil général de la commune. Il s'est réuni vers deux heures après midi.

Le commandant de garde à la maison commune vient annoncer qu'on le porte aux magasins des épiciers, & invite le conseil à prendre des mesures pour le maintien des propriétés. Le conseil fait sur-le-champ passer au commandant général l'ordre de faire marcher à l'instant la force armée vers les rassemblemens, pour les disperser & rappeler aux bons citoyens le ser-

ment qu'ils ont fait de protéger les personnes & les propriétés.

Le maire se rend au conseil , & lui rend compte de la conduite qu'il a tenue pendant la journée. Les mouvemens qui se sont manifestés , a-t-il dit , étoient évidemment dirigés par les instigations contre-révolutionnaires.

Il donne lecture du décret par lequel la Convention nationale autorise la municipalité à prendre toutes les mesures nécessaires pour rétablir l'ordre , même à faire battre la générale. Le commandant annonce que le rappel qui se bat depuis quelque tems , fait déjà beaucoup d'effet ; en conséquence l'on sursoit à l'ordre de battre la générale.

Un adjudant de la section des Droits de l'homme vient déclarer que le rappel a été battu inutilement , & que les citoyens ne se rendent pas à leurs postes. Il demande de la force pour maintenir la sûreté des personnes & des propriétés. Quatre officiers municipaux partent à la tête de deux fortes patrouilles.

Vingt quatre commissaires sont nommés pour se rendre dans les 48 Sections , & se concerter avec les assemblées générales sur les moyens de ramener l'ordre & la tranquillité.

Les administrateurs au département de police écrivent au conseil qu'ils ont donné ordre d'éclairer les maisons pendant la nuit , pour que le trouble ne s'accroisse pas à la faveur de l'obscurité.

Le conseil arrête qu'il restera en séance permanente jusqu'à ce que la tranquillité soit rétablie. On forme la liste de ceux qui se sont rendus à leur poste,

Le citoyen Bassot , graveur , député de la Sec-

tion de Baurepaire , dénonce que l'on pille tous les épiciers de la Section. (Les tribunes : *Tant mieux.*) Une femme , à la porte : *C'est un accapareur.*)

Un commissaire de la Section du Contrat social annonce , que les épiciers de son quartier , d'après leurs factures , sont forcés de délivrer le sucre à plus de moitié perte. (Les tribunes : *Tant mieux.*)

Le président rappelle les tribunes à l'ordre , & instruit ces députations des mesures prises par le conseil pour rétablir l'ordre.

Un officier de paix annonce que des agitateurs , répandus dans divers quartiers de Paris , excitent le peuple , & l'engagent à aller chez les épiciers & les chandeliers. Ils se proposent d'aller demain chez tous les marchands sans distinction.

L'on amène plusieurs personnes qui ont été arrêtées. Le conseil les renvoie au département de police , & arrête que les commissaires de police enverront à ce département tous ceux qui se soient arrêtés.

Garin , administrateur des subsistances , annonce le décret , par lequel la Convention nationale accorde une avance de 7 millions. Il assure que le pain ne manquera pas ; que c'est la crainte qui fait la disette ; qu'il a vu , en parcourant Paris , plusieurs femmes qui ne sont ni mariées , ni meres de famille , qui peuvent à peine consommer deux livres de pain , chargées de six pains de quatre livres. Il invite les citoyens à l'ordre & à la paix , sans lesquels il n'y a point d'abondance. Il jure que les subsistances ne manqueront pas ; que les boulangers ont cuit deux tiers de plus qu'à l'ordinaire ; que cette augmentation ne provient que de la crainte de manquer de pain , crainte

répandue par les malveillans pour arrêter les subsistances qui viennent du dehors.

Cuvillier, l'un des commissaires envoyés dans les sections, se dresse au compte de sa mission, & annonce que dans la Section des Gravilliers, il a vu Jacques Roux, prêtre, & membre du conseil, occupé à justifier la conduite de ceux qui s'étoient attroupés pour se faire délivrer les marchandises qu'ils avoient arbitrairement taxées.

Jacques Roux qui venoit d'arriver au conseil, monte à la tribune, & dit qu'il a toujours professé les vrais principes, & que, dût-il être appelé le *Marat du conseil général*, il n'en départera jamais.

Un membre demande que Jacques Roux soit tenu de signer la déclaration qu'il vient de faire.

Un autre l'interpelle de déclarer pourquoi il n'étoit pas à son poste dans les momens de danger, (Il s'élève du tumulte.) Les circonstances ne permettant pas de s'occuper de personnalités, le conseil général a passé à l'ordre du jour sur tout ce qui concernoit Jacques Roux.

La plupart des commissaires envoyés dans les Sections, de retour au conseil, rendent compte de leur mission.

Partout les résultats sont les mêmes, partout on demande une loi sévère contre les accapareurs.

Une députation de la Section de Bonconseil, communique un arrêté de l'assemblée de cette Section conçu en ces termes :

« L'assemblée, pénétrée de la plus vive douleur des événemens qui ont eu lieu dans la journée, arrête à l'unanimité que des membres choisis dans son sein se retireront pardevant la municipalité & le

le commandant général , pour les informer de l'indignation de l'assemblée générale , & de leur négligence & de leur apathie dans des circonstances qu'ils auraient dû prévoir & prévenir ; que les même membres se retirèrent pardevant la Convention nationale , pour l'informer de la douleur qu'ont ressentie tous les citoyens de la Section de Bonconseil, des malheureux événemens de ce jour , l'inviter à prendre les mesures les plus rigoureuses pour punir ceux dont la négligence a compromis l'honneur des citoyens de Paris , tandis qu'ils auroient dû employer toute leur autorité à faire respecter les personnes & les propriétés. »

Des députés de la section des Piques se sont présentés au Conseil , pour demander compte de la négligence qu'il a apportée au maintien de l'ordre public , en n'envoyant un ordre qu'à 7 heures du soir , tandis que tous les habitans de Paris savaient , dès hier soir , que les malveillans devaient , ce matin , troubler la tranquillité & violer les propriétés.

Le Conseil général donne aux députés de ces sections communication des arrêtés qu'il a pris pour rétablir le calme , & les invite à ne pas douter de sa sollicitude pour le rétablissement de la tranquillité publique.

Sur la proposition du maire , le conseil a adjoint quatre de ses membres au comité de police.

La section des Droits de l'Homme témoigne , par l'organe de ses commissaires , la douleur qu'éprouvent tous les bons citoyens des événemens de cette journée , & demande que le conseil nomme une députation pour se rendre demain à la Convention nationale , pour lui demander la diminution des denrées de première nécessité , &c.

N. 1. 28 Février.

O.

le soulagement de la classe indigente, véritable amie de la Liberté & de l'Égalité.

Le conseil répond qu'il s'empressera de se réunir aux sections, aussitôt que le vœu de la majorité lui sera connu.

Le conseil général a arrêté la proclamation suivante :

CITOYENS,

Votre calme a déjoué tous les projets des malveillans ; votre conduite précédente a confondu toutes les calomnies que les agitateurs ont répandues dans les départemens. Par quelle fatalité cédez-vous maintenant à des instigations perfides ? Ne croyez-vous pas que les royalistes, désespérés de la fière attitude que vous gardiez, ont eu assez d'adresse pour vous la faire perdre ? n'en doutez pas, Citoyens, ce sont vos plus mortels ennemis qui vous égarent aujourd'hui ; ils vous alarment sur vos subsistances, quand vous avez la certitude de n'en point manquer. Pour faire cesser la cherté des objets de votre consommation, ils vous conseillent des actes arbitraires ; ils savent, les perfides, que le plus sûr moyen d'amener la disette, est d'empêcher la liberté du commerce & la libre circulation des denrées. Se peut-il, Citoyens, que vous soyez tombés dans un piège aussi grossier ? Réfléchissez aux circonstances où nous sommes ; c'est à l'approche d'une campagne, lorsque toutes les frontières de la République sont menacées d'une nouvelle invasion, lorsque tous les amis de la liberté ne devroient avoir qu'une seule détermination, celle de voler à l'ennemi ; c'est lorsqu'il s'agit du salut de la République, que vous

oubliez vos intérêts les plus chers pour violer les loix que vous avez juré de défendre !

Citoyens , revenez de votre erreur funeste ; ralliez vous pour protéger les personnes & les propriétés ; songez au danger qui menace la patrie ; ne les argumentez pas par des démarches inconsidérées , qui vous feroient perdre le fruit d'une révolution qui vous a coûté tant de sacrifices , & qui fera votre bonheur , si vous ne détruisez pas vous-mêmes votre ouvrage.

A minuit , le comité de la section de Beaurepaire , informe le conseil qu'un rassemblement considérable menace la boutique d'un épicier , rue Saint-Jacques ; il demande de la force armée. Renvoyé au commandant général.

Une demi-heure après , Sant-erre , de retour depuis 3 heures du soir de Versailles , où il étoit allé pour organiser un escadron de cavalerie , fait annoncer que cet attroupement est dissipé.

Sur la section de Marseille on a saisi plusieurs particuliers sans carte , un entre autres , chargé de deux pains de sucre , & qui n'avoit que 20 sous dans sa poche.

Environ 40 personnes ont été arrêtées , parmi lesquelles se trouvent , dit-on , des hommes ci-devant titrés , des abbés , des domestiques d'aristocrates , une jadis comtesse , déguisée , qui distribuoit des assignats , &c.

Le calme étant rétabli , le conseil suspend sa séance permanente.

NOUVELLES DE NOS ARMÉES.

*Armée de la Belgique et de la Hollande.**Lettre du général Miranda au ministre de la guerre.*

Au quartier-général, d'Hochin, le 25 février.

« L'investissement de Maestricht étant fait, selon les ordres que j'ai reçus, par un corps de troupes de 12,000 hommes sur la rive gauche, & de 6,000 hommes sur la rive droite, nous avons procédé à la formation des ouvrages & batteries nécessaires pour le bombardement. Tout a été heureusement terminé le 23, sur la hauteur de Kouwenberg, à 400 toises de chemin couvert de la place, & seulement avec la perte de trois hommes tués, malgré le feu constant de la place sur nos travaux.

« Nos batteries étant prêtes pour commencer le feu hier à midi, j'envoyai les sommations ci-jointes au commandant-général & aux membres de la magistrature de Maestricht. La réponse du prince de Hesse, gouverneur de la place, dont copie ci-jointe, fut un refus, me faisant dire verbalement par le colonel Oranien, qu'il trouvoit étrange la dite sommation, puisqu'il ne savoit pas que la nation hollandaise eût déclaré la guerre à la France, & que si je lui permettois, il enverroit un courrier à leurs hautes puissances, pour demander des instructions à cet égard.

« Notre feu commença dans la nuit, secondé par une autre batterie de mortiers, construite devant Wijk; & bientôt après l'incendie se manifesta dans la ville. Les ennemis parvinrent à l'éteindre;

mais ce matin sur les six heures, il reprit avec plus de forces, & Maestricht brûle en ce moment.

« L'ennemi a fait pendant l'investissement deux sorties d'environ 1200 hommes chacune, l'une du côté de Wick, l'autre par la porte de Saint-Pierre. Nos troupes les ont repoussés facilement, avec perte de leur part, & nous n'avons eu aucun homme de tué.

« Je m'empresse de terminer cette opération, pour exécuter les autres plus essentielles, dont je suis chargé par le général Dumourier, comme j'ai eu l'honneur de vous le communiquer par nos dépêches antérieures. »

« Signé, MIRANDA.

Lettre des commissaires de la Convention dans la Belgique, au président de la Convention nationale, datée de Bruxelles le 26 février.

« Le général Dumourier nous annonce la prise de l'importante ville de Bréda. Nous n'entretons point dans les détails. La dépêche du général vous en instruira plus amplement. »

Discours du ministre de la guerre au président de la Convention nationale, le 29 février.

« Je viens annoncer à la Convention nationale, la nouvelle & les détails de la prise importante de Bréda. Cette conquête qui est pour nous l'augure le plus heureux & le garant le plus certain du succès de nos armes, est due aux sages

à audacieuses dispositions du général Dumourier, & à leur incroyable des troupes qu'il commande, que son génie enflamme, & qu'une confiance entière en lui rend invincibles.

« L'expédition faite par l'aile droite de l'armée de Dumourier, a été conduite par le général d'Arçon. Il a déployé dans l'attaque & le siège de cette place; ses connoissances supérieures, cette activité infatigable qui l'auroit jadis conduit à l'immortalité, si à ce te époque, son génie n'eût été arrêté par la jalousie des chefs sous lesquels il commandoit à Gibraltar. Aujourd'hui, que, libre de ces entraves honteuses, & qu'il sert à la fois la cause de la liberté & son amour pour la gloire, il va développer ses grands talents. Il sera un des plus fermes soutiens de Dumourier, dans l'entreprise mémorable que son audace lui fait tenter.

« Bréda est soumis; une garnison française y est établie. Le comité des Bataves libres y est formé, & c'est de cette ville que vont sortir les premiers principes de la liberté hollandaise. Kalunderth & Williamstart, dans lequel il existe à-peu près 200 pièces de canons, étoient en feu, & sont sans doute pris en ce moment.

« Berg-op-Zoom, Tholen, Steenbergem sont investis & bloqués hermétiquement. Gertuydenberg est attaqué: le commodore Mouron a ordre d'aller brûer l'escadre hollandaise, sous le fort de Batz. Enfin, tous les points de la Flandre hollandaise, pressés & envahis de toutes parts, vont bientôt nous livrer passage vers les plus belles provinces de la Hollande. Le parti orangiste consterné, tremble. Le parti patriote s'élève chaque jour & nous appelle. J'aurai sans doute, sous peu de jours, à vous informer de tant de

brillantes conquêtes. La terreur de nos armées se répand par-tout. La bravoure du soldat lui fait vaincre tous les obstacles que la nature ou l'art peuvent lui opposer , & les victoires qu'il remporte , alimentent notre armée & suppléent à l'incroyable dénuement dans lequel elle se trouve.

« Nous trouvons les plus grandes ressources dans le pays que nos armes soumettent ; déjà on nous a fourni plus de 100 milles florins , & c'est à qui apportera de l'argent aux défenseurs de la liberté.

« Je m'empresse de mon côté pour seconder les desseins brillans du général Dumourier. J'apporte dans les efforts que je fais pour subvenir aux besoins de ses troupes , la brûlante activité qui me brûloit à la tête de ma famille armée. Mes regrets de n'être plus auprès-d'elle , de ne plus partager ses dangers & sa gloire , ne se tempèrent que par l'espoir de la servir ici. J'ai obéi en soldat lorsque j'ai quitté le poste où j'étois pour prendre celui où vous m'avez placé. Je m'attends pour récompense de mes travaux , que la liberté d'aller le reprendre bientôt.

« Je voudrais pouvoir mettre sous les yeux de la Convention nationale les noms de ceux qui se sont distingués ; & je remplirai ce devoir , à mesure qu'ils viendront à ma connaissance.

« J'ajoute , ceux du général d'Arçon , du colonel Westerman , de l'aide-de-camp Poulippe Devaux , du colonel d'artillerie la Bayette , du lieutenant colonel de la Martinière , du très-habile capitaine de génie Sénarmons , sont les seuls qui m'aient été transmis.

« La capitulation de Bréda a été signée le 24. Cette place a été annexée au commandement du général Marassé ; & le citoyen Custer y a été

établi commandant temporaire, avec une garnison de deux batillons.

« A l'instant, je reçois la nouvelle que d'Hatville a déposé les troupes de Beaulieu du poste de la Roche, après une fusillade terrible.

« Buon me mande, qu'il apprend indirectement la prise de Cagliari en Sardaigne. Cependant cette nouvelle, me dit-il, mérite confirmation. »

Lettre du général de division Alexis la Veneur, datée du quartier-général de Merehem devant Maestricht, le 24 février.

« Depuis à-peu-près huit jours que j'ai passé la Meuse avec une partie de l'armée des Ardennes, pour investir la partie de Maestricht qui est à la droite de cette rivière, je me suis occupé de connoître ce que pouvoit devoir au gouvernement hollandais les différentes caisses publiques du très-petit pays de Fanquemont que j'occupe, pour les impositions perçues jusqu'à notre arrivée sur ce territoire, époque à laquelle elles doivent y cesser aux termes du décret de la Convention du 13 décembre. Je compte que cela ira à plus de 60,000 livres, que j'espère sous huit jours faire rentrer en entier. J'en ai déjà fait payer pour 14,000 en numéraire, qui ont été versés dans la caisse du payeur de l'armée, & dès aujourd'hui ces tributs de la servitude servent à payer la contribution des retranchemens & des batteries, à l'aide desquels nous allons fondroyer les despotes de Maestricht.

« L'arbre de la liberté a été planté, il y a 4 jours, à Fanquemont, & les deux nations réunies ont crié : vive la République. »

Armée du Rhin.

*Lettre du ministre de la guerre, datée de Paris
le 20 février.*

CITOYEN PRÉSIDENT,

» Par une lettre du général Custines, datée de Mayence le 14 de ce mois, je suis informé que ce général, qui désiroit depuis long-tems pouvoir dégarnir l'île du Rhin qui se trouve vis-à-vis Ginsheim, a trouvé le moment favorable de tenter cette expédition. Elle a réussi malgré l'opposition que les ennemis y ont apportée. Les Hessois qui occupent Ginsheim, ont cherché à troubler nos travailleurs par un feu de canon assez suivi. Mais l'adresse & la supériorité ordinaire de nos canonniers l'ont bientôt fait cesser; notre artillerie a également fait taire le feu des chasseurs hessois, qui s'étoient postés dans un clocher. L'île a été dégarnie & le général Custines a fait établir des redoutes vis-à-vis chaque extrémité, pour conserver le débouché du Schwartzback, que cette île masquoit entièrement.

» Dans plusieurs canonades qui ont suivi cette expédition, nos troupes ont toujours remporté l'avantage; cet événement qui démontre de nouveau la supériorité de notre artillerie, m'a paru fait pour être communiqué à la convention nationale.

» Nos redoutes, ainsi qu'un fort élevé pour fermer l'embouchure du Necker, sont finies, & ce passage important est entièrement bouché.

» Cette expédition ne nous a pas coûté de

monde ; un seul volontaire du département des Vosges , a malheureusement eu le bras cassé. »

Signé BEURNONVILLE.

Armée des Alpes Maritimes.

*Lettre de Beurnonville, ministre de la guerre,
au président de Convention, datée de
Paris, le 23 février.*

« Un courrier que je reçois du général Biron général de l'armée d'Italie , m'apporte la nouvelle d'un avantage important que les troupes de la République ont remporté , le 14 de ce mois , sur un corps de troupes autrichiennes & piémontaises , fort de 2,000 hommes. Elles s'étoient rassemblées à Sospello , & menaçoient les postes avancés de Nice. Les généraux Brunet & Dagobert , commandans sous Biron , & n'ayant avec eux que 8 à 900 hommes , eurent ordre de prévenir les ennemis , & de les attaquer eux-mêmes dans Sospello. Les dispositions de ces deux généraux furent faites avec le plus grand talent , & eurent le plus heureux succès. Elles couvrirent l'infériorité du nombre , & la valeur française y suppléa. L'attaque a été très-courageuse , & la défense opiniâtre. Les ennemis ont été repoussés , & ont eu environ 50 hommes tués ou blessés. Nous leur avons fait en outre 300 prisonniers , parmi lesquels se trouve le major Straloldo , cousin du général de ce nom , & plusieurs officiers. Nos troupes ont observé un ordre & une discipline admirables ; l'artillerie a déployé sa supériorité ordinaire , & les chefs de corps , Vicos , Lombard & Perier , ont merveilleusement secondé

l'ardeur des soldats françois. Une partie de la gloire de cette journée est aussi due aux capitaines des grenadiers Rambault & d'Esnoy qui, à la tête de leur brave colonne, ont mis fin au combat. L'adjudant-major Maury & Bugey, officier du 50me. régiment, ont aussi montré une très-grande intrépidité, en courant s'emparer des tentes ennemies avec une valeur qui a été remarquée & applaudie par toute l'armée.

« Je m'estime heureux d'avoir à transmettre à la Convention les noms & les succès de nos braves compagnons d'armes. J'ai appris en les conduisant moi-même au combat, ce que peut leur courage ; & je ne me console de ne plus partager leur gloire, que par l'espoir de parvenir par mes efforts & mon infatigable activité, à pourvoir à tous leurs besoins. »

AVIS IMPORTANT AUX SOUSCRIPTEURS.

Un grand nombre de nos Souscripteurs nous ont témoigné le desir de recevoir des nouvelles plus fraîches & plus promptes, en divisant en deux ou trois Livraisons le Mercure Historique & Politique de l'Europe & de Genève, qui ne paroissoit qu'une fois la semaine. Nous avons senti combien leur impatience étoit fondée, dans un moment sur-tout où la carrière des évènements va s'aggrandir par le double intérêt d'une guerre sur terre & sur mer, & par les grandes discussions qui vont être à l'ordre du jour dans la Convention. Mais en même-tems nous avons considéré que nous ne pouvions remplir le vœu très-légitime de nos Souscripteurs, sans une augmentation considérable de frais de notre part, dont la modicité du prix de ce Journal ne nous auroit pas mis à couvert. Nous nous sommes déterminés à le réunir au Mercure François, Historique, Politique & Littéraire. Ainsi, à compter du premier mars prochain, les Souscripteurs recevront, chaque jour, un numéro de ce Journal, composé de huit pages in-8°, caractère petit romain. Ce service sera d'autant plus avantageux pour les Souscripteurs, que le Mercure François, rédigé dans les mêmes principes, & par les mêmes auteurs, que celui de Genève, contient plus de variétés, & au moins le quart de plus de matière. Nous espérons que nos Souscripteurs nous sauront gré d'une opération, dans laquelle nous n'avons cédé qu'à la seule envie de les satisfaire.

Le Mercure est du prix de 36 livres, & de 18 livres pour six mois. S'adresser au citoyen Guth, Directeur du Bureau, rue des Poitevins.

COURS DES EFFETS PUBLICS. Février 1793.

EFFETS NAT.	Lundi 11.	Mardi 12.	Mercc. 13.	Vendredi 14.	Vend. 15.	Sam. 16.	dimanches 17.
Actions.....	1910.20.	1940.42½	1950.60.	1978.72½	1970.65.	Amst. 29. Ham 360. Lond. 15½.
D ^{tes} 11 ^{tes}	Mad. 28. 16. Cadix. 28. 10.
Emprunt Oct.	406.....	406.....	409.12.	411.....	410.....	Gén. 184. 82. Liv. 194. 92.
M. Décembre 82.	9.11½	10½.9.8½	10.9.8½	10.9.....	9.....	Lyon. P. CHANGES du 16.
Lot. d'Avril.....	Amst. 30½. Ham 350. 48.
Lot. d'Octobre.....	Lond. 14½. Mad. 28. 27.
Emprunt 124 ms	64½	64½	64½	64½	64½	Cadix. 18 27. Gén. 180.
17. 82 millions.	Liv. 190.
Bulletin.....	4P.....	.....	4P.....	4P.....	4P.....	Lyon. P. Payeur. anée
Sous Bulletin.....	9½P.....	.....	7½.7.6½P.	6.6½.....	.....	trcs, Lettre C.
Emprunt 172 ms	
Terre. Ch.	
Caisse d'Escomp.	
D ^{te} demi-act....	
Eaux de P.....	
Empr. National.	9.9½.....	9.8½.10.	10.9.9½.	9½.....	9½.....	

AVIS TRÈS-IMPORTANT.

On observe que les Rédacteurs n'ont rien de commun avec l'Abonnement, la distribution, &c. C'est à M. DEUX, seul Directeur du Journal, hôtel de Thou, rue des Poitevins, & non à aucun d'eux, qu'il faut adresser tout ce qui concerne ces objets; autrement des lettres souvent importantes pourraient rester au rebut.

Les personnes qui enverront à M. DEUX des effets sur Paris, pour acquit de leur Abonnement, voudront bien les faire timbrer; faute de quoi ils ne seraient pas acquittés. Les lettres, contenant des Assignats, doivent être chargées à la Poste, pour ne pas courir le risque de s'égarer.

Le prix de l'abonnement est de vingt-cinq liv. franc de port. Il faut affranchir le port de l'argent & de la lettre, & joindre à cette dernière le reçu du Directeur des Postes. On souscrit hôtel de Thou, rue des Poitevins. On s'adressera au sieur DEUX, Directeur de ce Journal. L'abonnement ne peut avoir lieu que pour l'année entière.



